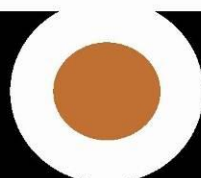




# Commune de Gainneville

## Révision du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme

### Rapport de présentation



**Février 2018**

**Volume 1 – Diagnostic et besoins**



REVISION DU POS EN PLU :

Prescrite le 15 décembre 2014

Enquête publique du 20/11/17 au 21/12/17 (inclus)

Approuvée le 22/02/18

CACHET DE LA MAIRIE :



AMENAGER DURABLEMENT LES TERRITOIRES DE DEMAIN

# SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	2
1- CONTEXTE TERRITORIAL .....	4
1-1- <i>La situation géographique et localisation</i> .....	4
1-2- <i>L'intercommunalité et le contexte supra-communal</i> .....	5
1-2-1- La Communauté de l'Agglomération Havraise (CODAH).....	5
1-2-2- PLU et compatibilité avec les documents supra-communaux .....	7
1-2-2-1- Le Schéma de Cohérence Territoriale Le Havre Pointe de Caux Estuaire .....	7
1-2-2-2- Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la CODAH .....	14
1-2-2-3- Le Programme Local de l'Habitat .....	17
1-2-3- PLU et prise en compte des documents supra-communaux .....	17
1-2-3-1- Le Plan Climat Energie Territorial .....	18
1-2-4- PLU et autres documents supra-communaux .....	18
1-2-4-1- La Directive Territoriale d'Aménagement de l'Estuaire de la Seine.....	18
1-2-4-2- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.....	19
1-2-4-3- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Haute-Normandie.....	20
1-2-4-4- La Charte Paysagère du Pays Le Havre Pointe de Caux Estuaire.....	21
1-3- <i>L'accessibilité et les modes de déplacements</i> .....	22
1-3-1- Les principales cibles de déplacements .....	22
1-3-2- L'accessibilité routière .....	22
1-3-3- L'inventaire des capacités de stationnement.....	25
1-3-4- Les transports en commun .....	26
1-3-5- La desserte ferroviaire .....	27
1-3-6- Les liaisons douces .....	28
SYNTHESE DU CONTEXTE TERRITORIAL .....	30
2- L'ORGANISATION SPATIALE DE GAINNEVILLE .....	31
2-1- <i>L'évolution historique de la commune</i> .....	31
2-1-1- Quelques éléments d'histoire .....	31
2-1-2- Le petit patrimoine bâti .....	32
2-2- <i>La morphologie urbaine</i> .....	36
2-2-1- La structuration des espaces urbains .....	36
2-2-2- L'analyse de la typologie bâtie.....	39
2-2-2-1- Le centre-bourg et le développement pavillonnaire .....	39
2-2-2-2- Les hameaux structurés .....	40
2-2-3- Analyse du Plan d'Occupation des Sols.....	41
2-2-4- Analyse de la consommation d'espaces depuis 2003 .....	45
SYNTHESE DE L'ORGANISATION SPATIALE .....	48
3- ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE .....	49
3-1- <i>Evolution démographique</i> .....	49
3-1-1- Tendances démographiques .....	49
3-1-2- La structure par âge de la population.....	50
3-1-3- La taille des ménages .....	51
3-2- <i>Evolution du parc de logements</i> .....	51
3-2-1- Les grandes tendances d'évolution .....	51
3-2-2- La structure du parc de logements .....	53
3-3- <i>Vie sociale</i> .....	54
3-3-1- Les équipements publics .....	54
3-3-2- Les associations .....	56
3-4- <i>Economie</i> .....	56
3-4-1- L'activité agricole .....	56
3-4-2- Commerces et artisanat sur la commune.....	61
3-4-3- L'activité touristique.....	64
3-4-4- L'emploi .....	64
SYNTHESE DE L'ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE .....	65
4- ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT .....	66
4-1- <i>Milieu physique et patrimoine géologique</i> .....	66
4-1-1- Climat .....	66
4-1-2- Potentiel en énergies renouvelables .....	66
4-1-3- Géomorphologie et pédologie.....	67
4-1-4- Eau et assainissement.....	68
4-1-4-1- L'eau potable.....	68
4-1-4-2- La protection de la ressource en eau .....	69
4-1-4-3- L'assainissement des eaux usées .....	70

4-2- Les risques naturels.....	70
4-2-1- Le risque inondation .....	70
4-2-2- Le risque effondrement .....	77
4-3- Espaces naturels et entités paysagères.....	84
4-3-1- Les espaces naturels remarquables .....	86
4-3-2- Les éléments du patrimoine naturel .....	87
4-3-2-1- Le réseau de mares .....	87
4-3-2-2- Les espaces boisés .....	88
4-3-2-3- Les alignements boisés, vergers et arbres isolés .....	88
4-3-3- Le fonctionnement de la trame verte et bleue .....	90
4-4- Nuisances et risques liés aux activités humaines .....	92
4-4-1- La gestion des déchets .....	92
4-4-2- Les risques industriels liés aux canalisations de transport de matières dangereuses .....	92
4-4-4- Les lignes électriques .....	94
4-4-5- Les sites et sols pollués .....	94
4-4-6- Les voies classées à grande circulation .....	95
4-4-7- Les zones de bruit .....	97
SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT .....	98
5- EXPRESSION DU PROJET COMMUNAL AU REGARD DES BESOINS .....	99
TABLE DES FIGURES .....	103

*Ce document d'urbanisme a été élaboré selon les dispositions réglementaires du Code de l'Urbanisme applicables au 31 décembre 2015.*

# 1- Contexte territorial

## 1-1- La situation géographique et localisation

La commune de Gainneville se situe dans le département de **Seine-Maritime**, dans le canton du Havre-3. Elle fait partie de **la Communauté de l'Agglomération Havraise** (CODAH), qui comptait 235 953 habitants en 2013, et du **Pays Le Havre Pointe de Caux Estuaire**.

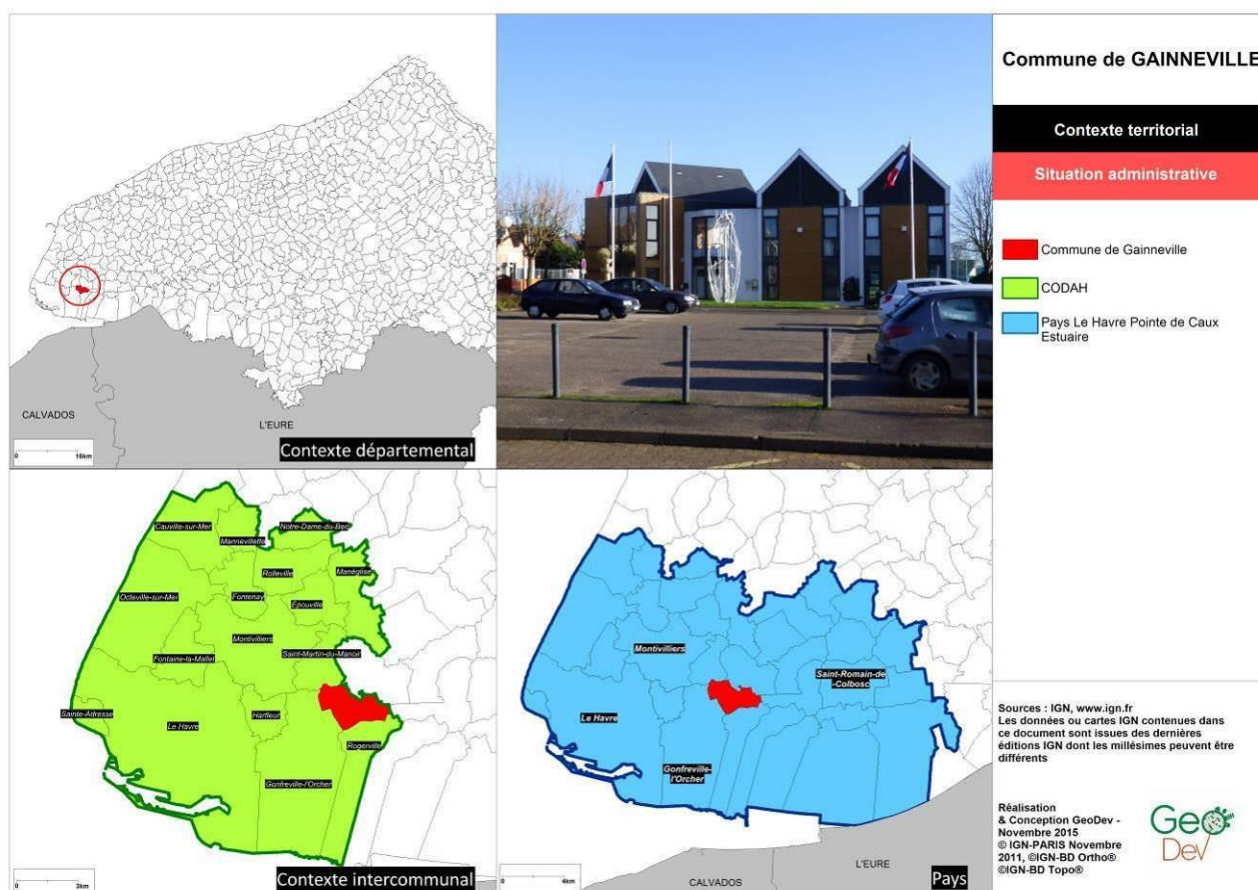
Située dans la Pointe de Caux, Gainneville est une commune de la première couronne périurbaine du Havre, dont le centre-ville est situé à 13 km (22 minutes en voiture).

Le territoire communal est encadré par 3 communes limitrophes :

- ✓ au Nord-Ouest : SAINT-MARTIN-DU-MANOIR (1 539 habitants en 2013) ;
- ✓ au Nord : SAINT-LAURENT-DE-BREVEDENT (1 412 habitants en 2013) ;
- ✓ à l'Est : SAINT-AUBIN-ROUTOT (1 902 habitants en 2013) ;
- ✓ au Sud : ROGERVILLE (1 234 habitants en 2013) ;
- ✓ à l'Ouest : GONFREVILLE-L'ORCHER (9 378 habitants en 2013).

Le territoire communal s'étend sur environ 3,4 km d'Est en Ouest pour une longueur assez variable du Nord au Sud, d'environ 400 mètres à 2,1 kilomètres.

**Figure 1 : La situation administrative de Gainneville**





## 1-2- L'intercommunalité et le contexte supra-communal

### 1-2-1- La Communauté de l'Agglomération Havraise (CODAH)

La Communauté de l'Agglomération Havraise est un territoire essentiellement urbain et périurbain, gravitant autour de la ville centre, Le Havre.



La commune de Gainneville fait partie des 17 communes qui composent la Communauté de l'Agglomération Havraise (CODAH). Cette intercommunalité comptait 235 953 habitants en 2013 et s'étend sur un territoire de 191 km<sup>2</sup>. Elle comprend (données INSEE 2013) :

- ✓ 235 953 habitants soit 1 235,4 habitants/km<sup>2</sup> ;
- ✓ 87 294 actifs résidents ;
- ✓ 102 668 emplois offerts sur le territoire de la CODAH ;
- ✓ 117 319 logements dont 91% de résidences principales, 63% d'appartements, 8% de logements vacants et 45,1% de propriétaires ;
- ✓ 15 057 établissements actifs (au 31 décembre 2014) dont 0,9% d'activités agricoles.

**Figure 2 : Gainneville dans la Communauté de l'Agglomération Havraise**

Commune	Nombre d'habitants (INSEE 2013)	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (hab/km <sup>2</sup> )
Le Havre	172074	47	3661,15
Montivilliers	16198	19,1	848,06
Gonfreville l'Orcher	9378	25,8	363,49
Harfleur	8167	4,2	1944,52
Sainte-Adresse	7351	2,3	3196,09
Octeville-sur-Mer	5797	20,4	284,17
Epouville	2795	5,6	499,11
Fontaine-la-Mallet	2656	6,7	396,42
<b>Gainneville</b>	<b>2645</b>	<b>4,7</b>	<b>562,77</b>
Saint-Martin-du-Manoir	1539	5,1	301,76
Cauville-sur-Mer	1465	11,2	130,8
Manéglise	1244	8,4	148,1
Rogerville	1234	9,5	129,89
Rolleville	1124	7,1	158,31
Fontenay	1038	5,6	185,36
Mannevillette	801	4,2	190,71
Notre-Dame-du-Bec	447	4	111,75
<b>TOTAL</b>	<b>235953</b>	<b>190,9</b>	<b>1236</b>

La commune de Gainneville se situe en 2013 :

- ✓ à la 9<sup>ème</sup> position des communes de la Communauté de l'Agglomération Havraise en nombre d'habitants ;
- ✓ en 12<sup>ème</sup> position pour sa superficie ;
- ✓ en 5<sup>ème</sup> position pour sa densité en population.

L'intercommunalité a rendu possible la mutualisation de certaines compétences exercées auparavant à l'échelle communale, afin d'assurer une gestion plus efficace et plus économique des services publics, notamment au sein des communes rurales comme Gainneville.

L'intercommunalité a pour compétences :

### **Aménagement de l'espace**

- ✓ Réaliser les documents de planification (PLH, PDU, etc...) ;
- ✓ Réaliser des études sectorielles ;
- ✓ Créer et réaliser les ZAC d'intérêt communautaire.

### **Eau et Assainissement**

- ✓ Gérer l'alimentation en eau potable sur les 17 communes ;
- ✓ Traiter et collecter les eaux usées et les eaux pluviales ;
- ✓ Lutter contre les inondations ;
- ✓ Gérer les rivières d'une manière écologique et durable (préserver et restaurer les différentes fonctions des cours d'eau).

### **Economie**

- ✓ Être présente dans différentes structures aux côtés de partenaires locaux pour conduire des actions destinées à favoriser la création d'entreprises et l'emploi ;
- ✓ Développer un réseau numérique Très Haut Débit à destination des zones d'activités et des gros consommateurs professionnels ;
- ✓ Créer les zones d'activités concertées (ZAC) ;
- ✓ Mettre en place une politique foncière ;
- ✓ Développer les Contrats de Territoire.

### **Enseignement supérieur**

- ✓ Financer et/ou soutenir l'investissement au fonctionnement des activités d'enseignement supérieur ;
- ✓ Assurer la maîtrise d'ouvrage pour la construction d'établissements d'enseignement supérieur dans le cadre des dispositions réglementaires et législatives en vigueur (le cycle Europe-Asie, antenne décentralisée de Sciences-Po ; le pôle des laboratoires en « sciences pour l'ingénieur » de l'Université du Havre ; le département « Génie civil et construction durable » de l'INSA de Rouen ; le campus logistique) ;
- ✓ Fournir des aides financières aux étudiants-chercheurs, à l'organisation de congrès, colloques, forums et opération favorisant le développement des activités d'enseignement supérieur.

### **Gestion des déchets**

- ✓ Collecter, traiter et valoriser les déchets ménagers et assimilés, en respectant la sauvegarde de l'environnement, le maintien de la qualité et de la sécurité.

### **Habitat**

- ✓ Répondre aux besoins des habitants ;
- ✓ Favoriser le développement équilibré et diversifié de l'habitat sur le territoire, en tenant compte des aspects économiques et sociaux ;
- ✓ Réaliser et mettre en œuvre le Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- ✓ Gérer les aides publiques déléguées en faveur de l'habitat public et privé ;
- ✓ Mettre en œuvre la politique du logement, notamment du logement social, par des opérations d'intérêt communautaire ;
- ✓ Piloter le Pôle d'insertion par le logement ;
- ✓ Créer et gérer une aire de grand passage des gens du voyage.

### **Information sur les risques majeurs**

- ✓ Mettre en place un système d'information préventive des populations (programme POLLUX pour développer la culture du risque chez les populations, « classeur des élus, risques majeurs », mise en place et animation de stages « formation à la gestion des crises ») ;
- ✓ Recenser les risques naturels et technologiques (gestion et développement du Système d'Informations Géographiques sur les risques majeurs de l'estuaire de la Seine, gestion de bases de données sur les risques chimiques, gestion d'outils de modélisation des accidents et de leurs conséquences, inventaire permanent des cavités souterraines) ;
- ✓ Elaborer les documents réglementaires (aide à la prise en compte des risques majeurs dans les PLU, projets de territoire, Plan de Déplacements Urbains, Schéma de Cohérence Territoriale, information des communes pour les déclarations d'intention de commencement de travaux, permis de construire, etc...) ;
- ✓ Rédiger les plans d'intervention (assistance et conseil aux communes dans l'élaboration des plans de secours instruits par l'Etat, conseil aux communes pour l'élaboration des Plans Communaux de Sauvegarde, élaboration des Documents d'Information Communaux sur les Risques Majeurs, l'affichage des risques et des consignes à appliquer, les retours d'expérience) ;

### **Réseau numérique très haut débit**

- ✓ Etablir et exploiter, sur l'ensemble du territoire communautaire, des infrastructures et réseaux de communication électronique ;
- ✓ Acquérir des droits d'usage à cette fin ou acheter des infrastructures ou réseaux existants.

### **Santé, Hygiène, Environnement**

- ✓ Développer un travail en réseau entre les professionnels de la santé, du social, de l'éducatif et les habitants, facilitant l'accès aux soins et la prise en charge globale de la personne et permettant de les habitants acteur de leur santé ;
- ✓ Développer des actions de promotion de la santé en partenariat avec les différents acteurs locaux (professionnels de santé, associations, institutions...) en lien avec les programmes nationaux et régionaux ;
- ✓ Renforcer la coordination des actions de santé publique et leur articulation avec les politiques nationales, régionales, départementales et locales pour les rendre plus pertinentes et efficaces ;
- ✓ Favoriser une démographie des professionnels de santé en adéquation avec les besoins (actions de communication pour promouvoir les métiers de la santé, incitation des professionnels à s'installer dans l'agglomération, etc...).

### **Transports et voiries communautaires**

- ✓ Organiser et gérer les transports en commun (y compris les transports scolaires), en faisant appel à des transporteurs ;
- ✓ Elaborer et mettre en œuvre le Plan de Déplacements Urbains ;
- ✓ Assurer la gestion des voiries reconnues d'intérêt communautaire et effectuer des études relatives à la desserte routière du territoire de l'agglomération.

## **1-2-2- PLU et compatibilité avec les documents supra-communaux**

La loi ALUR (loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) de mars 2014 réorganise la hiérarchie des normes des documents d'aménagement du territoire et renforce le rôle intégrateur du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

L'opposabilité d'un document dit supérieur par rapport à un PLU se traduit par des relations de conformité, de compatibilité, ou de prise en compte. Ainsi, un projet est compatible avec un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou aux principes fondamentaux de ce document et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation.

Un rapport de conformité exige, quant à lui, que les dispositions du PLU soient strictement identiques à celles d'un document de portée supérieure.

La notion de prise en compte ou considération est quant à elle la moins contraignante des 3 niveaux de la notion juridique « d'opposabilité ».

Selon l'article L.131-4 du Code de l'Urbanisme, le PLU de Gainneville doit ainsi intégrer le **rapport de compatibilité** avec le **Schéma de Cohérence Territorial Le Havre Pointe de Caux Estuaire**, le **Plan de Déplacement Urbain de la CODAH** et le **Programme Local de l'Habitat de la CODAH**.

### **1-2-2-1- Le Schéma de Cohérence Territorial Le Havre Pointe de Caux Estuaire**

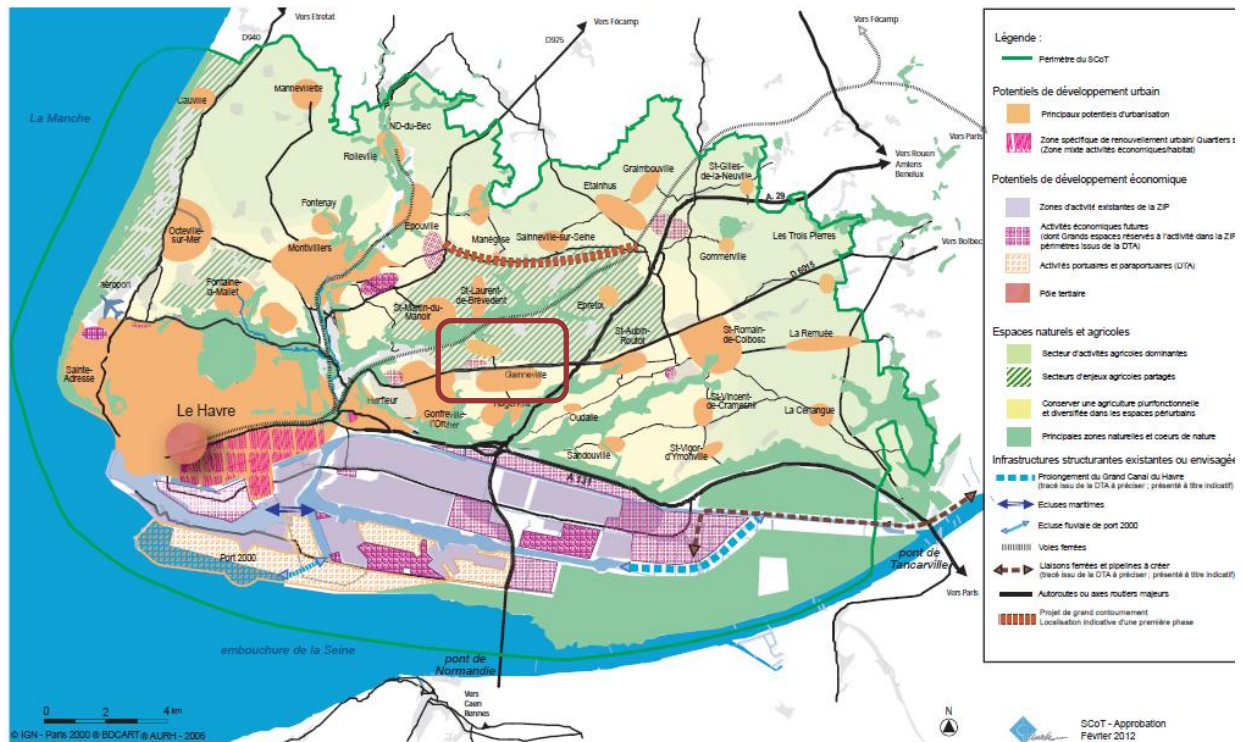
Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document d'urbanisme qui détermine, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire qui vise à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements et d'équipements commerciaux, dans un environnement préservé et valorisé.

Le territoire du SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire a été défini par l'arrêté préfectoral du 13 avril 2004. Il reprend exactement le périmètre du Pays Le Havre Pointe de Caux Estuaire, c'est-à-dire 2 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) représentant au total 33 communes, **dont Gainneville**, et 264 000 habitants.

Les élus du Syndicat Mixte du SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire ont approuvé le SCoT lors de la réunion du Comité Syndical du 13 février 2012.

En fédérant, aux côtés de la locomotive havraise, les villes qui l'entourent et les espaces ruraux qui la bordent, le territoire du SCoT souhaite faire accéder le territoire au rang de métropole maritime internationale.

**Figure 3 : Extrait cartographique du SCoT - structuration du territoire à 15 ans**



La carte met en évidence le caractère agricole de la commune de Gainneville, notamment au Nord de la RD.6015.

Le centre-bourg de Gainneville est concerné par une des principales orientations du projet de développement envisagé par le SCoT : il représente un potentiel d'urbanisation du territoire du Pays. En effet, il s'agira de permettre une évolution urbaine maîtrisée à Gainneville.

Le PADD du SCoT s'articule autour de 5 grands axes :

- 1. Assurer le rayonnement : une condition de vitalité métropolitaine ;**
- 2. Développer la compétitivité : l'impensable défi ;**
- 3. Accroître la qualité de vie : facteur décisif d'attractivité ;**
- 4. Structurer le territoire ;**
- 5. Améliorer les conditions de déplacements.**

La commune de Gainneville est plus particulièrement concernée par les axes 2, 3, 4 et 5. Elle est identifiée au SCoT comme **centre-bourg**.

Le Document d'Orientations Générales retient, quant à lui, 4 grandes orientations à mettre en œuvre, que sont :

- 1. Assumer les spécificités pour renforcer l'identité et la différenciation ;**
- 2. Encourager le rayonnement afin de donner envie et d'attirer ;**
- 3. Développer la compétitivité pour renforcer le positionnement dans l'économie internationale**
- 4. Mettre en œuvre des critères exigeants pour le renforcement de la qualité de vie.**



La commune de Gainneville est plus particulièrement concernée par les orientations 1, 3 et 4 qui prévoient :

## **ORIENTATION 1 – ASSUMER LES SPECIFICITES POUR RENFORCER L'IDENTITE ET LA DIFFERENCIATION**

### **1.4. S'APPUYER SUR LES CARACTERISTIQUES PAYSAGERES DU PLATEAU DE CAUX**

L'objectif est **d'identifier, préserver, restaurer les structures paysagères identitaires, promouvoir les sentiers de randonnée** et les connecter aux réseaux voisins.

### **1.5. LES BOURGS ET LES VILLAGES**

L'objectif est d'identifier les **éléments identitaires** et les inscrire dans les projets d'aménagement, réaliser une étude déterminant les points forts du paysage à valoriser ou à recomposer pour tout programme d'extension urbaine.

### **1.7. TRAITER ATTENTIVEMENT LES INTERFACES**

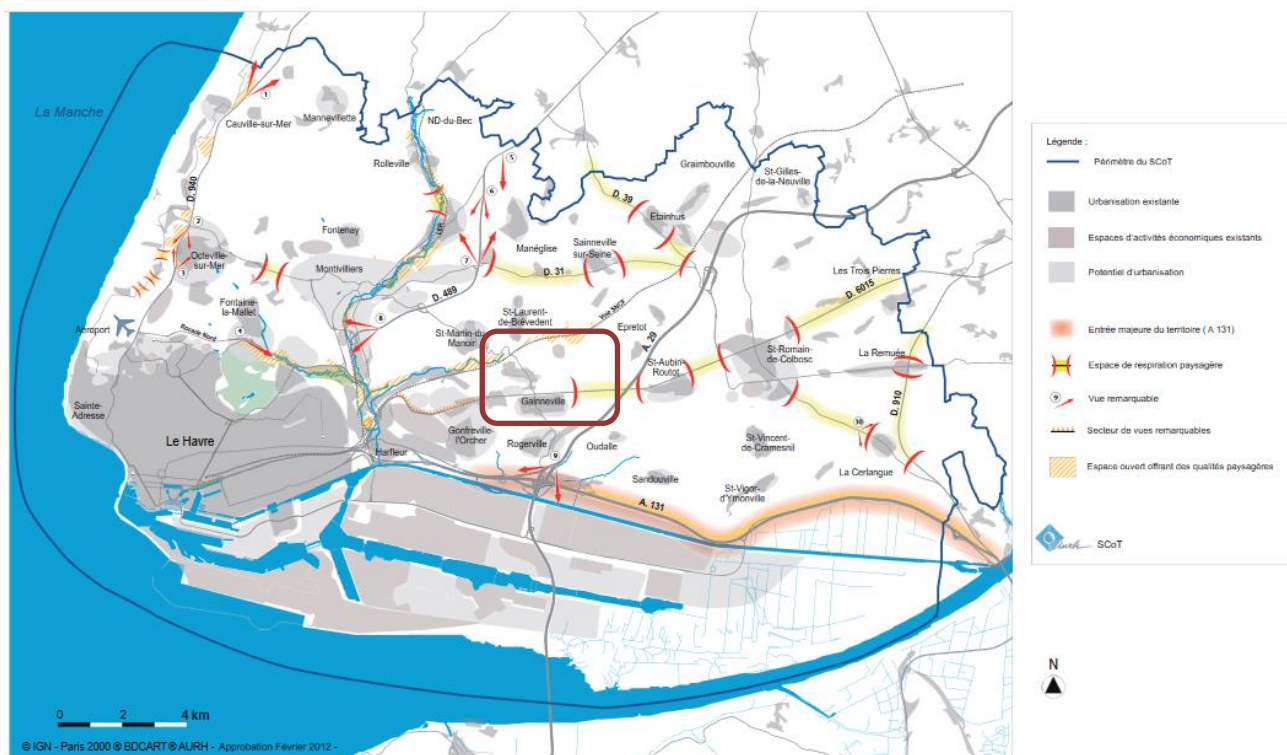
L'objectif est de **maintenir les interfaces** entre les milieux urbain et rural, caractérisées par la contiguïté de milieux très contrastés tant dans leur fonction que leur paysage.

### **1.8. LA SPECIFICITE TOPOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE**

L'objectif est de **mettre la gestion de l'eau pluviale au centre de la conception des projets, garantir la qualité paysagère et bâtie des entrées de ville** le long des axes majeurs.

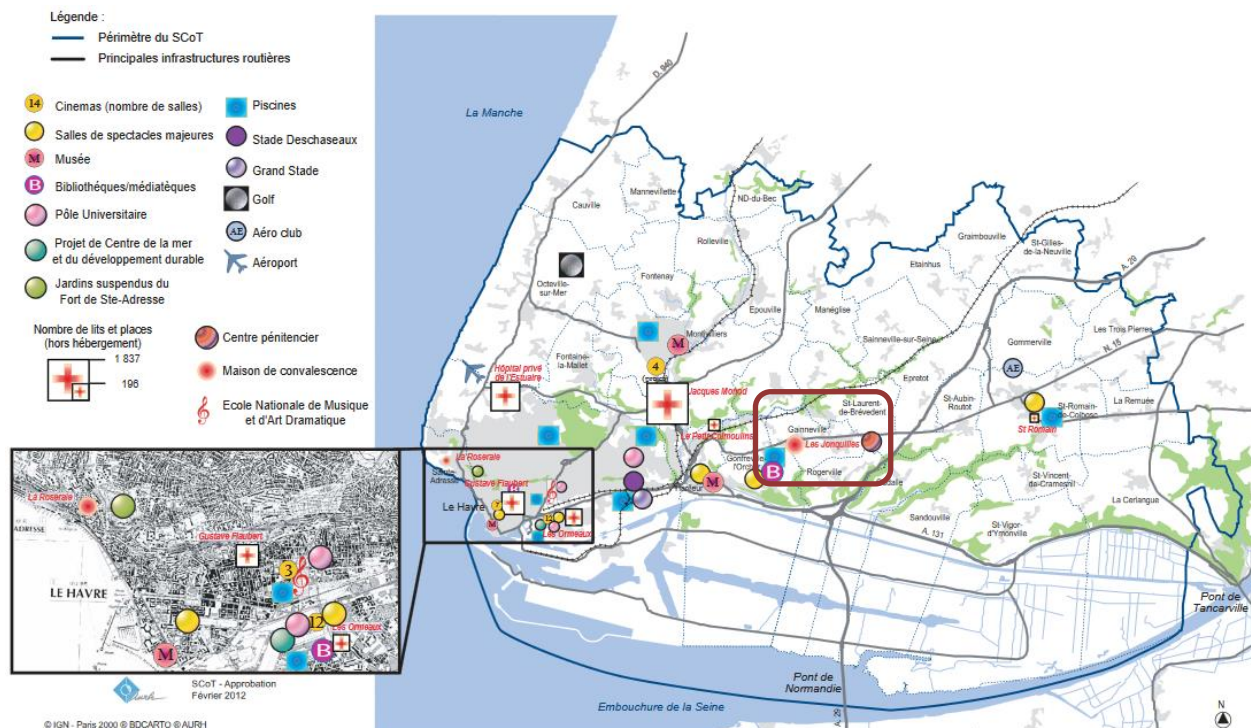
A Gainneville, il s'agira de garantir la qualité paysagère et bâtie des entrées de ville et des axes majeurs de communication, notamment la RD.6015. De part et d'autre de la RD.6015, de larges dégagements visuels sur les espaces naturels et agricoles depuis la voie devront être conservés.

**Figure 4 : Extrait cartographique du SCoT – éléments à valoriser dans la mise en scène du territoire**



Le SCoT identifie un espace de respiration paysagère Gainneville et Saint-Aubin-Routot.

**Figure 5 : Extrait cartographique du SCoT – éléments à valoriser dans la mise en scène du territoire**



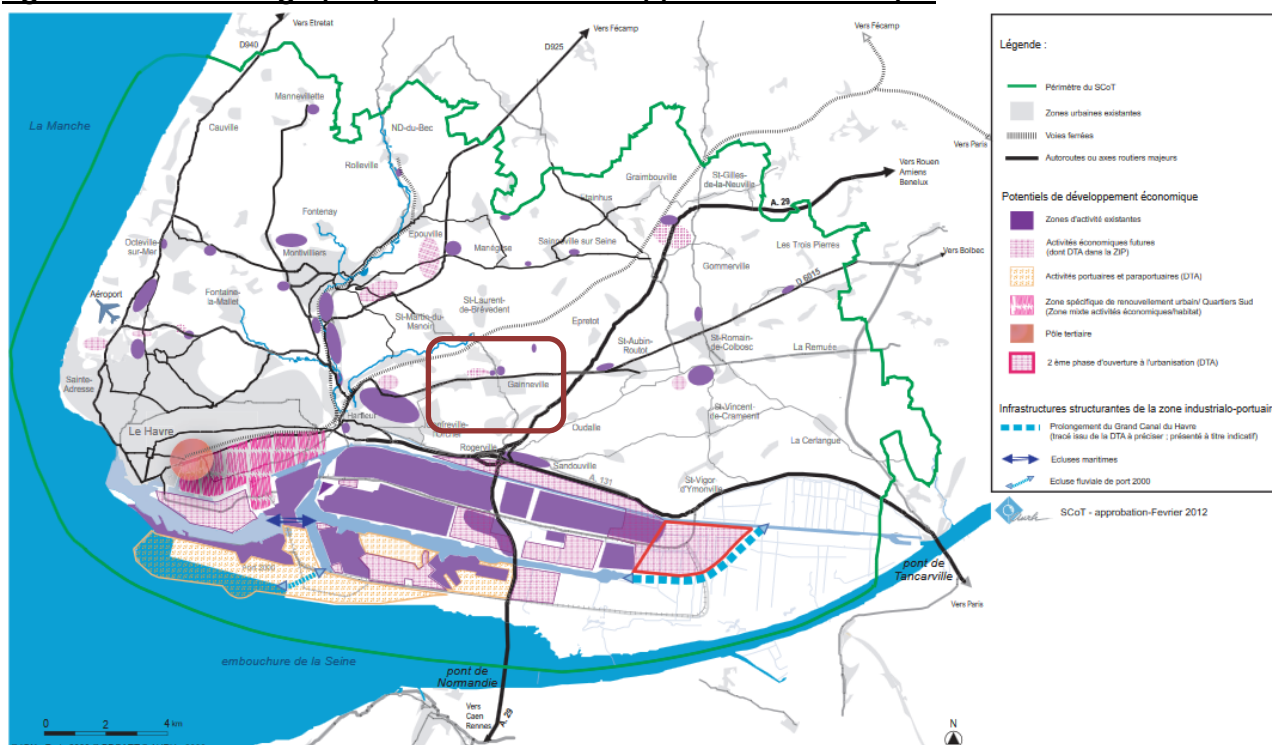
Le centre de soins de suite et de réadaptation Les Jonquilles est identifié au SCoT.

### ORIENTATION 3 - DEVELOPPER LA COMPETITIVITE POUR RENFORCER LE POSITIONNEMENT DANS L'ECONOMIE INTERNATIONALE

#### 3.1. LA DIVERSIFICATION ECONOMIQUE

L'objectif est **d'anticiper les mutations et la demande des entreprises**, en optimisant le foncier existant, en libérant des espaces et en réservant de nouvelles superficies.

**Figure 6 : Extrait cartographique du SCoT – développement économique**



La zone d'activités des Jonquilles est identifiée au SCoT comme zone d'activité future. Celle-ci a été déclarée d'intérêt communautaire lors d'un Conseil Communautaire de la CODAH en 2006 et n'est pas aménagée à ce jour.

### 3.2. L'ATOUT ENERGETIQUE

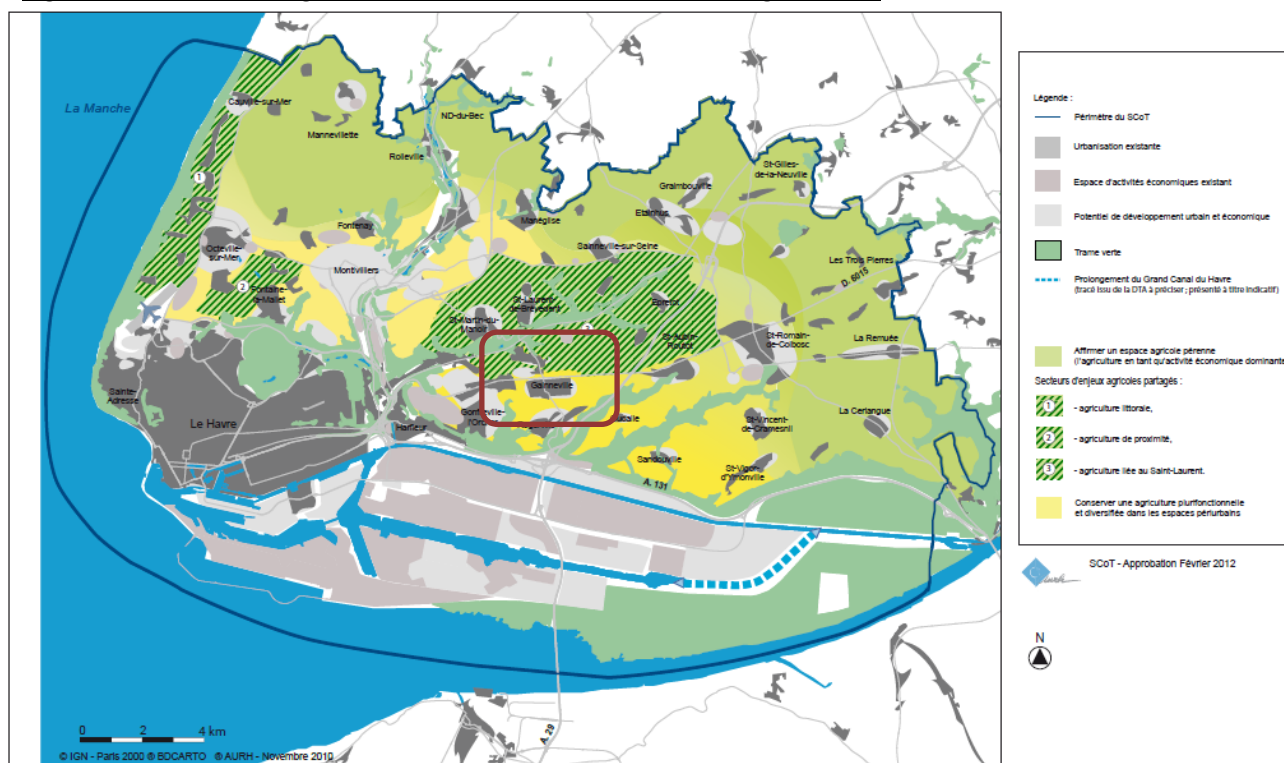
L'objectif est de **maîtriser la demande énergétique** et de **proposer une nouvelle offre urbaine**.

### 3.5. L'AGRICULTURE

L'objectif est de **maintenir l'agriculture, proscrire le mitage, limiter au maximum le développement des hameaux** et **éviter l'installation d'infrastructures ou d'équipements déstructurant les exploitations**. Il est également nécessaire d'inscrire ces espaces en zone A ou N des PLU, de prévoir les passages nécessaires à libre circulation des engins agricoles dans le cadre du développement urbain et de soutenir des aménagements paysagers favorisant la biodiversité et la lutte contre le ruissellement.

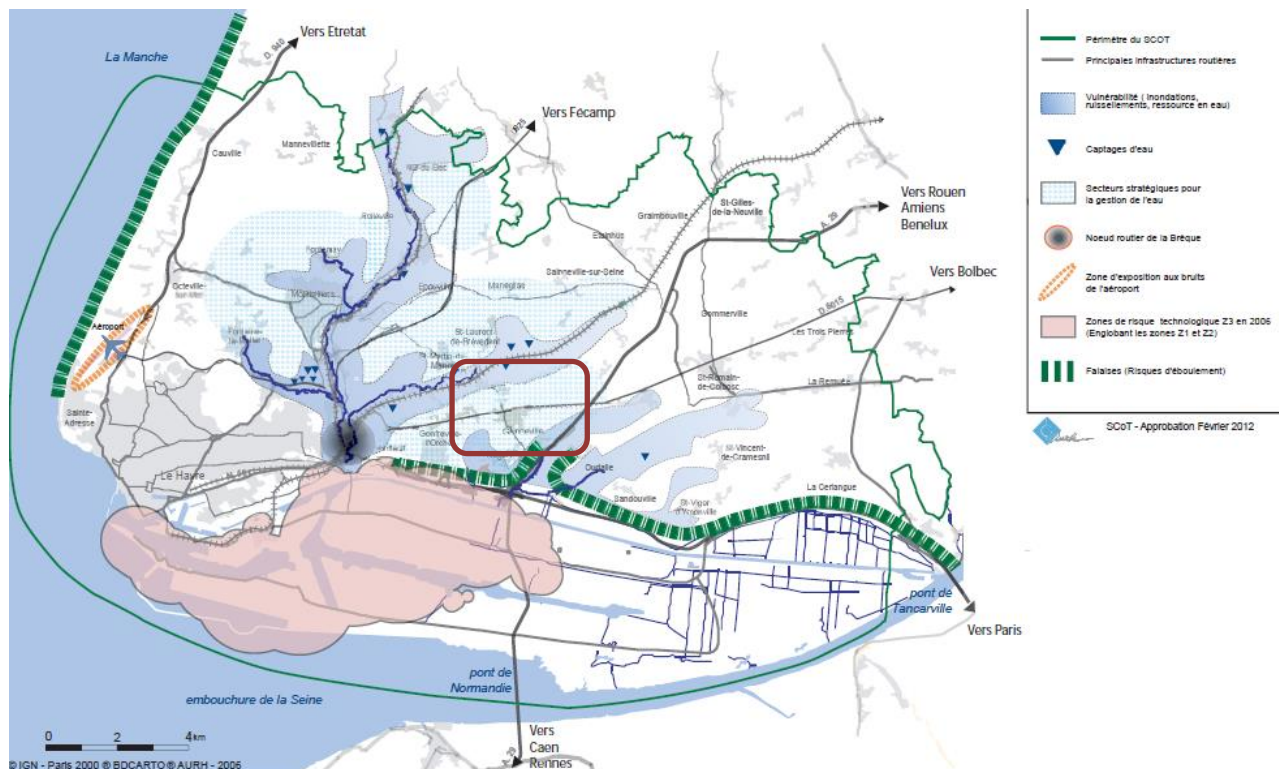
Outre le potentiel d'urbanisation du centre-bourg, le territoire de Gainneville est relativement préservé de l'urbanisation et largement dédié à l'agriculture de proximité. Le projet du SCoT prévoit de conserver cette organisation territoriale de façon pérenne.

**Figure 7 : Extrait cartographique du SCoT - la place de l'agriculture**





**Figure 8 : Extrait cartographique du SCoT – risques et nuisances**

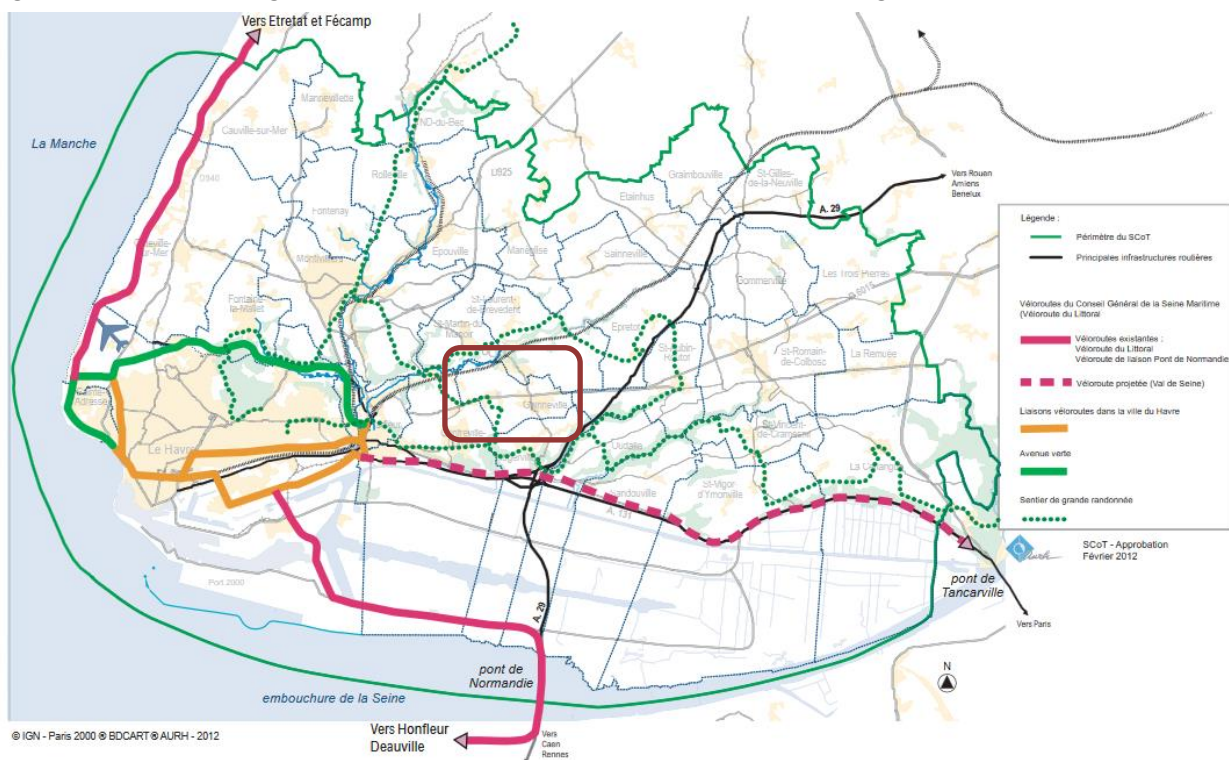


Compte-tenu des périmètres de protection de captage présent sur le territoire, Gainneville est un secteur stratégique pour la gestion de l'eau à l'échelle du SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire.

### 3.6. EFFICIENCE DES CONNEXIONS LOCALES ET INTERNATIONALES

L'objectif est de mettre en place les infrastructures permettant un usage quotidien des modes doux piéton et vélo pour tous les usagers, en complément de la politique volontariste de développement des transports en commun.

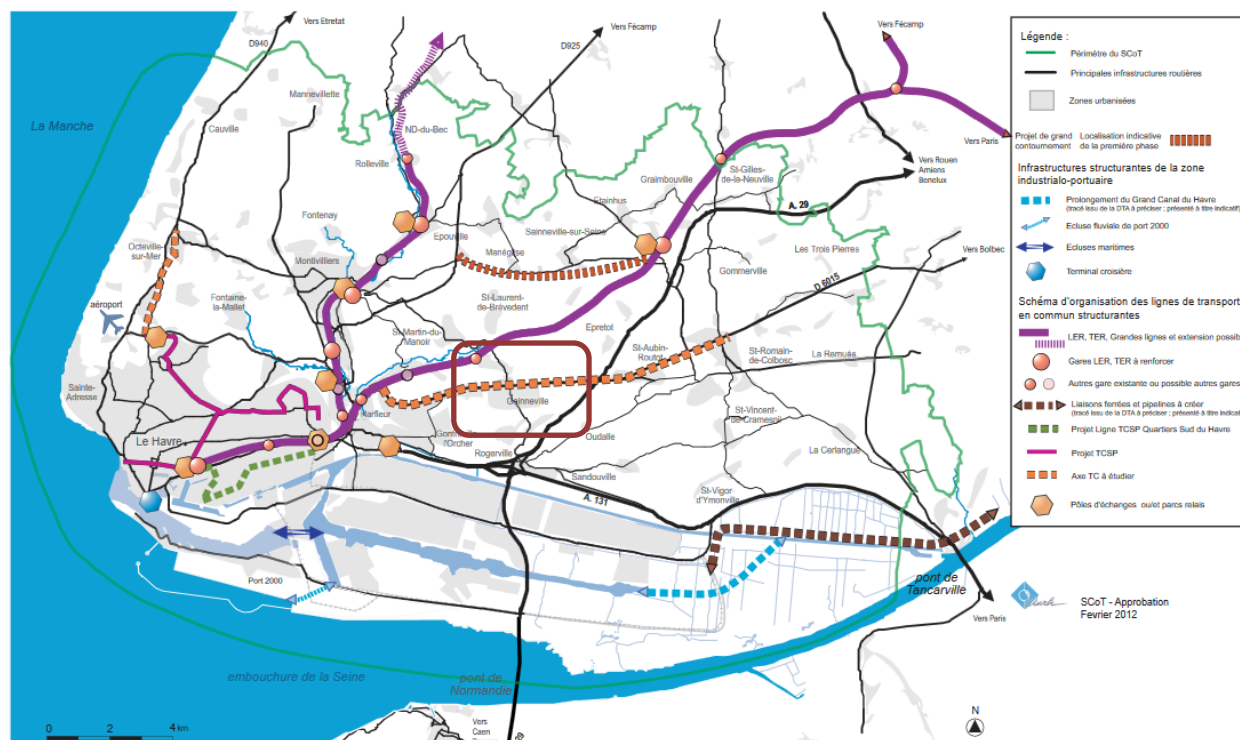
**Figure 9 : Extrait cartographique du SCoT – véloroutes et chemins de grande randonnée**





Un chemin de grande randonnée, identifié au SCoT, traverse la commune en passant par l'Ouest de la RD.6015 puis le hameau des Marettes.

**Figure 10 : Extrait cartographique du SCoT – réseau d'infrastructures structurantes**



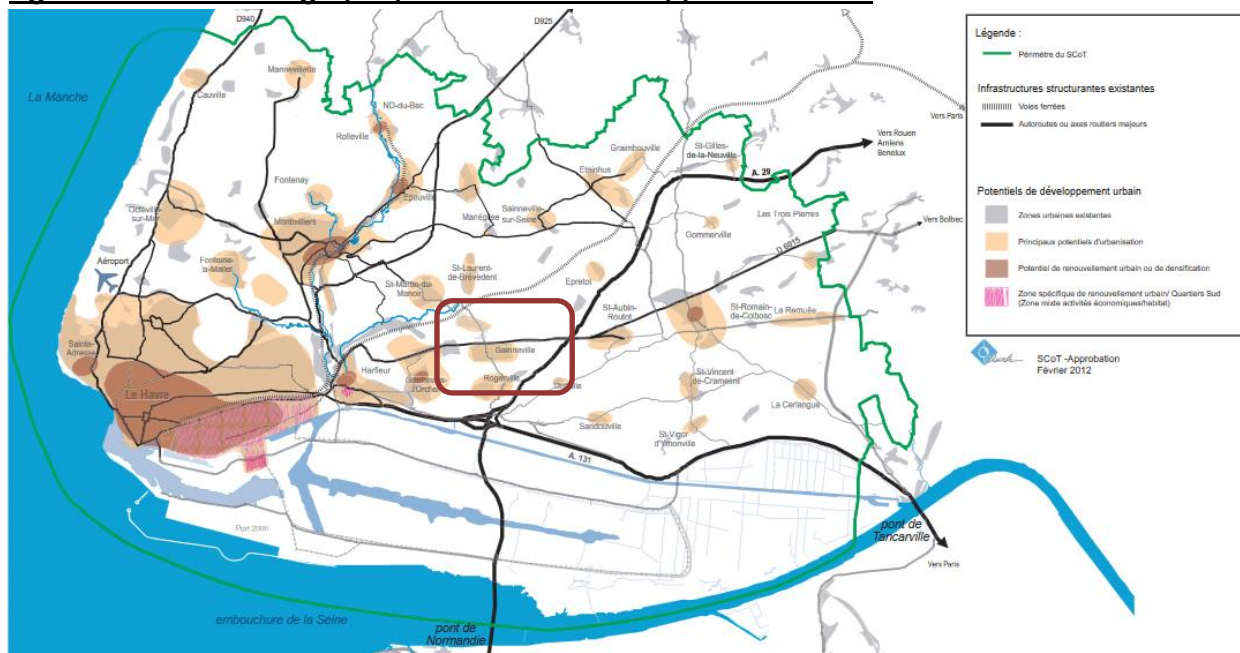
D'après le SCoT, il est nécessaire d'étudier l'axe de la RD.6015 pour le développement des transports en commun.

## ORIENTATION 4 - METTRE EN ŒUVRE DES CRITERES EXIGEANTS POUR LE RENFORCEMENT DE LA QUALITE DE VIE

### 4.1. UN TERRITOIRE STRUCTURE AUTOUR D'UNE ARMATURE URBAINE POLYCENTRIQUE

L'objectif est d'urbaniser le centre-bourg de Gainneville, identifié comme **un des principaux potentiels d'urbanisation** du SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire.

**Figure 11 : Extrait cartographique du SCoT – développement urbain**



#### 4.2. UNE TRAME DES CONTINUITES ECOLOGIQUES POUR DYNAMISER LE PATRIMOINE ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DE NOTRE TERRITOIRE

L'objectif est de **compléter et ajuster la trame verte et bleue** (selon leur localisation, les nouveaux projets devront se connecter au réseau).

#### 4.3. UN ENVIRONNEMENT SAIN ET SECURISE

L'objectif est de **restreindre les zones imperméabilisées, restaurer autant que possible les zones d'expansions de crue, enherber / reboiser les zones-tampons**, prendre en compte le **PPRI**, privilégier les **ouvrages d'hydraulique douce** dans les projets et ne pas augmenter les rejets dans le milieu naturel.

#### 4.4. DES CONDITIONS DE VIE ATTRACTIVES POUR TOUS

L'objectif est de privilégier la **densification des bourgs et des villages, localiser les extensions urbaines en continuité des taches urbaines**, travailler sur des formes urbaines **moins consommatrices d'espace** et mettre en œuvre les conditions de **mixité des populations**.

### 1-2-2-2- Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la CODAH

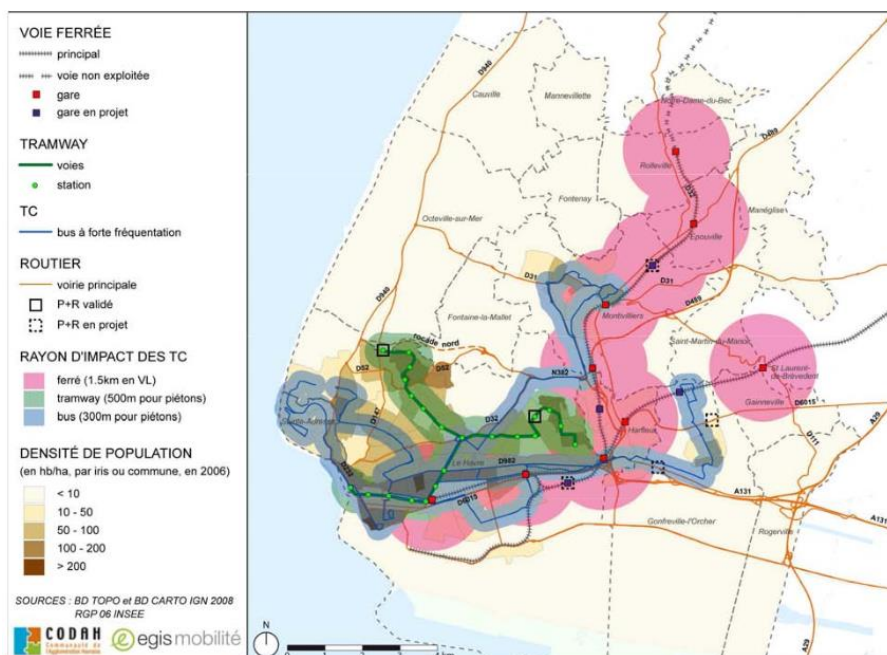
Ce plan détermine, dans le cadre d'un périmètre de transport urbain, l'organisation du transport des personnes et des marchandises, la circulation et le stationnement sur 10 ans. Tous les modes de transports sont concernés, ce qui se traduit par la mise en place d'actions en faveur des modes de transports alternatifs à la voiture particulière : transports en commun, les deux roues, la marche, etc.

La première révision du PDU de la CODAH a été approuvée le 14 mars 2013. Plusieurs enjeux sont au cœur de ce document, qui se décline en **8 orientations et 19 actions**. Les scénarios du PDU sont prévus pour le court-moyen terme (2012-2017) et le long terme (2022). Certaines seront à prendre en compte dans la définition du projet d'urbanisme de la commune de Gainneville :

#### A – Mieux articuler transports et urbanisme

**1 – Renforcer l'urbanisation sur les axes supports de transports en commun (tramway, LER, TER, bus urbains) et autour des pôles d'échanges**

**Figure 12 : Extrait du PDU de la CODAH**



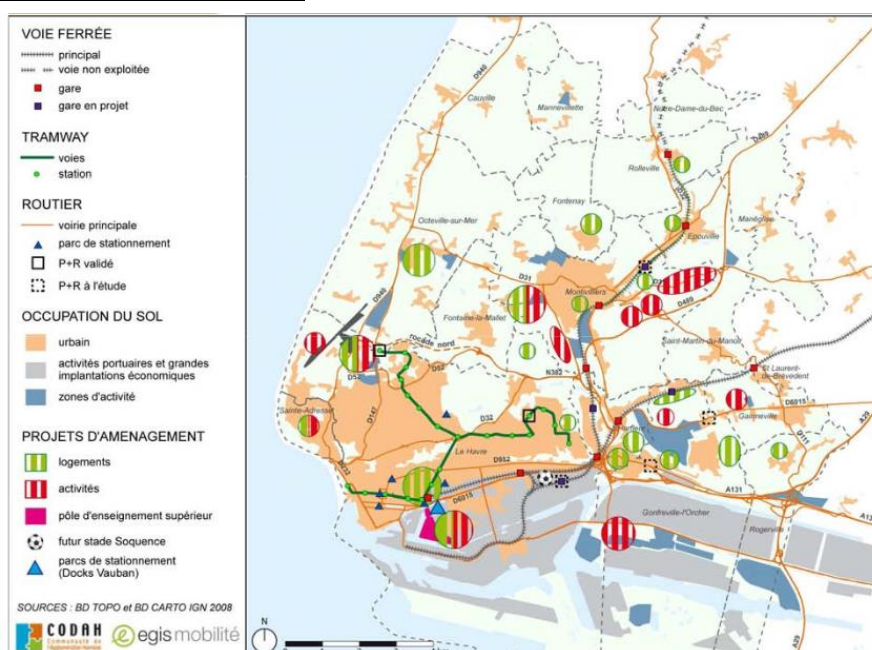
Gainneville est partiellement comprise dans la zone d'influence de la halte ferroviaire St-Laurent – Gainneville, située sur le territoire de Saint-Laurent-de-Brévedent, à 1,8 km du centre-bourg, soit 4 minutes en voiture.

## 2 – Conditionner les projets de développement territorial par la cohérence de la desserte en transports en commun

Les objectifs sont de **mettre en cohérence le développement urbain et les offres de transports en commun**, de densifier **autour des axes de transports en commun** et de ne développer aucune zone d'activités urbaine **sans desserte en transport en commun** existante ou projetée.

La zone d'activités des Jonquilles est identifiée comme projet d'aménagement dans le PDU de la CODAH.

**Figure 13 : Extrait du PDU de la CODAH**



## 3 – Inscrire dans les PLU des seuils planchers de densité

Les objectifs sont le renforcement de la **cohérence entre l'urbanisme et les transports** et la concentration des **densités urbaines sur les centralités et les projets urbains**.

### B- Répondre aux enjeux de desserte TC des centralités

#### 5 – Développer l'offre ferroviaire

A Gainneville, l'objectif est d'offrir une possibilité de développement durable aux communes desservies par les gares à condition qu'elles densifient autour des gares.

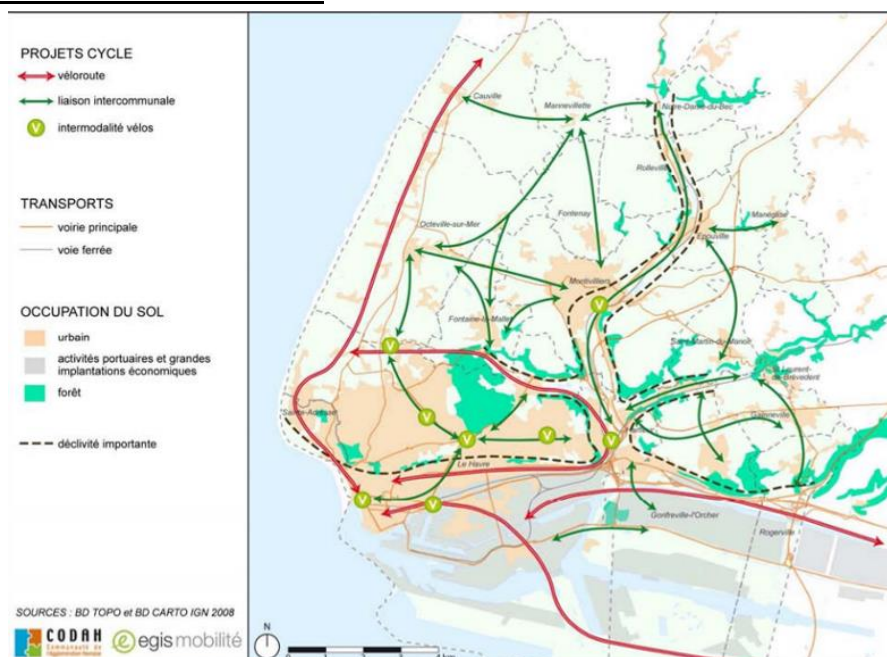
### C- Accompagner les usagers des TC et leurs déplacements

### D- Favoriser la pratique de la marche à pieds et l'usage du vélo

#### 11 – Poursuivre la mise en place du Schéma Directeur Modes Doux



**Figure 14 : Extrait du PDU de la CODAH**



L'objectif est de favoriser **l'usage du vélo** à l'échelle de la CODAH.

Des liaisons intercommunales (Gainneville – Harfleur ; Rogerville – Saint-Laurent-de-Brévedent) traversent la commune.

#### E- Mettre en cohérence l'usage de la voiture et la vie urbaine

##### 13 – Poursuivre le Schéma Directeur d'usage des voiries et décliner des principes d'évolution par type de voie

Les objectifs portent sur l'amélioration de la **lisibilité du réseau de voirie** (aménagement) et son accessibilité ; **l'amélioration du cadre de vie et la sécurité** sur les voies traversant des zones urbaines ou résidentielles et le **partage de la voirie et le report modal** vers les modes doux et les transports en commun.

**Figure 15 : Extrait du PDU de la CODAH**



A Gainneville, il s'agira d'aménager la RD.6015 afin de sécuriser la traversée de la commune.



## F- Prendre en compte la logistique urbaine

### 16 – Adapter des itinéraires dédiés aux transports de marchandises pour les zones d'activités

A Gainneville, l'objectif est d'adapter les infrastructures routières et veiller aux raccordements des futures implantations ou extensions des zones d'activités aux réseaux.

## G- Limiter les nuisances et les pollutions, améliorer la sécurité et le cadre de vie

### 17 – Poursuivre la sécurisation des points noirs (aménagement piétonniers, cyclables, zones 30, ...)

Le PDU a pour objectifs de réduire le nombre de tués et de blessés sur la route et de sécuriser le réseau routier et les franchissements de réseau ferroviaire.

### 18 – Développer la synergie entre les gestionnaires routiers

A Gainneville, les objectifs portent notamment sur l'**optimisation** de l'utilisation du réseau de voiries, l'amélioration de la **sécurité** par la réduction des délais d'intervention et d'alerte des usagers (premier objectifs du Plan de Gestion de Trafic), la **surveillance du réseau** et la **gestion des dysfonctionnements** de façon concertée.

## H- Faire partager et connaître les enjeux de la mobilité durable

### 19 – Conseil en Mobilité, manifestations/événements annuels, publicité, participation à la semaine de la mobilité, ...

Les objectifs sont de promouvoir le PDU de la CODAH, l'intermodalité et un meilleur partage de l'espace public.

## 1-2-2-3- Le Programme Local de l'Habitat

La commune de Gainneville, faisant partie de la CODAH, est soumise aux dispositions du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2016/2021, adopté en Conseil Communautaire le 7 juillet 2016. Il s'agit d'un document de prévision et de programmation visant à répondre aux besoins en logements de la population.

Le programme d'actions du PLH est structuré autour de **7 axes d'intervention** :

1. Porter les efforts sur la rénovation et l'adaptation du parc ;
2. Réhabiliter les parcs privés anciens déradés en secteur diffus ;
3. Massifier la rénovation énergétique ;
4. Adapter l'effort de construction à la demande ;
5. Organiser la mixité et le parcours résidentiel ;
6. Apporter des réponses adaptées aux besoins des personnes âgées et handicapées, des jeunes et des étudiants, aux personnes défavorisées et aux gens du voyage ;
7. Assurer le suivi et l'évaluation du programme d'action du PLH.

Le PLH décline **un objectif** à minima de **72 constructions neuves entre 2016 et 2021** pour la seule commune de **Gainneville**, soit une moyenne annuelle de production de 12 nouveaux logements.

Pour les communes périurbaines (Cauville-sur-Mer, Epouville, Fontaine-la-Mallet, Fontenay, **Gainneville**, Manéglise, Mannevillette, Notre-Dame-du-Bec, Rogerville, Rolleville, Saint-Martin-du-Manoir), le PLH fixe un objectif de production de logements sociaux de 20%, soit environ 115 logements sociaux neufs construits entre 2016 et 2021. Cela représente une moyenne d'environ 10 constructions par commune.

## **1-2-3- PLU et prise en compte des documents supra-communaux**

Selon l'article L.131-5 du Code de l'Urbanisme, le PLU de Gainneville doit également prendre en compte les Plans Climat Energie Territoriaux.

### **1-2-3-1- Le Plan Climat Energie Territorial**

Le Plan Climat Energie Territorial (PCET) est un projet de développement durable qui vise à lutter contre le changement climatique, notamment en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, et à adapter le territoire aux effets de ce changement climatique. Les territoires apportent ainsi leur contribution aux engagements nationaux (protocole de Kyoto) et nationaux (Plan Climat National) en réduisant leurs consommations d'énergie et leurs émissions de gaz à effet de serre.

Le **PCET de la région Haute-Normandie**, adopté en juin 2007, vise à intégrer la lutte contre le changement climatique dans l'ensemble des politiques de la Région.

Le **PCET du département Seine-Maritime**, réalisé en 2012, fixe des orientations et des objectifs relatifs aux dépenses énergétiques et aux impacts de l'activité humaine sur le dérèglement climatique pour la période 2013-2018.

La loi Grenelle 2 rend obligatoire l'élaboration d'un Plan Climat Energie Territorial pour les agglomérations et communes de plus de 50 000 habitants. Le **PCET de la CODAH**, élaboré en 2008 et baptisé « Pep's l'énergie partagée », comprend un programme d'actions afin de répondre à deux grandes stratégies :

- ✓ Réduire les émissions de gaz à effet de serre ;
- ✓ Anticiper, prévenir et apporter des solutions face au changement climatique enclenché et à la fin annoncée des hydrocarbures à bas coût.

### **1-2-4- PLU et autres documents supra-communaux**

La compatibilité avec la Directive Territoriale d'Aménagement de l'Estuaire de la Seine (DTA) et le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie est assurée par le SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire, approuvé avant le PLU de Gainneville.

Depuis l'approbation du SCoT Le Havre Pointe de Caux Estuaire en 2012, d'autres documents supra-communaux ont été élaborés et concernent Gainneville.

**Un rappel des principales dispositions de ces documents supra-communaux est effectué dans le présent chapitre.**

#### **1-2-4-1- La Directive Territoriale d'Aménagement de l'Estuaire de la Seine**

La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) est un document d'aménagement et d'urbanisme qui vise à favoriser et à organiser le développement d'activités dans un souci de protection et de mise en valeur du territoire concerné.

Le territoire de la DTA de l'Estuaire de la Seine est composé de 942 communes dont Gainneville et s'étend sur trois départements : le Calvados, l'Eure et la Seine-Maritime.

Approuvée depuis le 10 juillet 2006, ses grandes orientations sont :

1. Concrétiser l'ouverture internationale de l'estuaire et de la baie de Seine, en confortant les fonctions portuaires et logistiques de proximité, desservant les ports par les infrastructures de transport, optimisant l'offre foncière en matière d'activités et organisant les structures d'accompagnement ;
2. Préserver et mettre en valeur les milieux naturels et ruraux, le littoral et les paysages, en pérennisant le système estuarien, en tenant compte des enjeux du littoral et en préservant le patrimoine rural et paysager ;
3. Accompagner l'organisation d'un ensemble métropolitain sur Caen, Rouen, Le Havre, en confortant l'ensemble métropolitain en matière de fonctions stratégiques, en améliorant les

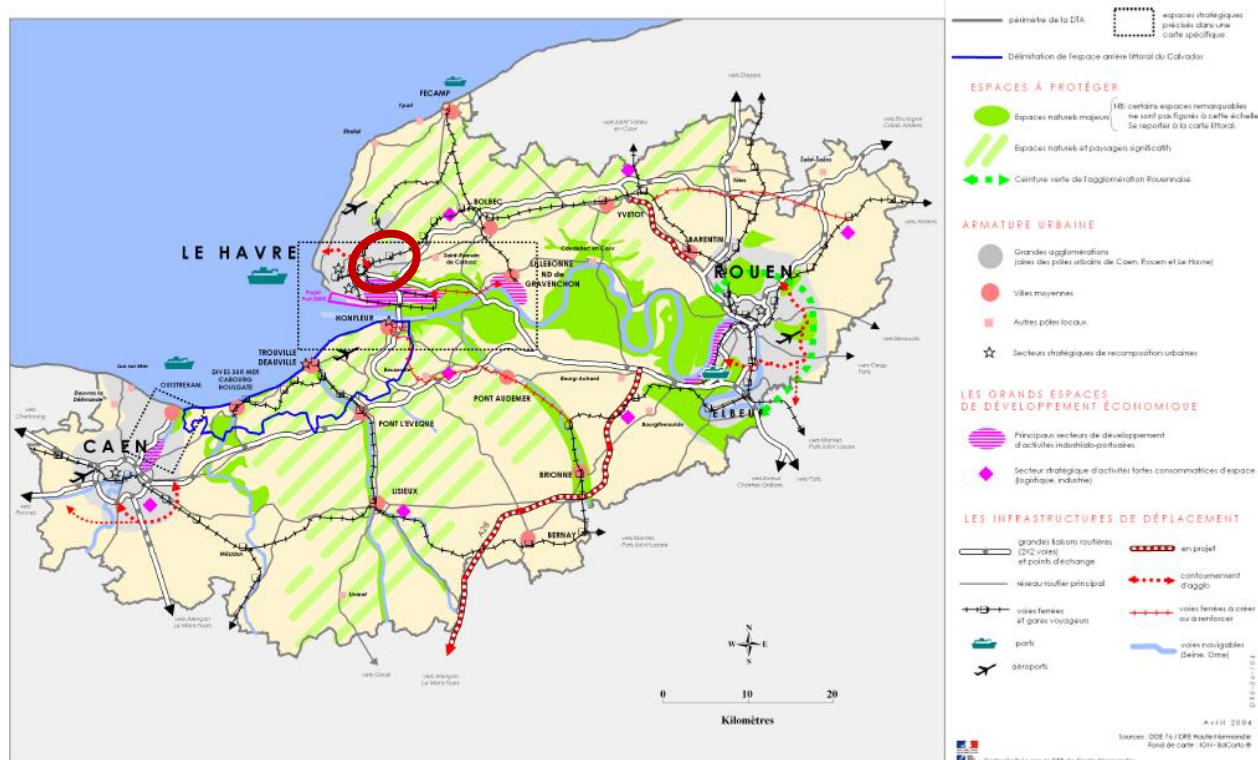
échanges, en maîtrisant l'étalement urbain et en réaménageant les centres-villes, et en favorisant un développement équilibré de part et d'autre de l'estuaire s'appuyant sur le réseau des villes petites et moyennes qui conservent sur les territoires ruraux un rôle important de polarisation et d'animation du territoire.

La commune de Gainneville est identifiée par la DTA comme partie intégrante de l'agglomération du Havre. A ce titre, elle est concernée par cette orientation particulière. Le projet urbain doit notamment viser à :

- Conforter les pôles urbains (actions de renouvellement urbain, accessibilité des zones d'emplois et des équipements, etc.) ;
- Tirer un parti optimal des axes structurants des transports collectifs ;
- Privilégier à leur périphérie un modèle de développement polycentrique.

**Figure 16 : Les orientations générales d'aménagement de la DTA**

### Les orientations générales d'aménagement



### 1-2-4-2- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Ce Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) a pour objectif de mettre en place une gestion globale et équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle du bassin Seine Normandie, pour la période 2016-2021. Ce dernier couvre ainsi 25 départements et 9000 communes, dont Gainneville.

Le SDAGE a pour **enjeux** :

- ✓ la gestion et la protection des milieux aquatiques ;
- ✓ la gestion qualitative de la ressource ;
- ✓ la gestion quantitative de la ressource ;
- ✓ la prévention et la gestion des risques.

Le schéma 2016-2021 a été approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin, le 5 novembre 2015.

Il s'agit d'un outil de planification et de cohérence de la politique de l'eau. Il est accompagné d'un programme de mesures qui décline les orientations du SDAGE en actions et moyens pour parvenir à l'objectif de bon état écologique des masses d'eau en 2021.

Il se fixe **44 orientations et 191 dispositions** qui correspondent à des défis à relever, tels que :

- ✓ Diminuer les pollutions ponctuelles ;
- ✓ Diminuer les pollutions diffuses ;
- ✓ Protéger la mer et le littoral ;
- ✓ Restaurer les milieux aquatiques ;
- ✓ Protéger les captages pour l'alimentation en eau potable ;
- ✓ Prévenir du risque d'inondation.

Le PLU doit être compatible avec les orientations, les dispositions et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définies. Ces défis sont traduits en orientations qu'il s'agira de respecter. A titre d'exemple :

- ✓ **Orientation 1** : continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux ;
- ✓ **Orientation 2** : maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain ;
- ✓ **Orientation 25** : protéger les nappes à réserver pour l'alimentation en eau potable future ;
- ✓ **Orientation 30** : réduire la vulnérabilité des personnes et des biens exposés au risque d'inondation ;
- ✓ **Orientation 33** : limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation ;
- ✓ **Orientation 34** : ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées ;
- ✓ **Orientation 136** : prendre en compte les zones inondables dans les documents d'urbanisme ;
- ✓ **Orientation 144** : étudier les incidences environnementales des documents d'urbanisme et des projets d'aménagement sur le risque inondation ;
- ✓ **Orientation 145** : maîtriser l'imperméabilisation et les débits de fuite en zones urbaines pour limiter le risque d'inondation à l'aval

### **1-2-4-3- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Haute-Normandie**

Ce nouveau document a été instauré par la loi Grenelle II dans l'objectif de freiner la perte de biodiversité par la reconstitution d'un réseau écologique fonctionnel. Il permet d'identifier l'échelon régional la trame verte et bleue. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de la Région Haute-Normandie a été approuvé par le Conseil Régional de Haute-Normandie le 13 octobre 2014 et adopté par arrêté préfectoral le 18 novembre 2014.

Gainneville est en partie concernée par ce nouveau document de planification visant à identifier les secteurs de biodiversité à enjeux régionaux et à déterminer les actions prioritaires en matière de protection de la biodiversité. Le territoire communal comprend :

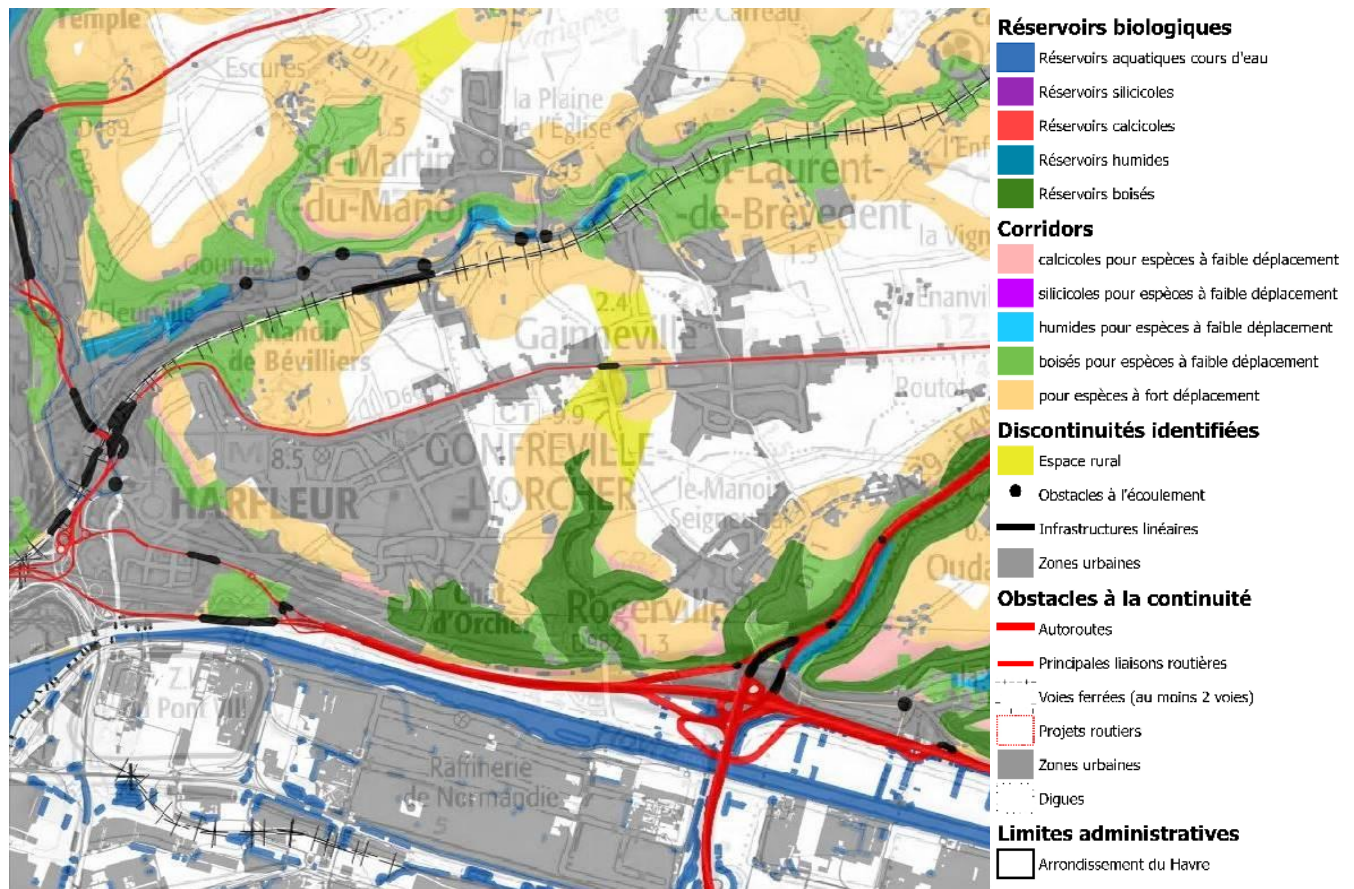
- ✓ des corridors sylvo-arborés pour les espèces à faible déplacement dans la Vallée de Saint-Laurent, au Nord, au niveau du parc des Jonquilles et dans le bois des Marettes, au Sud-Ouest ;
- ✓ des corridors écologiques pour les espèces à fort déplacement entre ces deux espaces boisés, qui remontent vers le plateau ;
- ✓ une faible superficie de corridors humides pour les espèces à faible déplacement dans la Vallée.
- ✓ un réservoir boisé, le bois des Marettes, est également identifié au Sud-Ouest de la commune.

Le SRCE de Haute Normandie identifie aussi deux discontinuités, autour du parc des Jonquilles. La RD.6015 et la voie ferrée Le Havre – Paris constituent également des obstacles à la continuité de la trame verte et bleue.



Il convient de préciser que la vallée du Saint-Laurent est considérée comme une continuité à rendre fonctionnelle en priorité.

**Figure 17 : Les éléments de la trame verte et bleue identifiés par le SRCE sur la commune**



Le projet communal décliné dans le document d'urbanisme doit veiller à ne pas remettre en cause ces secteurs à enjeux environnementaux, et éventuellement à faciliter leurs mises en relation.

#### **1-2-4-4- La Charte Paysagère du Pays Le Havre Pointe de Caux Estuaire**

La Charte Paysagère du Pays Le Havre Pointe de Caux Estuaire a été signée le 21 octobre 2011. Les élus se sont engagés à mettre en œuvre une stratégie d'actions définie au travers de trois axes principaux :

- 1. Mettre en avant nos fondements et principes concernant la qualité de notre cadre de vie ;**
- 2. Valoriser et aménager notre territoire pour le rendre plus attractif ;**
- 3. Se doter d'outils et de compétences pour réussir.**

Les grandes actions et orientations de la Charte Paysagère ont été reprises et intégrées dans le SCOT Le Havre Pointe de Caux Estuaire.

## 1-3- L'accessibilité et les modes de déplacements

### 1-3-1- Les principales cibles de déplacements

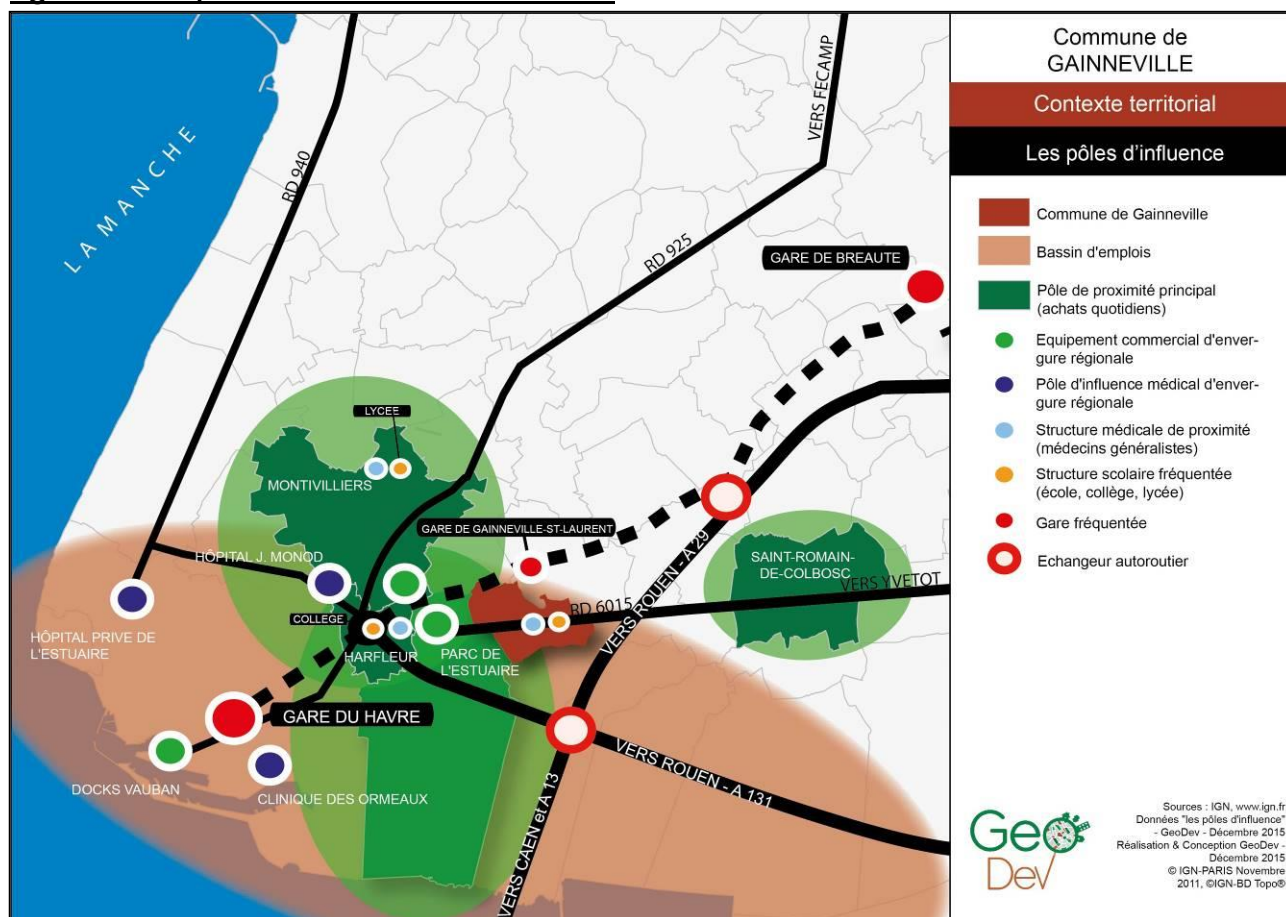
Gainneville est une commune périurbaine bénéficiant d'une offre commerciale et de services de proximité sur son territoire : deux boulangerie-pâtisseries, un supermarché, un restaurant, deux coiffeurs, etc.

La commune accueille également des activités de santé implantées sur son territoire : une pharmacie, des médecins généralistes, une maison de repos, etc.

Les habitants de la commune ont toutefois d'importants besoins en déplacements et en mobilité extra-communale pour répondre à leurs besoins quotidiens. La commune est **fortement dépendante** des pôles urbains de l'agglomération havraise en termes de consommation, de besoins de santé, d'activités culturelles et de déplacements domicile-travail.

Les Gainnevillais jouissent de la proximité de pôles de proximité comme Montivilliers ou Gonfreville-l'Orcher, et notamment de leur offre en grandes surfaces.

**Figure 18 : Les pôles d'influence de Gainneville**



### 1-3-2- L'accessibilité routière

Gainneville bénéficie d'une bonne accessibilité routière. La commune est traversée par trois routes départementales :

- La **RD.34 : axe Harfleur – Saint-Antoine-la-Forêt**, longeant la limite communale Nord avec Saint-Martin-du-Manoir ;





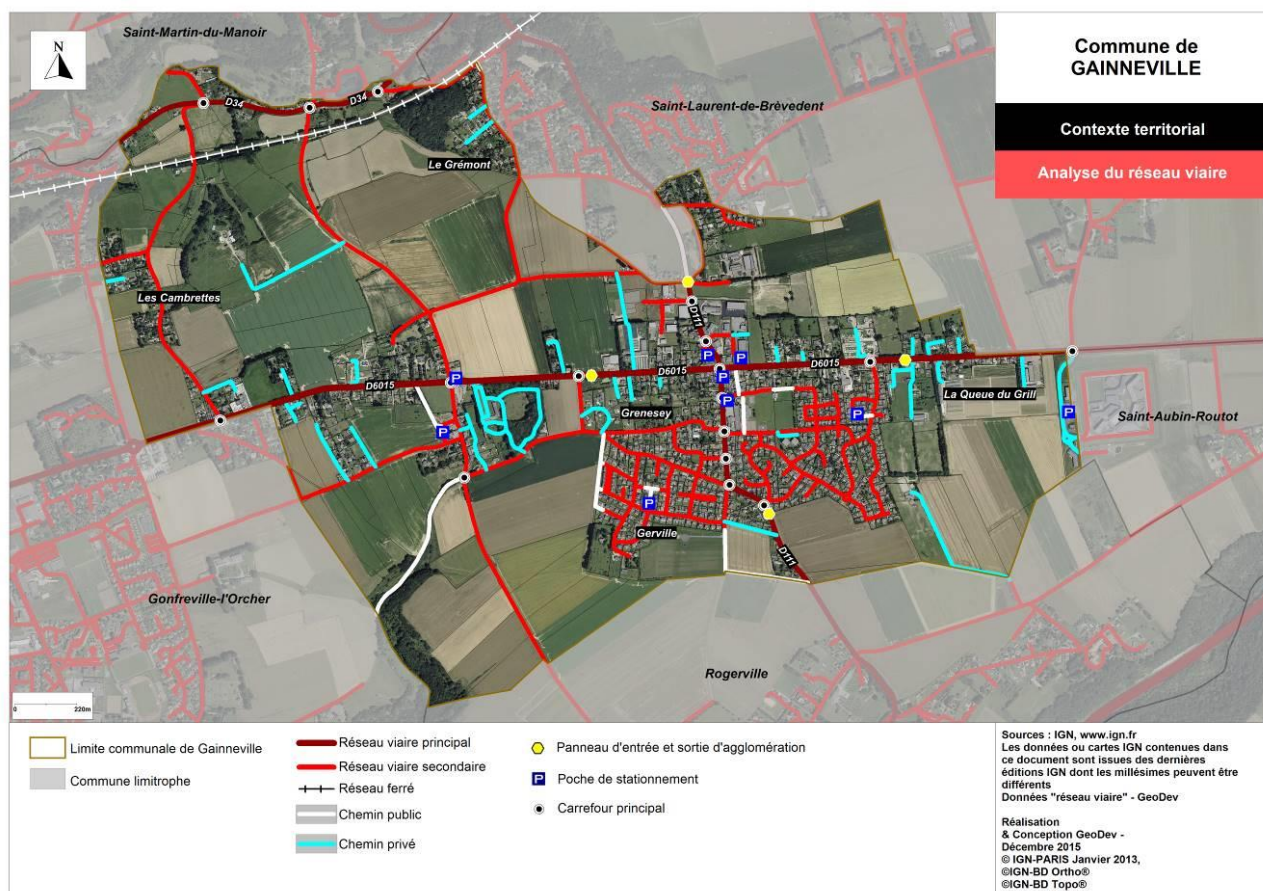


La RD.111 accueille ainsi un trafic important : 2 558 véhicules/jour en 2013 dont 3,7% de poids lourds sur le tronçon Gainneville – Saint-Laurent-de-Brévedent.

Si l'intersection RD.111 – RD.6015 est sécurisée (signalisation verticale et horizontale, traversées piétonnes,...), l'insertion sur la RD.6015 est relativement difficile en dehors du centre-bourg de Gainneville (carrefour Rue des Barricades / rue du 11 Novembre 1918, carrefour de la Sente des Meuniers,...).

Un maillage secondaire de voies communales permet de desservir les hameaux et les poches d'urbanisation isolées de Gainneville.

**Figure 20 : Le réseau viaire de Gainneville**





La commune compte **4 entrées et sorties de centre-bourg signalisées** à la périphérie de la tache bâtie du centre-bourg :

1. Au Nord du centre-bourg : sur la RD.111 ;
2. A l'Ouest du centre-bourg : sur la RD.6015 ;
3. Au Sud du centre-bourg : sur la RD.111 ;
4. A l'Est du centre-bourg : sur la RD.6015.



Les entrées d'agglomération sont bien localisées et marquent l'entrée dans le bourg. La principale tache bâtie est comprise à l'intérieur des limites de l'agglomération, délimitée par les panneaux d'entrée et de sortie.

### 1-3-3- L'inventaire des capacités de stationnement

Plusieurs espaces de stationnement sont localisés dans le centre-bourg. Ces espaces permettent de répondre aux besoins de la clientèle des commerces de proximité et des usagers des équipements publics. Environ 332 places de stationnement sont ainsi identifiées dans le centre-bourg, réparties sur ces sites. Au regard de la fréquentation observée, les espaces de stationnement de Gainneville sont en capacité suffisante.

**Figure 21 : L'analyse des capacités de stationnement à Gainneville**

Stationnement public à Gainneville		
Equipements ou secteur de la commune	Estimation de la capacité	Remarques
Mairie - Rue du Stade	25 places dont 2 PMR	Besoins liés à la fréquentation de la mairie et de l'école
Route de Rogerville	5 dont 2 PMR	Besoins liés à la fréquentation des équipements et des commerces
Rue du Stade	53 places	Besoins liés à la fréquentation des équipements sportifs
Place de l'Horloge	45 dont 1 PMR	Besoins liés à la fréquentation des commerces
Rue de la Queue du Grill	34 places	Besoins liés à la fréquentation du lotissement
Rue Jules Vallès	6 places	Besoins liés à la fréquentation du lotissement
Rue Elsa Triolet	10 places	Besoins liés à la fréquentation du lotissement
Rue Georges Brassens	4 places	Besoins liés à la fréquentation du lotissement
Rue Pablo Picasso	4 places	Besoins liés à la fréquentation du lotissement
Rue du 19 Mars 1962	16 places	Besoins liés à la fréquentation du lotissement
Rue Ferdinand Buisson	14 places	Besoins liés à la fréquentation du lotissement
Rue Nelson Mandela	27 places	Besoins liés à la fréquentation du lotissement
Rue René Cassin	6 places	Besoins liés à la fréquentation du lotissement
Rue de la Libération	53 places	Besoins liés à la fréquentation des commerces
Rue de la Libération	10 places	Besoins liés à la fréquentation de l'ancienne mairie
Eglise - Place du 2 septembre 1944	20 places	Besoins liés à la fréquentation des équipements religieux
<b>TOTAL</b>	<b>Environ 332 places</b>	

On remarque du stationnement linéaire dans les différents lotissements de la commune, dans les espaces résidentiels le long de la RD.6015 (à proximité des habitations en retrait du centre-bourg). En retrait du centre-bourg, le stationnement se fait au sein des espaces privés.

Les entreprises et commerces implantés sur la commune, notamment au Nord de la RD.6015, disposent d'espaces de stationnement privés, adaptés à leur activité.



On observe une pratique spontanée de covoiturage sur le parking de la Place de l'Horloge, au carrefour RD.111 - RD.6015. Une réflexion sur l'aménagement d'une aire de covoiturage, pour désengorger les espaces de stationnement nécessaires à la fréquentation des commerces, a été engagée et sera approfondie prochainement en relation avec le département de Seine-Maritime.

Il est à noter que l'espace de stationnement du centre pénitentiaire de Saint-Aubin-Routot est partiellement développé sur le territoire communal de Gainneville.

### **1-3-4- Les transports en commun**

#### **Transport par car :**

La **ligne départementale n°20 Le Havre – Caudebec-en-Vaux**, dessert 4 arrêts à Gainneville : Jonquilles, Horloge, Queue du Grill et Centre Pénitentiaire.

Environ 20 services quotidiens sont assurés sur la commune entre 6h30 et 20h00.

#### **Les services de transport CODAH :**

La CODAH assure l'organisation des transports urbains sur le territoire communautaire. Plusieurs offres de transport sont proposées. A destination de Gainneville, le réseau LIA propose :

- le service de bus LIA ;
- le service de transport à la demande Fil'Bus ;
- le service de transport de personnes à mobilité réduite Mobi'Fil ;
- le transport scolaire.

La ligne n°12 du réseau LIA (Montivilliers – Harfleur – Gonfreville-l'Orcher – Gainneville) dessert la commune :

- 8 arrêts desservis : Centre Pénitentiaire, Queue du Grill, L. Aragon, 19 Mars 1962, Mairie, Horloge, Jonquilles, La Sente
- Environ 13 services quotidiens



Le **Mobi'Fil** est un service de transport à la demande, qui permet aux personnes qui ne peuvent pas prendre le bus en raison d'un handicap physique, de se déplacer sur l'ensemble du territoire de la CODAH. Cette prestation est assurée par des minibus aménagés pour le transport des personnes à mobilité réduite (en fauteuil roulant notamment) ainsi que par des taxis. Depuis 2008, le service Mobi'Fil est étendu aux personnes à autonomie réduite (personnes souffrant de troubles du comportement ou nécessitant une prise en charge personnalisée). Les déplacements sont assurés quotidiennement, sur réservation entre 15 jours et la veille du transport.

Le **Fil'Bus** est un service de transport à la demande, qui permet aux habitants de se déplacer entre tous les arrêts de Fil'Bus implantés dans les communes de l'agglomération havraise. Cette prestation est disponible sur appel téléphonique. Ce service est assuré par un véhicule signalé

Fil'Bus et il est possible d'effectuer des correspondances avec la LER et le réseau de bus, en utilisant le même titre de transport. Le service Fil'Bus permet de rabattre les usagers vers les nœuds modaux, notamment Montivilliers.

Par ailleurs, le **transport scolaire** est organisé par la CODAH sur le territoire de Gainneville. La société Keolis gère la desserte et le ramassage des élèves sur les communes de la CODAH vers/depuis les collèges et lycées de l'agglomération. Il y a 8 arrêts de transport scolaire sur Gainneville : La Queue du Grill, 19 Mars 1962, Mairie, Horloge, Jonquilles, La Sente, Route du Château, Les Barricades. Pour les liaisons des collégiens vers le collège Pablo Picasso d'Harfleur, 4 services journaliers sont proposés (2 le matin et 2 en fin d'après-midi). Pour les liaisons des lycéens vers le lycée Jean Prévost de Montivilliers, 3 services journaliers sont proposés (1 le matin et 2 en fin d'après-midi).

Le transport scolaire présent sur Gainneville rejoint également les établissements du Havre (Caucriauville) : 1 service le matin et 1 service en fin d'après-midi. Des correspondances attendent les élèves pour rejoindre les lycées et le site universitaire implantés à Caucriauville.

### **1-3-5- La desserte ferroviaire**

La commune de Gainneville est traversée par une voie ferrée, au Nord du territoire, au hameau de la Vallée.



La **halte ferroviaire la plus proche se situe à Saint-Laurent-de-Brévedent** (1,6 kilomètre, soit 3 minutes en voiture). Il s'agit de la halte Saint-Laurent – Gainneville, desservie par des liaisons quotidiennes vers Bréauté (10 services), Le Havre (9 services), Yvetot et Rouen (4 services).

Toutefois, les déplacements vers la halte ferroviaire sont contraignants pour les Gainnevillais. Bien que la halte ferrivaire soit à proximité du centre-bourg, cette distance représente 20 minutes de marche depuis la mairie de Gainneville. De plus, l'offre en stationnement autour de la halte ferroviaire n'est pas suffisamment dimensionnée par rapport aux pratiques observées. Une étude réalisée par Caux Estuaire est actuellement en cours : l'objectif est d'aménager la halte ferroviaire (stationnement, dépose minute, etc.) pour faciliter l'usage et la desserte ferroviaire pour les populations alentours.

De plus, une demande a été adressée à la CODAH par l'équipe municipale pour proposer une ligne de transport en commun entre le centre-bourg de Gainneville et la halte ferroviaire Saint-Laurent – Gainneville.

Deux gares d'envergure sont également situées à moins de 30 minutes en voiture de Gainneville :

- ✓ **Gare du Havre** (12 kilomètres et 16 minutes) : liaisons quotidiennes vers les gares régionales, connexion au réseau ferroviaire national ;
- ✓ **Gare de Bréauté** (22 kilomètres et 20 minutes) : liaisons quotidiennes vers la gare du Havre, d'Yvetot, de Rouen, de Paris et de Fécamp.



### 1-3-6- Les liaisons douces

Le centre-bourg de Gainneville bénéficie d'un **maillage développé de trottoirs et d'espaces réservés aux piétons**. Lors des différentes phases de l'aménagement du centre-bourg et des lotissements, la réflexion sur le réseau de cheminements doux a été appréhendée, développant ainsi ce réseau.

A l'inverse, le réseau de trottoirs est peu développé, voire inexistant sur les routes menant aux hameaux et espaces d'habitat diffus recensés sur l'ensemble du territoire.

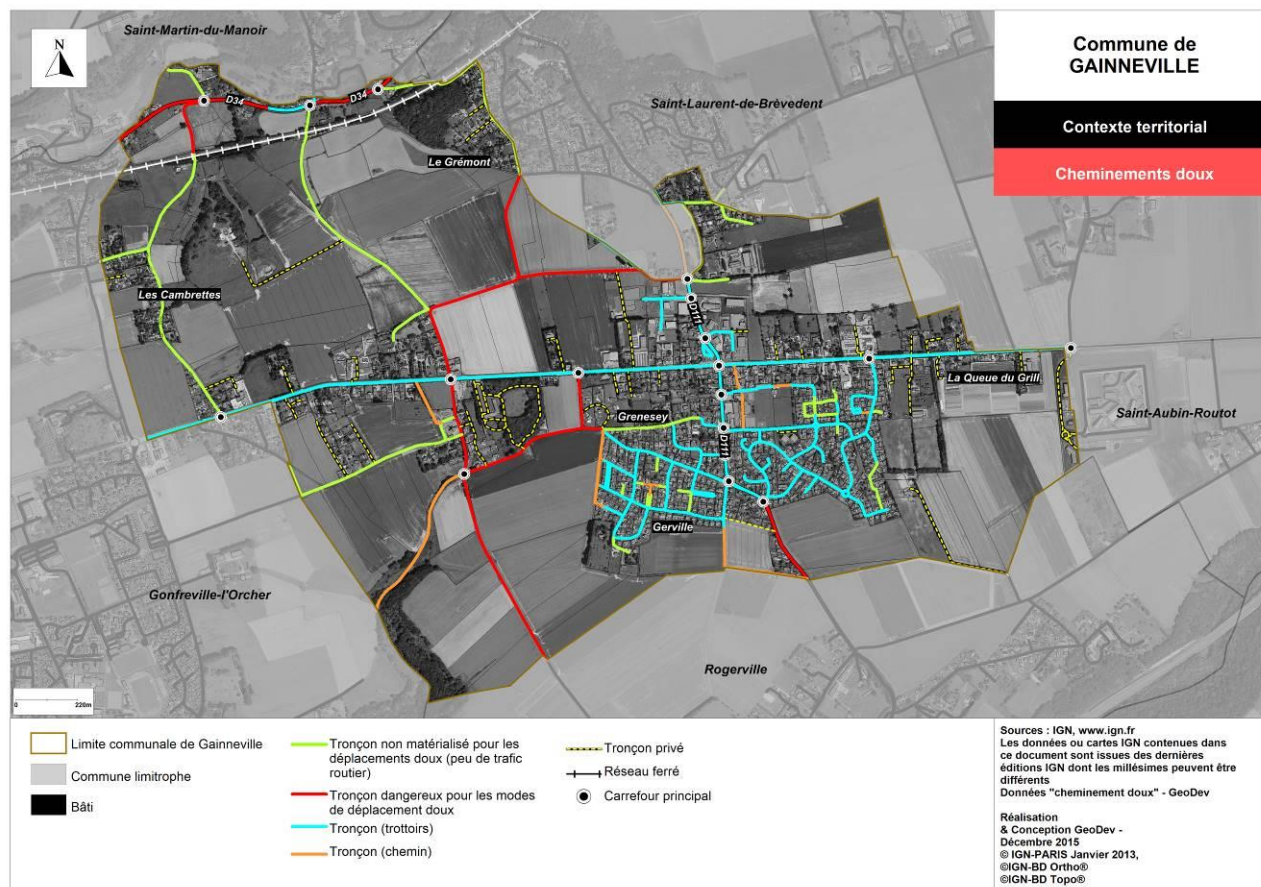
Le passage des véhicules et surtout des poids-lourds rend dangereux les déplacements piétons le long de la RD.6015, en dehors des limites d'agglomération, malgré les aménagements réalisés ces dernières années pour encadrer la circulation : systèmes de ralentissement, trottoirs, noues, candélabres, etc.

Les principaux « points noirs » pour les circulations piétonnes et cyclistes sont **la RD.34, le Sud de la RD.111 et quelques voies communales** (Rue du 11 Novembre, Chemin du Chêne Carpentier, etc.). Le long des routes départementales, les infrastructures piétonnes sont existantes mais dangereuses à cause de l'importance et la vitesse de la circulation. L'absence d'aménagements dédiés aux modes doux sur les autres voies communales rend ces axes également dangereux.

La commune comprend de nombreux chemins de randonnée, dont un parcours pédestre de la CODAH qui traverse Gainneville :

- ✓ Le circuit de la Pointe de Caux : boucle de 15 km au départ de Gonfreville-l'Orcher, en passant par le bois des Marettes, Le Village et les Cambrettes.

**Figure 22 : Analyse des cheminements doux à Gainneville**





Il est à noter que la CODAH prévoit d'aménager 77 km de piste cyclable, dans le cadre de son Plan Vélo. A ce titre, la CODAH prévoit une nouvelle liaison cyclable entre Gonfreville-l'Orcher et Rogerville, en passant par Gainneville. Ce projet est identifié dans le PLU de Gainneville, notamment dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

**Au travers son projet de PLU, la commune s'est engagée dans une politique de promotion et de soutien aux modes de déplacements doux. Celle-ci vise notamment à poursuivre le maillage communal de cheminements doux.**

Compte-tenu des distances entre Gainneville et les différents pôles de proximité identifiés précédemment, des bassins d'emplois, et de la fréquence du service de transport en commun sur la commune, la dépendance à l'automobile demeure relativement importante pour les Gainnevillais. En 2013, 95,2% des ménages possèdent au moins une voiture.

**Figure 23 : Le taux de multimotorisation des ménages en 2013**

<b>Taux de multimotorisation des ménages en 2013 (en %)</b>		
	<b>Gainneville</b>	<b>57,0</b>
Communes voisines	Saint-Martin-du-Manoir	63,4
	Saint-Laurent-de-Brévedent	64,6
	Rogerville	62,1
	Gonfreville-l'Orcher	31,4
Pôles urbains	Montivilliers	40,6
	Saint-Romain-de-Colbosc	39,3
	Le Havre	19,2
Echelle territoriale	CODAH	25,4
	Département 76	31,6

En 2013, 57% des ménages gainnevillais possèdent au moins deux voitures (25,4% à l'échelle de la CODAH). Le taux de multimotorisation s'avère donc relativement élevé.

## Synthèse du contexte territorial

FORCES	BESOINS
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une commune périurbaine, encadrée par des pôles de proximité au sein d'une agglomération d'envergure régionale</li> <li>▪ Un territoire encadré par l'intercommunalité et les documents supra-communaux (DTA, SDAGE, SCoT, PLH, PDU, etc.) – en cours de révision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Envisager un développement urbain en cohérence avec les besoins et capacités de la commune</li> <li>⇒ Intégrer ces orientations dans le document d'urbanisme (DTA, SCoT, PLH, PDU, SDAGE,...)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une desserte routière communale et de proximité adaptée</li> <li>▪ Des capacités de stationnement suffisamment dimensionnées dans les espaces urbains</li> <li>▪ Des entrées de bourg signalisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Maîtriser l'urbanisation pour ne pas contribuer à l'insécurité routière et pour ne pas engendrer de congestions</li> <li>⇒ Développer et structurer un maillage pour améliorer la circulation douce</li> <li>⇒ Maîtriser l'urbanisation aux abords de la RD.6015</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un territoire desservi par le réseau ferroviaire</li> <li>▪ Une offre de transports en commun (CODAH, ligne n°20 du Département)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Faciliter le recours aux modes de transports alternatifs au véhicule individuel motorisé et inciter au covoiturage</li> <li>⇒ Urbaniser en priorité les secteurs à proximité des offres de transport</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des espaces piétons développés dans les espaces urbains</li> <li>▪ Quelques chemins à l'échelle communale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Développer le réseau de cheminements doux, pour les déplacements quotidiens et touristiques</li> </ul>
FAIBLESSES	BESOINS
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un centre-bourg bordé au Nord par la RD.6015, voie classée à grande circulation</li> <li>▪ Des points noirs routiers identifiés, en particulier sur les RD.111 et RD.6015</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Poursuivre la sécurisation du réseau routier</li> <li>⇒ Urbaniser selon les capacités communales et/ou adapter les infrastructures aux besoins communaux</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une forte dépendance à l'automobile des ménages gainnevillais</li> <li>▪ Une halte ferroviaire en retrait du fonctionnement urbain de la commune</li> <li>▪ Une offre de transport en commun qui ne couvre pas l'ensemble des besoins de déplacements des Gainnevillais</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Organiser les déplacements vers la halte ferroviaire de Saint-Laurent – Gainneville</li> <li>⇒ Faciliter le recours aux modes de transports alternatifs au véhicule individuel motorisé et inciter au covoiturage</li> <li>⇒ Améliorer le niveau de services des transports en commun</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un réseau de chemins incomplet</li> <li>▪ Des déplacements piétons relativement dangereux le long de la RD.6015, hors agglomération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Développer le réseau de cheminements doux, pour les déplacements quotidiens et touristiques</li> </ul>

## 2- L'organisation spatiale de Gainneville

### 2-1- L'évolution historique de la commune

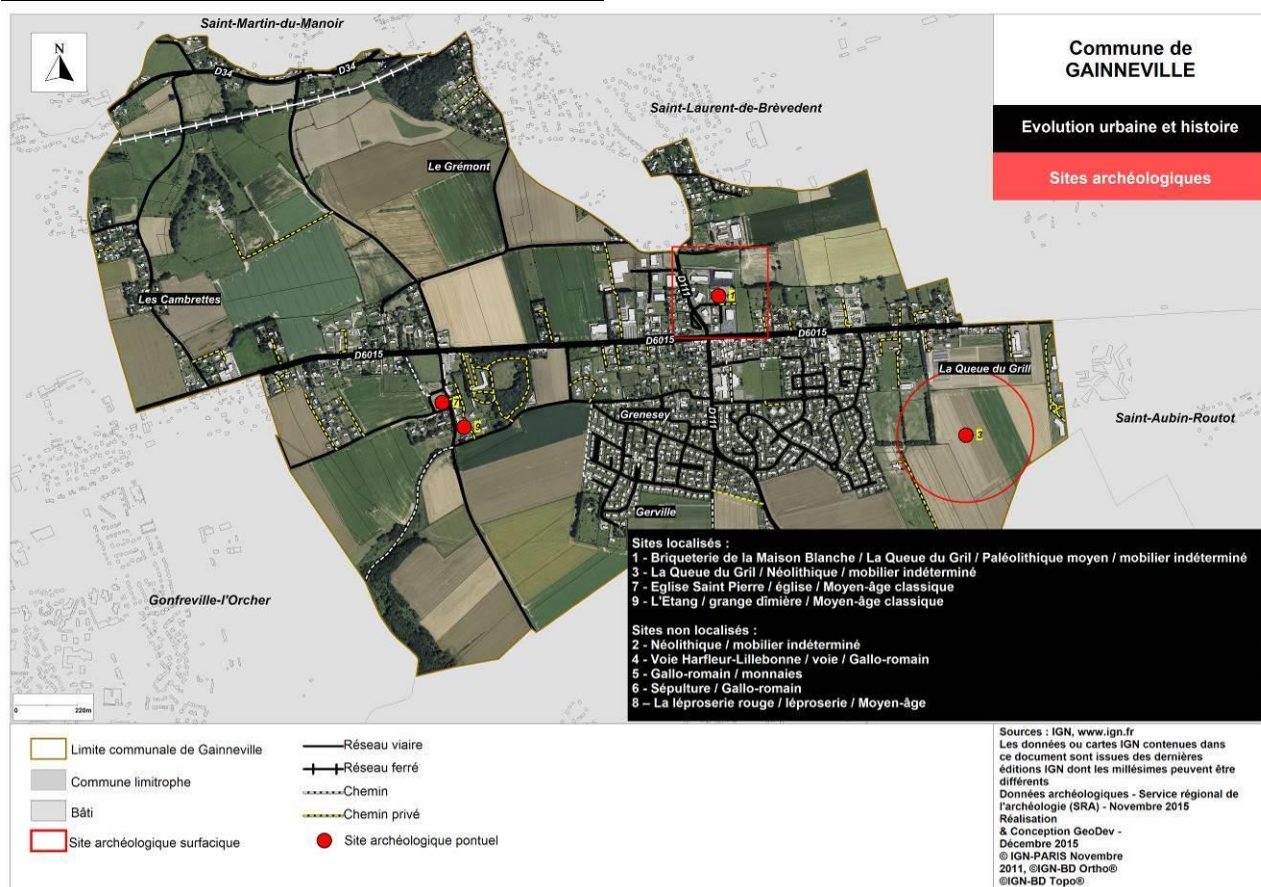
#### 2-1-1- Quelques éléments d'histoire

La création du village remonte certainement à l'occupation romaine du territoire, vers 50 avant Jésus-Christ. La commune est d'ailleurs située sur la grande voie romaine Lillebonne – Harfleur. Au 12<sup>ème</sup> siècle, on pouvait lire « Guenneville », « Guesneville » ou encore « Guégneville ».

**9 sites archéologiques** sont recensés par le Service Régional de l'Archéologie sur le territoire communal :

1. GAINNEVILLE / Briqueterie de la Maison Blanche / La Queue du Gril / Paléolithique moyen / mobilier indéterminé
2. GAINNEVILLE / Néolithique / mobilier indéterminé
3. GAINNEVILLE / La Queue du Gril / Néolithique / mobilier indéterminé
4. GAINNEVILLE / Voie Harfleur-Lillebonne / voie / Gallo-romain
5. GAINNEVILLE / Gallo-romain / monnaies
6. GAINNEVILLE / sépulture / Gallo-romain
7. GAINNEVILLE / Eglise Saint Pierre / église / Moyen-âge classique
8. GAINNEVILLE / La Léproserie Rouge / léproserie / Moyen-âge
9. GAINNEVILLE / L'Etang / grange dimière / Moyen-âge classique

**Figure 24 : Sites archéologiques de Gainneville**



Il est à noter que Gainneville n'est pas concernée par un périmètre de protection de Monument Historique, de site classé ou de site inscrit. Le périmètre de protection du site inscrit du parc du Château d'Orcher s'étend uniquement sur le territoire de Gonfreville-l'Orcher, jusqu'à 100 mètres de la limite communale au niveau des Marettes.

## 2-1-2- Le petit patrimoine bâti

Le territoire communal recèle quelques marqueurs territoriaux de son identité cauchoise (manoirs, maisons de maître, ancienne mairie, murs de clôtures traditionnels en briques et silex,...). Plusieurs éléments du patrimoine bâti ont été répertoriés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. L'objectif de cette démarche est d'éviter toute dénaturation des caractéristiques qui confèrent un intérêt à ces éléments du patrimoine bâti.

**72 éléments bâtis** (dont 65 éléments ponctuels et 7 éléments linéaires) ont été identifiés dans le PLU de Gainneville.

**Figure 25 : Les éléments ponctuels du petit patrimoine bâti**

Id.	Type de construction	Localisation	Références cadastrales
1	Eglise	Le Village	AA 132
2	Habitation	Rue de l'Eglise	AA 138
3	Ancienne mairie	Rue de la Libération	AB 1
4	Habitation	Rue de la Libération	AI 31 - AI 32
5	Habitation	Rue de la Libération	AA 126
6	Habitation	Rue de la Libération	AA 54
7	Habitation	Rue de la Libération	AA 54
8	Habitation	Rue de la Libération	AC 62
9	Habitation	Rue de la Libération	AE 114
10	Habitation	Rue Martin Luther King	AH 39
11	Habitation	Rue de la Libération	AI 7
12	Habitation	Rue de la Libération	AI 9
13	Habitation	Rue de la Libération	AI 10
14	Habitation	Rue de la Libération	AI 11
15	Habitation	Côte des Châtaigniers	AB 27
16	Habitation	Impasse des Hêtres	AC 86
17	Habitation	Rue de la Vallée	A 34 - A 35
18	Habitation	Rue de la Vallée	A 1925
19	Habitation	Rue de la Vallée	A 38 - A 39 - A 40
20	Habitation	Rue de la Vallée	A 41 - A 42 - A 43 - A 44
21	Habitation	Rue de la Vallée	A 45 - A 46 - A 47
22	Habitation	Rue de la Vallée	A 2100
23	Habitation	Rue de la Libération	AA 41
24	Habitation	Rue de la Libération	AA 45
25	Bâtiment réhabilitable	Rue de la Libération	AB 70
26	Habitation	Rue du 11 Novembre 1918	AB 71
27	Habitation	Rue du 11 Novembre 1918	AB 72
28	Habitation	Rue du 11 Novembre 1918	AB 73
29	Habitation	Rue du 11 Novembre 1918	AB 75
30	Habitation	Rue du 11 Novembre 1918	AB 76
31	Etablissement de santé	Rue de la Libération	AB 61
32	Habitation	Rue de la Libération	AA 28
33	Habitation	Rue de la Libération	AI 24
34	Etablissement de santé	Rue de la Libération	AB 61
35	Bâtiment réhabilitable	Rue de la Libération	AC 61
36	Bâtiment réhabilitable	Rue de la Libération	AE 121
37	Habitation	Rue de la Vallée	A 905
38	Habitation	Rue de la Vallée	A 2233
39	Bâtiment agricole	Rue de la Vallée	A 1833
40	Bâtiment agricole	Rue de la Vallée	A 1833
41	Habitation	Sentier des Meuniers	A 2280
42	Annexe à l'habitation	Sentier des Meuniers	A 2280
43	Habitation	Rue de la Libération	AD 36
44	Habitation	Rue de la Libération	AD 37
45	Habitation	Rue de la Libération	AD 30
46	Pilier de portail	Rue de la Libération	AE 121



47	Habitation	Rue de la Gare	A 1899
48	Habitation	Rue de la Libération	AI 23
49	Habitation	Rue de la Libération	AI 21
50	Puit	Le Village	AB 68
51	Etablissement de santé	Rue de la Libération	AB 69
52	Bâtiment réhabilitable	Rue de la Libération	AB 70
53	Habitation	Rue des Barricades	AA 56
54	Piliers de portail	Rue de la Libération	AA 53
55	Habitation	Rue de la Libération	AA 85
56	Habitation	Rue de la Libération	AA 20
57	Habitation	Rue de la Libération	AA 19
58	Habitation	Rue de la Libération	AA 19
59	Habitation	Rue de la Libération	AA 6
60	Habitation	Habitation	AA 113
61	Habitation	Côte d'Azur	A 1909
62	Habitation	Côte d'Azur	A 1202
63	Habitation	Côte d'Azur	A 1911
64	Calvaire	Les Marettes	AK 13
65	Tombes Dubocage et Pimont	Le Village	AA 132

**Figure 26 : Les éléments linéaires du petit patrimoine bâti**

Id.	Type de construction	Localisation	Références cadastrales
1	Mur	Rue de la Libération	AA 28
2	Mur	Rue de la Libération	AA 45
3	Mur	Rue de la Libération	AB 70
4	Mur	Rue du 11 Novembre 1918	AB 71 - AB 72
5	Mur	Le Village	AA 132
6	Mur	Rue de l'Eglise	AA 138
7	Mur	Rue de la Vallée	A 905

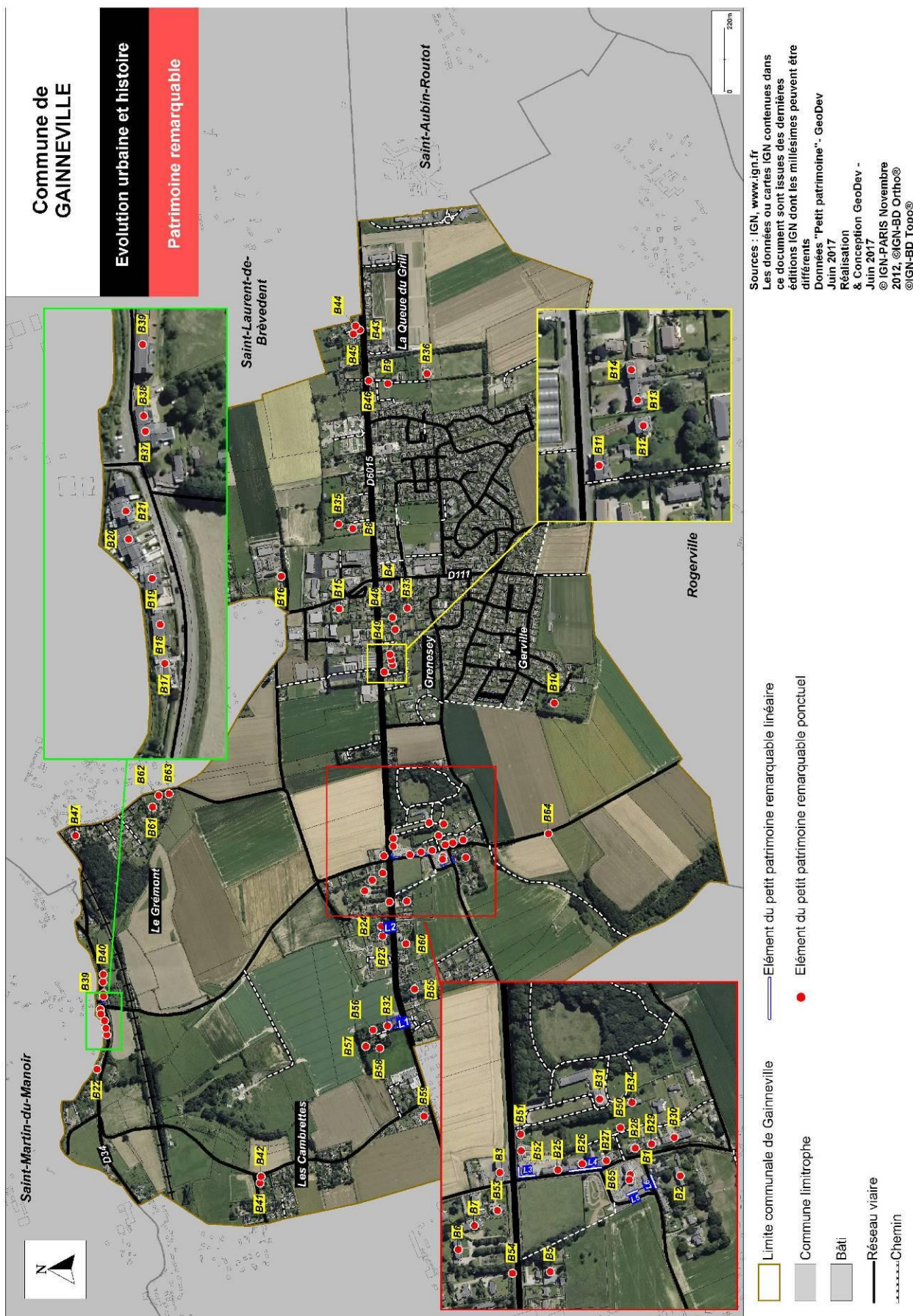
Le Code de l'Urbanisme prévoit qu'il est possible de recenser « les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites » (extrait de l'article L151-11 du Code de l'Urbanisme).

Le recensement des bâtiments agricoles avait été effectué lors de la 6<sup>ème</sup> modification du POS, réalisée en 2005 - 2006. 8 bâtiments avaient été recensés et 2 avaient été effectivement retenus en d'un éventuel changement de destination. **Ces deux bâtiments, également identifiés au titre du Code de l'Urbanisme (n°35 et n°36) sont reportés dans le cadre du présent PLU.**





Figure 27 : Localisation des éléments du petit patrimoine bâti





## 2-2- La morphologie urbaine

### 2-2-1- La structuration des espaces urbains

Le territoire de Gainneville est structuré autour **d'un ensemble urbain majeur et de lieux-dits et hameaux** :

✓ **Le bourg** : le bourg de Gainneville comprend **le Centre-bourg, le Grenesey, Gerville et la Maison Blanche**. Ces quatre ensembles sont principalement composés de bâti ancien, de lotissements et d'activités économiques.

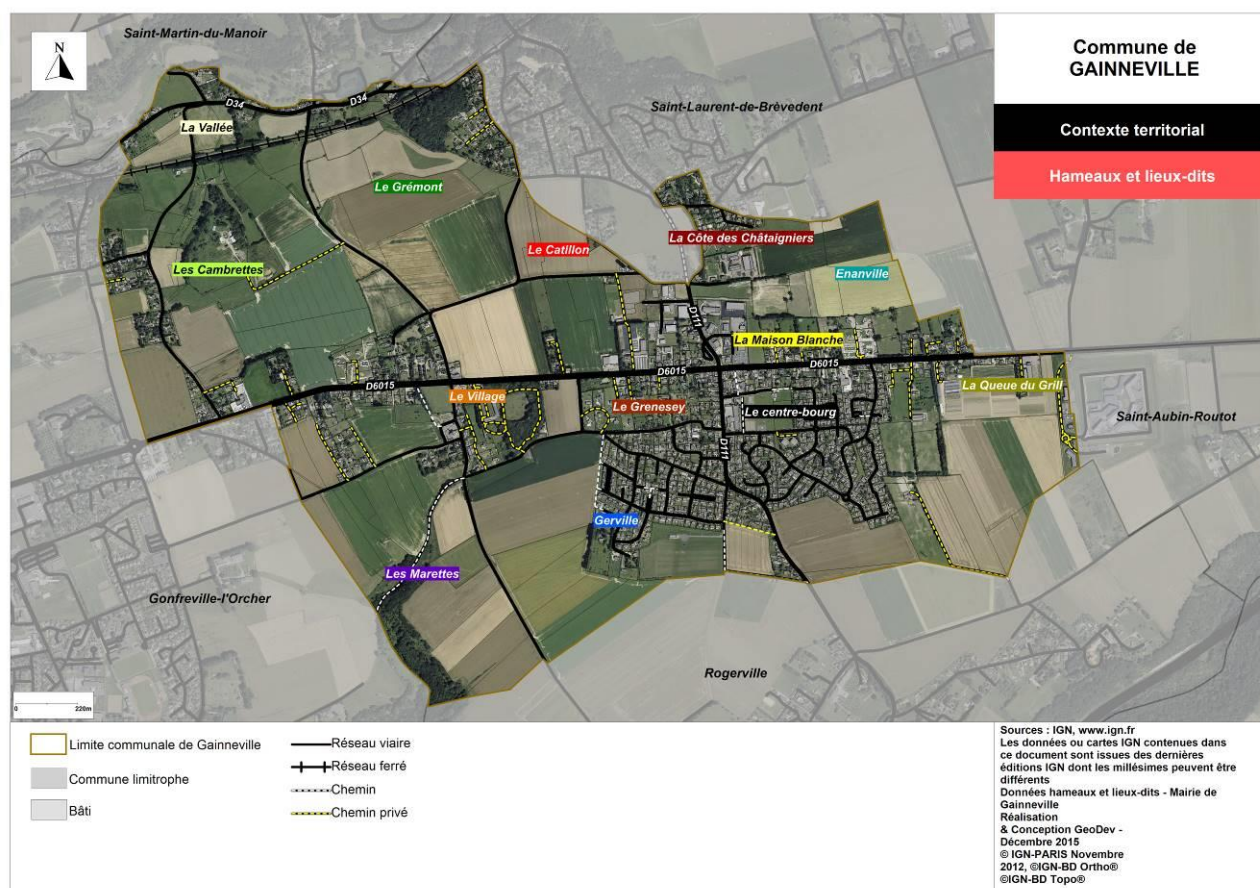
✓ **Les hameaux structurés** : 5 espaces bâtis et disjoints du centre-bourg sont situés à la périphérie du territoire communal. Il s'agit des hameaux de :

- **La Queue du Grill**, à l'Est de la commune, le long de la RD.6015 (environ 20 habitations) ;
- **La Côte des Châtaigniers**, au Nord du centre-bourg et en limite de Saint-Laurent-de-Brévedent (environ 30 habitations) ;
- **Le Grémont**, au Nord de la commune et en limite de Saint-Laurent-de-Brévedent (environ 30 habitations) ;
- **Le Village**, à l'Ouest du centre-bourg et au Sud de la RD.6015 (environ 15 habitations) ;
- **Les Cambrettes**, à l'Ouest de la commune (environ 30 habitations).

✓ **Les lieux-dits** : la commune comprend également 4 lieux-dits dans lesquels on retrouve parfois quelques habitations (bâti ancien) ou des bâtiments agricoles :

- **La Vallée**, au Nord-Ouest de la commune, le long de la RD.34 (bâti ancien et pavillons) ;
- **Enanville**, au Nord-Est du centre-bourg (aucune habitation) ;
- **Les Marettes**, au Sud-Ouest du territoire communal (aucune habitation).

**Figure 28 : Les hameaux et lieux-dits**





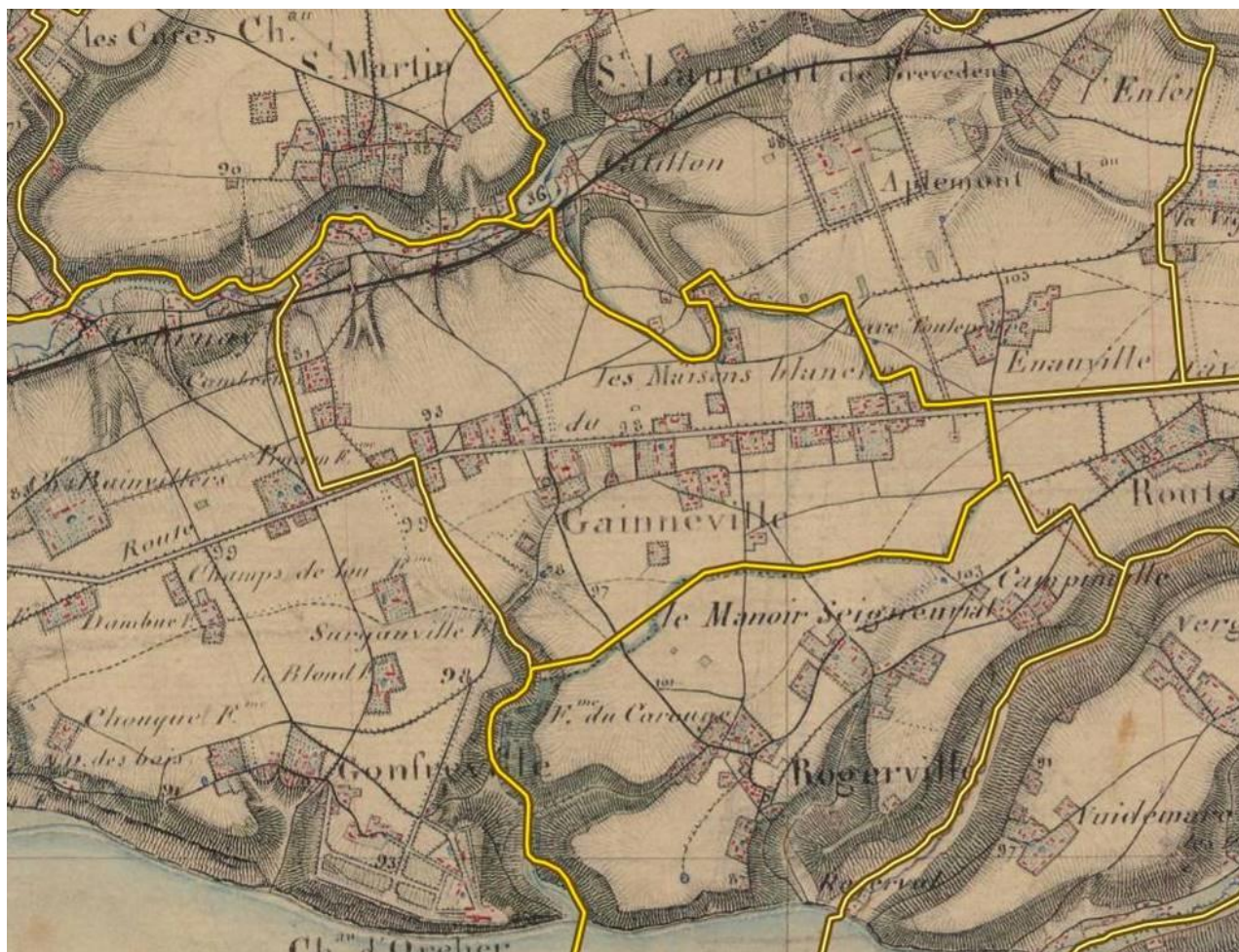
Ces espaces urbains déconnectés, qui sont répartis sur l'ensemble de la commune, ont très souvent perdu leur vocation agricole. Toutefois, ces derniers comportent quelques constructions traditionnelles. Ces hameaux étaient dans le passé essentiellement formés d'anciennes fermes et se sont quelque peu densifiés avec le temps, même si le POS a permis de les préserver d'un développement non maîtrisé.

D'autres secteurs correspondent aux étendues agricoles du plateau de Caux, qui n'abritent des habitations que de façon très éparse et isolée. Ces espaces d'habitat diffus n'ont pas vocation à se développer dans le PLU.



**Bâti ancien dans le secteur de la Vallée**

**Figure 29 : La carte d'état-major (IGN – Géoportail)**





**Figure 30 : Les photographies aériennes de 2003 et de 2015 (IGN – Géoportail)**



## 2-2-2- L'analyse de la typologie bâtie

### 2-2-2-1- Le centre-bourg et le développement pavillonnaire

Le centre-bourg historique de Gainneville est situé en retrait de la centralité urbaine actuelle. Le village historique était localisé autour de l'église Saint-Pierre, hameau que l'on appelle aujourd'hui le Village. Toutefois, suite à la réalisation de plusieurs lotissements sur la partie Est de la commune dans les années 1970 et afin de sécuriser les déplacements piétons, notamment des enfants de la commune, il a été décidé, dans les années 1980, de délocaliser l'ensemble des équipements publics vers l'Est (équipements scolaires, puis mairie), afin de recentrer le village près des secteurs de lotissement.

La commune n'a cependant pas échappée au développement de lotissements sur son territoire. A Gainneville, le processus d'urbanisation s'est traduit, à partir des années 1970-1980 par un épaississement de cette urbanisation concentrique du centre-bourg. Au total, la commune compte une douzaine d'opérations de type lotissement.

**Figure 31 : Les opérations de lotissements à Gainneville**

Les principales opérations de production de logements à Gainneville						
	Année de réalisation	Type de logements (accession / locatif)	Nb de logements	Surface de l'opération (en ha)	Surface liée aux logements (en ha)	Densité nette (lgts/ha)
Queue du Grill	1973-1974		31	2,1	1,7	18,2
Maison Blanche	1976-1977		61	4,8	4	15,3
Louis Aragon - Alcéane	1976-1977	Locatif	32	0,4	0,4	80,0
White House	1977-1978		43	3,4	2,8	15,4
Jean-Paul Sartre	Début années 1980		13	1,1	0,9	14,4
Jacques Brel	1988-1989		42	2,2	1,8	23,3
Les Beaux Sites	1988-1989		81	6,5	5,3	15,3
Pablo Picasso	1987-1988		35	2,6	2,1	16,7
ZAC de Gerville	1999 et début années 2000		153	10,2	8,3	18,4
Le Village	2007-2008	Accession	8	2,5	2,4	3,3
Papyloft	2008	Location	7	0,2	0,1	70,0
Résidence du Stade	2016	Accession - Location	25	0,25	0,2	125,0
			<b>531</b>	<b>36,25</b>	<b>30</b>	

La densité nette, exprimée en logements par hectare, correspond aux espaces liés à l'habitat (hors voiries, espaces publics, équipements, commerces...)

Les terrains sont découpés en lots réguliers d'une superficie moyenne comprise entre 400 et 800 m<sup>2</sup>. La densité moyenne de ces opérations de logements est d'environ 15 logements par hectare.

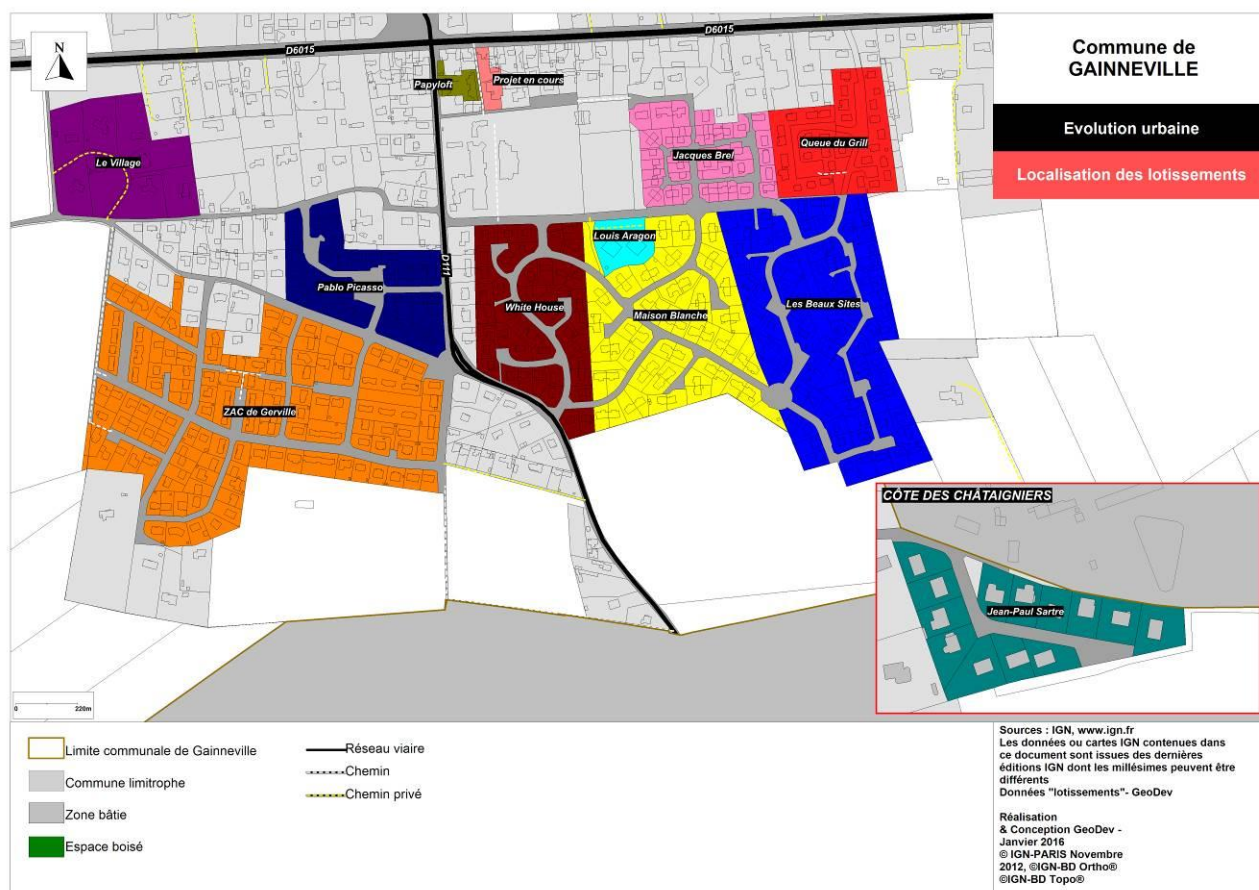
A l'exception de la Résidence du Stade et de l'opération Louis Aragon, qui se distinguent par leur densité (habitat collectif), ces formes urbaines s'organisent généralement autour d'un schéma viaire fonctionnel et central, bien souvent en impasse. Les espaces verts sont limités à quelques arbres et haies en bordure de rue ou de limites séparatives.

Ces espaces de lotissement se caractérisent également par leur homogénéité : constructions de type « rez-de-chaussée + combles », façades enduites dans les tons clairs, utilisation de la tuile ou de l'ardoise comme matériau de toiture, etc. Très peu de constructions sont implantées en limite d'emprise publique.





**Figure 32 : Localisation des opérations de lotissements à Gainneville**



Une nouvelle opération, les Jardins du Grenier à Sel, est programmée à la place des équipements sportifs, réaménagés au Sud du centre-bourg. Il s'agit d'un programme mixte (locatif social, accession sociale) d'une superficie de 2,3 hectares. A terme, 70 nouveaux logements seront construits dans cet espace au cœur de la commune.

Le centre-bourg comprend également le secteur Maison Blanche, au Nord de la RD.6015. La vocation économique est dominante dans ce secteur, où l'on retrouve également quelques habitations (Zone d'activités de la Briqueterie, Clos des Perdrix).

En conséquence, la composition urbaine du centre-bourg est globalement hétérogène, associant constructions typiques du patrimoine cachois, souvent implantées le long de la RD.6015, pavillons plus récents en accession à la propriété et en location

Ce développement concentrique de l'habitat a permis de conforter le fonctionnement urbain communal et de faciliter l'accessibilité au pôle d'équipements publics.

### **2-2-2-2- Les hameaux structurés**

La Queue du Grill et les Cambrettes constituent les hameaux historiquement les plus structurés de la commune. La Côte des Châtaigniers et le Grémont se sont développés en limite des espaces bâtis de Saint-Laurent-de-Brévedent.

Le secteur du Village, autour de l'église et de l'ancienne mairie, était le centre historique de la commune. De nombreuses habitations typiques du patrimoine cachois se retrouvent dans ce secteur : façades en briques et silex, toitures en ardoise ou en tuile, constructions de type « rez-de-chaussée + étage + combles », etc.



Les espaces urbains de ces hameaux structurés représentent au moins **15 logements chacun**. Ils se caractérisent par une hétérogénéité des constructions, mêlant du bâti ancien et des pavillons modernes.

Ces hameaux structurés, déjà constructibles dans le POS, ont connu un développement principalement en densification.

### 2-2-3- Analyse du Plan d'Occupation des Sols

La commune de Gainneville était sous le régime d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 19 novembre 1979. Ce document d'urbanisme a fait l'objet de neuf modifications, la dernière étant approuvée en 2014.

Le POS, dans sa version de 2014, s'appuyait sur un zonage comprenant 4 types de zones et différents secteurs :

- ✓ **Les zones urbaines**, dites « U », constructibles, distinguées en 5 secteurs urbains pour **60,13 hectares** ;
  - **Secteur UE** : zone urbaine centrale très dense, à vocation principale d'habitat, de commerces et d'équipements publics (12,45 ha) ;
  - **Secteur UF** : extensions urbaines du centre-ville et au quartier de la Côte des Châtaigniers, à vocation principale d'habitat (30,21 ha) ;
  - **Secteur UFa** : quartier du Grémont dont la densification est plus limitée (5,36 ha) ;
  - **Secteur UG** : extensions urbaines peu denses situées au Nord de la RD.6015 à vocation principale d'habitat (8,32 ha) ;
  - **Secteur UZ** : zone d'activités de la Briqueterie située au carrefour de la RD.6015 et de la RD.111, ainsi qu'aux activités implantées le long de la RD.6015 (3,79 ha).
- ✓ **Les zones d'ouverture à l'urbanisation**, dites « NA », constructibles, distinguées en 6 secteurs dédiés à l'habitat et aux équipements pour **66,95 hectares** ;
  - **Secteur NA stricte** : zone d'urbanisation future à long terme, strictement inconstructible dans l'immédiat. Elle conserve sa vocation actuelle, mais sert de réserve de terrains à moyen terme pour de l'habitat ou d'autres occupations du sol (26,99 ha) ;
  - **Secteurs NAa** : zone d'ouverture à l'urbanisation future à court et moyen terme, à vocation d'habitation (2,43 ha) ;
  - **Secteur NAb** : zone d'ouverture à l'urbanisation future à court et moyen terme, à vocation d'habitation (8,89 ha) ;
  - **Secteur NAc** : zone d'ouverture à l'urbanisation future à court et moyen terme, à vocation d'habitation (1,18 ha) ;
  - **Secteur NAe** : zone d'ouverture à l'urbanisation future à court et moyen terme, à vocation d'habitation (5,03 ha) ;
  - **Secteur NAz** : zone d'ouverture à l'urbanisation future à court et moyen terme, à vocation d'activités économiques (10,05 ha) ;

Une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC de Gerville) a été créée par délibération du Conseil Municipal en 1998.

- ✓ **Les zones naturelles**, dites « N », à constructibilité limitée ou inconstructibles, distinguées en 5 secteurs pour **100,8 hectares** ;

- **Secteur NB** : zone constructible sous forme de hameaux de faible densité et au caractère plus rural que le centre bourg, et que l'on ne souhaite pas voir se développer trop vite (26,14 ha) ;
  - **Secteur NBh** : espaces historiques bâtis autour de l'église (3,37 ha) ;
  - **Secteur ND** : zone naturelle à protéger au titre de la qualité des sites ou du patrimoine historique (21,88 ha) ;
  - **Secteur NDh** : espaces d'intérêt historique au Nord-Est de l'église (8,97 ha) ;
  - **Secteur NDr** : terrains situés autour des cavités souterraines recensées (40,44 ha).
- ✓ **La zone agricole**, dite « NC » : il s'agit d'une zone agricole à protéger pour ses espaces et l'activité qui y est exercée (**231,6 hectares**).

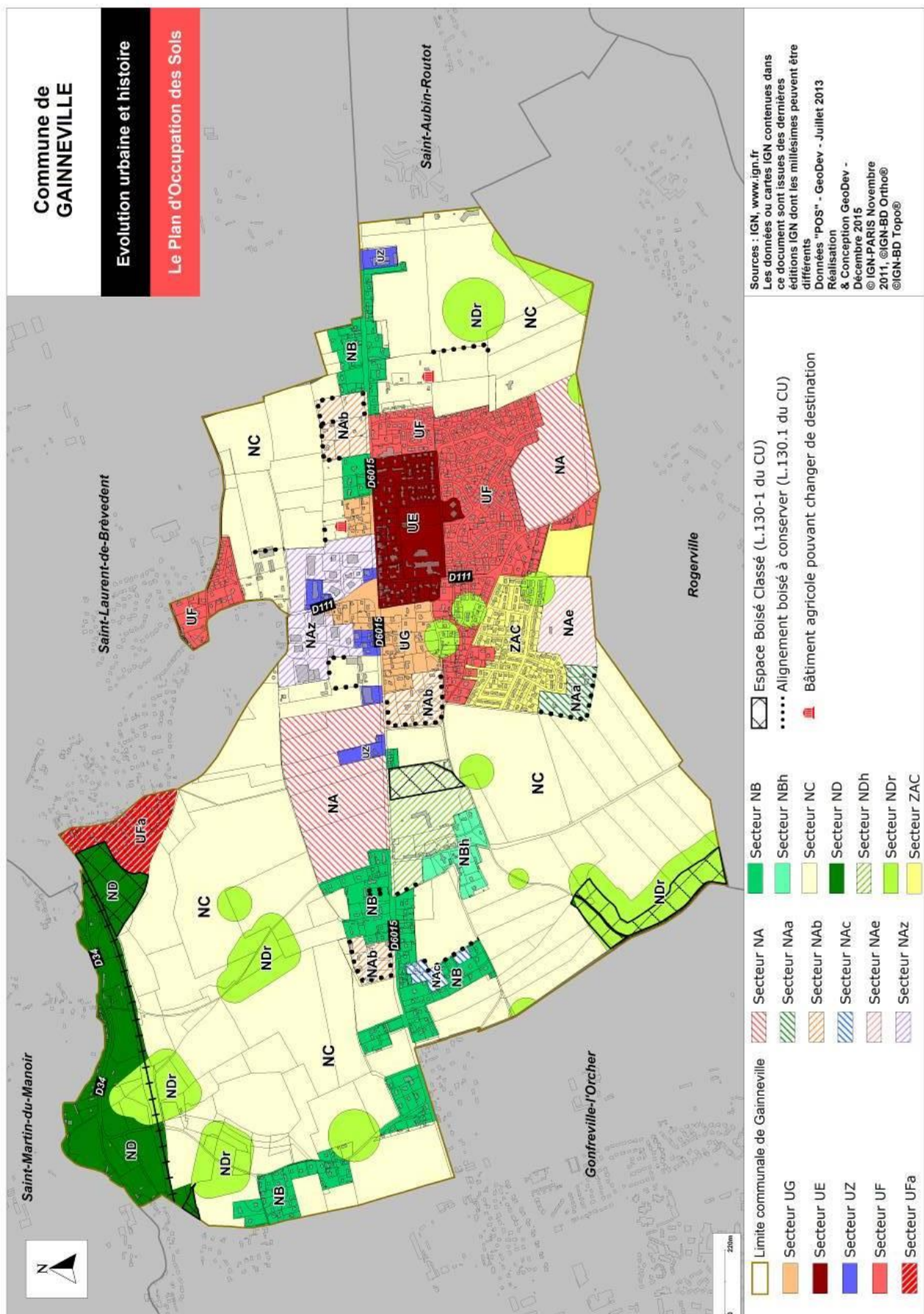
**Figure 33 : Répartition du zonage du POS en vigueur**

Plan d'Occupation des Sols de Gainneville					
	Secteur	Superficie (en ha)	% de la surface communale	Superficie (en ha)	% de la surface communale
Zone U	UE	12,45	2,7	60,13	13,1
	UF	30,21	6,6		
	UFa	5,36	1,2		
	UG	8,32	1,8		
	UZ	3,79	0,8		
Zone d'ouverture à l'urbanisation	NA	26,99	5,9	66,95	14,6
	NAa	2,43	0,5		
	NAb	8,89	1,9		
	NAC	1,18	0,3		
	NAe	5,03	1,1		
	NAz	10,05	2,2		
	ZAC	12,38	2,7		
Zone N	NB	26,14	5,7	100,80	21,9
	NBh	3,37	0,7		
	ND	21,88	4,8		
	NDh	8,97	2,0		
	NDr	40,44	8,8		
Zone Agricole	NC	231,60	50,4	231,60	50,4
		<b>459,48</b>	<b>100,0</b>	<b>459,48</b>	<b>100,0</b>

La moitié du territoire communal est intégrée au zonage NC (environ 50,4%). Les espaces naturels représentent une part moins importante du territoire communal (environ 21,9%). Il est à noter que **11,2 hectares d'Espaces Boisés Classés (EBC)** et **2,8 km d'alignements boisés** étaient classés dans le POS.



Figure 34 : Répartition du zonage du POS en vigueur



**Figure 35 : Utilisation des zones d'ouverture à l'urbanisation du POS de Gainneville**

Zones d'ouvertures du POS de Gainneville				
Zones d'ouverture du POS	Superficie (en ha)	Superficie utilisée (en ha)	Projets réalisés	Superficie restante (en ha)
NA (Jonquilles)	17,06	0		17,06
NA (Est de Gerville)	9,93	0		9,93
NAa (S-O de la ZAC de Gerville)	2,43	2,43	2 logements anciens + 2 logements	0
NAb Ouest	2,08	2,08	2 réhabilitations + 6 logements	0
NAb Grenesey	3,19	3,19	Mare + 8 logements	0
NAb Est	3,61	1,77	Entreprise + 2 logements	1,42
NAC (Rue de l'Eglise)	1,18	0,15	1 logement	1,03
NAe (Sud de Gerville)	5,03	0		5,03
NAz (Clos des Perdrix et Briqueterie)	10,05	9,2	Entreprises et équipements	0,85
ZAC de Gerville	12,38	9,64	153 logements	2,74
<b>TOTAL</b>	<b>66,94</b>	<b>28,46</b>		<b>38,06</b>

Les zones d'ouverture à l'urbanisation identifiées dans le POS (NA) représentent 66,94 ha, soit 14,6% de la surface communale :

- ✓ **Les secteurs NA et NAe** ont été complètement préservés de l'urbanisation ;
- ✓ **Le secteur NAa** a accueilli 2 nouveaux logements (2 habitations existantes préservées) au Sud-Ouest du centre-bourg ;
- ✓ **Le secteur NAb** a accueilli les 16 nouveaux logements sur 3 sites ;
- ✓ **Le secteur NAc** a accueilli 1 nouveau logement ;
- ✓ **Le secteur NAz** a accueilli plusieurs entreprises et équipements ;
- ✓ **La ZAC de Gerville** a accueilli 153 nouveaux logements sur 9,64 ha.



Le principe de densification progressive était repris dans le règlement écrit du POS. Les règles de minimum parcellaire ou d'emprise au sol étaient moins permissives dans les secteurs périphériques de la commune. A contrario, la densité était encouragée dans le centre-bourg et dans les zones d'ouverture à l'urbanisation. A titre d'exemples :

- ✓ Dans le secteur UE (secteur du centre-bourg très dense, à vocation principale d'habitat, de commerces et d'équipement), le minimum parcellaire est fixé à une moyenne de 600 m<sup>2</sup> (sans être inférieur à 500 m<sup>2</sup>) en cas de lotissement. L'emprise au sol s'élève à 70% pour les équipements publics et les rez-de-chaussée commerciaux/artisanaux et à 40% dans les autres cas. Le Coefficient d'Occupation du Sol (COS) est règlementé à 0,80 pour les équipements publics et les rez-de-chaussée commerciaux/artisanaux et à 0,45 dans les autres cas.
- ✓ Dans le secteur UG (extensions urbaines peu denses), un terrain devait avoir une superficie égale ou supérieure à 600 m<sup>2</sup> (en cas de lotissement) ou 1000 m<sup>2</sup> (en cas d'assainissement individuel). L'emprise au sol était fixée à 20% de l'unité foncière et le COS était fixé à 0,30.
- ✓ Dans le secteur NAc (secteur d'ouverture à l'urbanisation à vocation d'habitat), un terrain devait avoir une superficie égale ou supérieure à 1500 m<sup>2</sup>. L'emprise au sol était fixée à 15% de l'unité foncière et le COS était fixé à 0,15.
- ✓ Dans les secteurs NB (secteurs de hameau à vocation d'habitat), un terrain devait avoir une superficie égale ou supérieure à 1500 m<sup>2</sup> (2000 m<sup>2</sup> en NBh). L'emprise au sol était fixée à 15% de l'unité foncière et le COS était fixé à 0,10.

**Il est à noter que, en application de la loi ALUR, la commune est désormais soumise au Règlement National de l'Urbanisme, le POS étant devenu caduc au 27 mars 2017.**



### 2-2-4- Analyse de la consommation d'espaces depuis 2003

L'analyse de la consommation d'espace sur Gainneville a été effectuée sur la période 2003 – 2016, en distinguant les surfaces consommées pour les constructions neuves et pour les constructions en densification de l'espace bâti.

Depuis 2003, **21,3 hectares** ont été urbanisés à Gainneville, répartis en 3 postes de consommation :

- ✓ 14,3 hectares utilisés pour l'habitat ;
- ✓ 4,5 hectares utilisés pour le développement économique ;
- ✓ 2,6 hectares utilisés pour les équipements publics.

Globalement, **14,3 ha ont été affectés au logement depuis 2003** pour la construction de **163 logements**, soit une moyenne de 875 m<sup>2</sup> par construction et une densité moyenne de 11 à 12 logements/ha. Cette moyenne ne révèle pas des densités très variées. La densité moyenne dans les secteurs de hameaux est beaucoup moins élevée (opérations au coup par coup) alors que, dans le centre-bourg elle s'élève plutôt à 600 m<sup>2</sup> par logement. Pour certaines opérations, telles que la Résidence du Stade, on observe une forte densité : 25 logements ont été réalisés sur 0,2 hectare, soit une densité de 125 logements/hectare.



Sur ces 14,3 ha utilisés pour l'habitat, **12,5 ha** (121 logements, soit 75% des logements produits) ont été pris sur les **espaces agricoles et naturels, en extension de la tâche urbaine**. La densification par division parcellaire n'a donc pas été significative sur la dernière période, probablement du fait des prescriptions du POS (minimum parcellaire, règles de volumes,...). La production de logements s'est principalement réalisée en extension urbaine du centre-bourg.

Plus de la moitié de la consommation d'espaces pour le logement s'est réalisée dans le cœur de Gainneville (le Centre-bourg, Gerville et le Grenesey), compte-tenu du zonage réglementaire de l'actuel document d'urbanisme. Ainsi, le centre-bourg a connu le développement urbain le plus important (151 logements sur 11,2 ha), dont 108 constructions ont été réalisées dans le cadre de la ZAC de Gerville.



**Figure 36 : Détail de la consommation d'espaces à Gainneville**

Répartition des 14,3 ha consommés à Gainneville 2003-2016 (habitat)			
Secteur	Nb de logements	Surface (en m²)	En %
Le Centre-bourg	33	4851,22	3,40
Gerville	108	79978,87	56,03
Le Village	7	22610,07	15,84
Grenesey	10	27002,17	18,92
Le Grémont	2	2413,38	1,69
La Queue du Grill	2	4423,08	3,10
Les Cambrettes	1	1462,23	1,02
Tous secteurs confondus	163	142741,02	100,00



Par ailleurs, **4,5 ha d'espaces agricoles ont été consommés pour le développement économique** depuis 2003, en totalité compris dans les zones d'activités communales de la Briqueterie et du Clos des Perdrix, au Nord de la RD.6015.

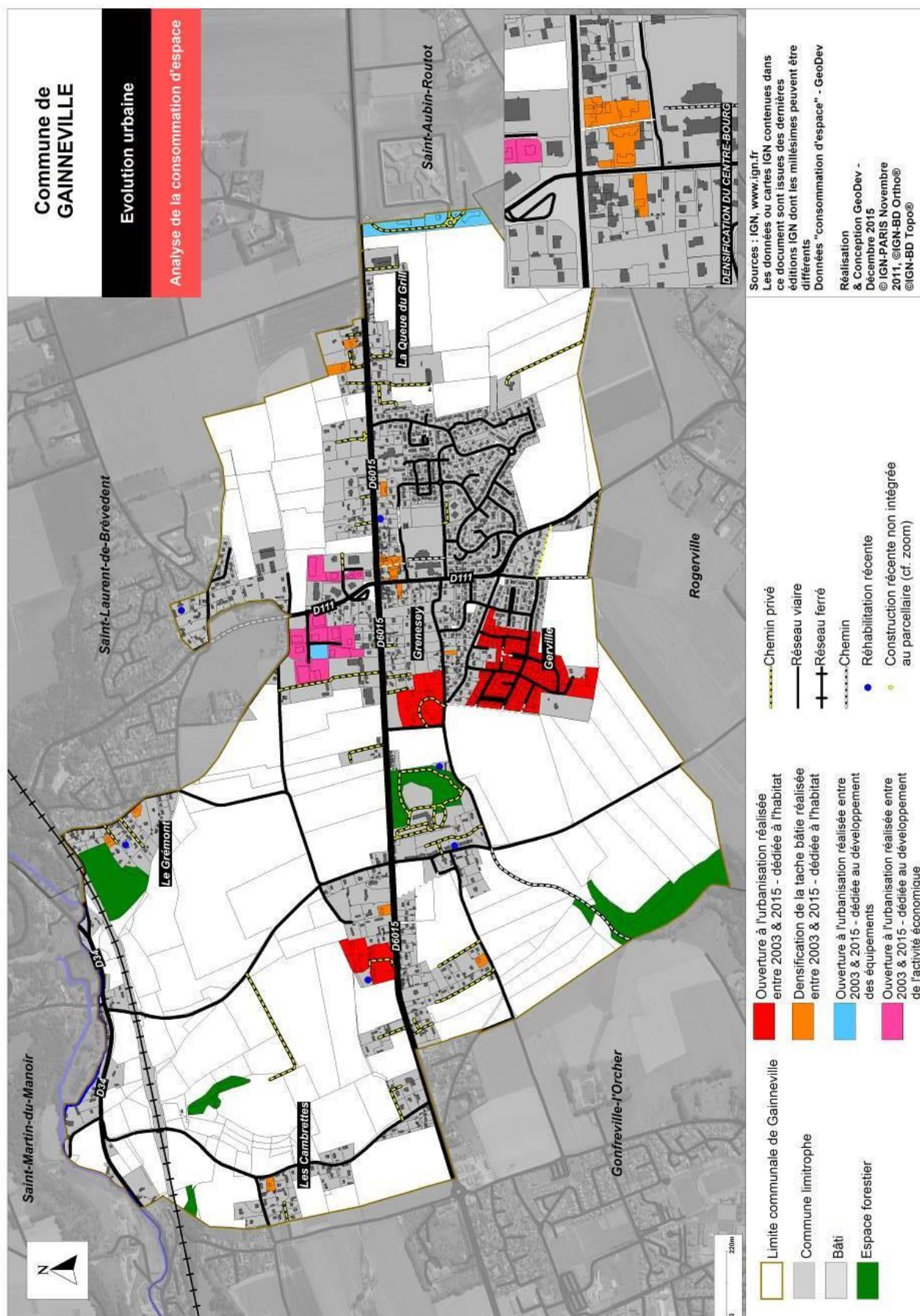


Enfin, **2,6 ha ont été mobilisés pour les besoins liés aux équipements publics** :

- 3000 m² ont été utilisés pour la réalisation de la salle du village au sein du Clos des Perdrix ;
- 2,3 ha ont été consommés à Gainneville pour les aménagements du centre pénitentiaire implanté à Saint-Aubin-Routot (accès et espaces de stationnement).



Figure 37 : Consommation d'espaces à Gainneville 2003-2016



## Synthèse de l'organisation spatiale

FORCES	BESOINS
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une structure urbaine polarisée, organisée autour d'un centre-bourg fort, qui s'est étoffé au Sud de la RD.6015</li> <li>▪ Un cœur de bourg récent et relativement fonctionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Renforcer le rôle du centre-bourg dans le fonctionnement urbain communal</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des constructions traditionnelles de qualité, symbole de l'identité cachoise, le long de la RD.6015, autour de l'église et dans la vallée</li> <li>▪ Quelques clos-masures globalement préservés de l'urbanisation à la périphérie du territoire communal</li> <li>▪ Quelques anciens bâtiments agricoles de caractère ayant perdu leur vocation originelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Préserver le patrimoine bâti caractéristique d'une commune du Pays de Caux</li> <li>⇒ Identifier les constructions qui contribuent à l'identité communale</li> <li>⇒ Permettre le changement de destination des anciens bâtiments agricoles à la périphérie de la commune</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une gestion réfléchie de la croissance urbaine encadrée par le POS</li> <li>▪ Un potentiel foncier optimisé par l'ancien document d'urbanisme</li> <li>▪ Des formes urbaines denses pour une commune au caractère périurbain</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels</li> <li>⇒ Penser l'urbanisation de la commune à partir de l'enveloppe urbaine existante</li> <li>⇒ Envisager des formes urbaines denses et peu consommatrices d'espaces</li> </ul>
FAIBLESSES	BESOINS
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Certaines formes urbaines consommatrices d'espace</li> <li>▪ Un développement urbain qui s'est essentiellement organisé en extension urbaine vers les espaces agricoles et/ou naturels (21,3 ha tous postes confondus)</li> <li>▪ Quelques clos-masures qui ont perdu leur vocation agricole et leur identité « cachoise »</li> <li>▪ Une organisation ancienne en village-rue toujours prégnante le long de la RD.6015</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Limiter l'étalement urbain et la consommation d'espaces agricoles et naturels en mettant en œuvre le principe de densification</li> <li>⇒ Prévoir une stratégie de valorisation de l'existant</li> <li>⇒ Envisager l'épaississement des espaces urbains autour du cœur de bourg</li> <li>⇒ Préserver les coupures d'urbanisation</li> </ul>



## 3- Environnement socio-économique

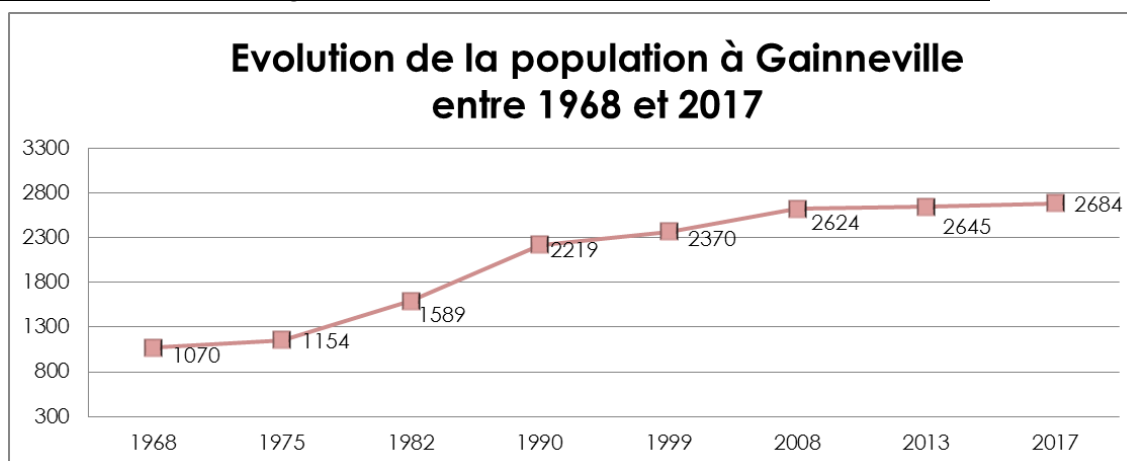
### 3-1- Evolution démographique

#### 3-1-1- Tendances démographiques

La population de la commune de Gainneville au recensement général de la population de 2013 s'élevait à 2 645 habitants. Selon les dernières données communales, la population a très peu évolué au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (2 684 habitants).

La commune a connu une croissance démographique considérable entre 1968 et 1990, sa population passant **de 1 070 à 2 219 individus**.

**Figure 38 : L'évolution démographique de la commune de Gainneville (1968-2017)**



Trois périodes d'évolution distinctes sont à mettre en évidence depuis environ 50 ans :

- ✓ Entre **1968 et 1975**, la population a légèrement augmenté, passant de 1 070 à 1 154 habitants (+84 habitants en 7 ans) ;
- ✓ Entre **1975 et 1990**, la population a été multipliée par 2, passant de 1 154 à 2 219 habitants (+1 065 habitants en 15 ans) ;
- ✓ **Depuis 1990**, la commune connaît une stabilisation de la population avec une progression lente (+465 habitants en 26 ans).

**Figure 39 : Les facteurs d'évolution démographique à Gainneville**

#### POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013
Variation annuelle moyenne de la population en %	1,1	4,7	4,3	0,7	1,1	0,2
due au solde naturel en %	0,6	0,7	0,7	0,7	0,5	0,7
due au solde apparent des entrées sorties en %	0,5	4,0	3,6	0,0	0,6	-0,5
Taux de natalité (‰)	15,2	13,5	13,6	11,0	10,8	10,3
Taux de mortalité (‰)	9,2	6,8	6,7	3,7	5,5	3,3

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2015.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2008 et RP2013 exploitations principales - État civil.

Les taux de croissance annuels moyens de la population observés sur les différentes périodes statistiques confirment les principaux rythmes d'évolution constatés.

D'après les ressources INSEE, les évolutions démographiques de 1975 à 1990 et de 1999 à 2008 résultent davantage de **l'attractivité résidentielle** que du solde naturel. Les croissances démographiques observées de 1968 à 1975, de 1990 à 1999 et de 2008 à 2013 apparaissent comme étant liées au **solde naturel**.

Cette attractivité résidentielle s'explique notamment par le développement du centre-bourg et notamment par la réalisation des nombreux lotissements de Gainneville dans les années 1970-80 et 2000.

Le ralentissement de la croissance démographique est révélateur d'un moindre développement urbain de Gainneville. En effet, les potentialités foncières du POS ont toutes été consommées, à l'exception du secteur NA au Sud des espaces résidentiels, qui nécessitait une procédure d'évolution du document d'urbanisme.

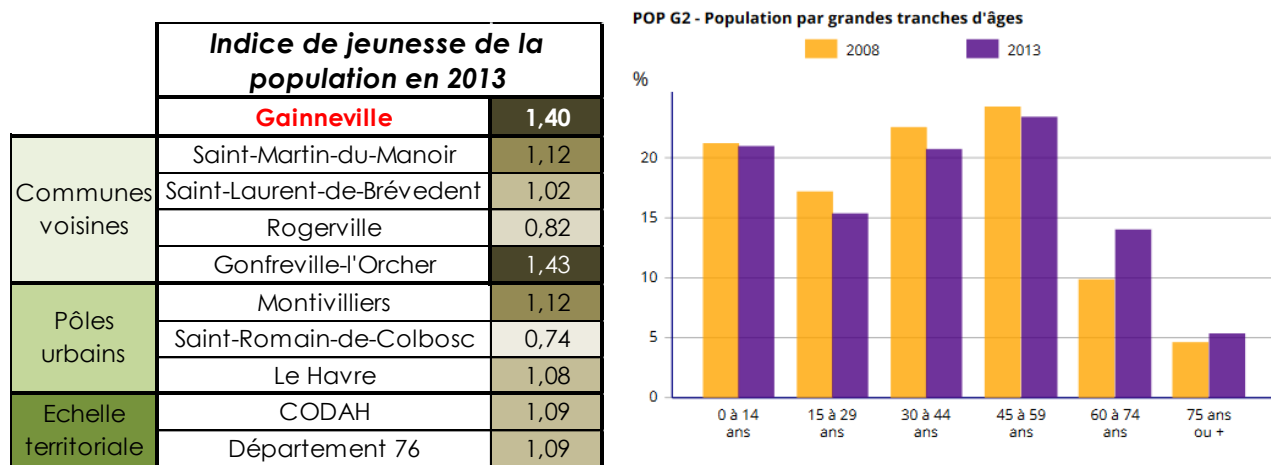
### 3-1-2- La structure par âge de la population

L'analyse de la structure par âge de la population de Gainneville permet d'observer qu'en **2013**, la tranche d'âge la plus représentée sur la commune était les **30 - 59 ans**. De façon, générale, les tranches d'âges des **0 - 59 ans** sont légèrement en baisse tandis que les classes d'âge des **60 ans et +** sont en augmentation.

La forte poussée démographique entre 1975 et 1990 se retrouve aujourd'hui dans la pyramide des âges de la commune, qui connaît un glissement des tranches d'âges. Ainsi, les jeunes ménages qui se sont installés sur la commune dans les années 1970-80 se retrouvent aujourd'hui dans les classes d'âges supérieures à 60 ans. La répartition par classes d'âge de la population montre une augmentation de la part des classes d'âges supérieures à 60 ans, ce qui traduit un certain vieillissement de la population.

Selon l'INSEE, environ **27%** des Gainnevillais ont **moins de 20 ans** en 2013. Cette proportion s'élève à 26,6% pour le Département de Seine-Maritime et à 27,1 % pour la CODAH.

**Figure 40 : La répartition par âge de la population de Gainneville**



L'indice de jeunesse de Gainneville (nombre des moins de 20 ans divisé par le nombre des plus de 60 ans) est relativement élevé (1,40 en 2013) en comparaison avec les communes voisines.

**Il semble donc que la population de Gainneville soit jeune, bien que vieillissante.**

### 3-1-3- La taille des ménages

Conformément à la tendance nationale, depuis plusieurs décennies, la taille des ménages diminue sur Gainneville. On constate un phénomène sociétal de **desserrement des ménages**, lié à plusieurs facteurs comme le vieillissement de la population ou l'augmentation de la proportion de familles monoparentales. La décohabitation peut être aussi liée au départ des jeunes adultes du foyer familial, aux divorces, aux décès et au départ de jeunes retraités vers d'autres régions.

Ce phénomène est observable à l'échelle de la CODAH, passant de 3,16 individus par ménage en 1968 à 2,21 en 2013. **Il se vérifie également sur Gainneville, passant de 3,54 à 2,80 sur la même période.**

**Figure 41 : l'évolution de la taille des ménages**

<b>Evolution de la taille des ménages à Gainneville</b>						
1968	1975	1982	1990	1999	2007	2013
3,54	3,35	3,32	3,33	3,14	2,99	2,80
<b>Evolution de la taille des ménages au sein de la CODAH</b>						
1968	1975	1982	1990	1999	2007	2013
3,16	3,00	2,79	2,65	2,48	2,30	2,21
<b>Evolution de la taille des ménages dans le département 76</b>						
1968	1975	1982	1990	1999	2007	2013
3,26	3,06	2,83	2,69	2,51	2,37	2,28

<b>Taille des ménages en 2013</b>		
Communes voisines	<b>Gainneville</b>	<b>2,80</b>
	Saint-Martin-du-Manoir	2,70
	Saint-Laurent-de-Brévedent	2,60
	Rogerville	2,77
	Gonfreville-l'Orcher	2,52
Pôles urbains	Montivilliers	2,47
	Saint-Romain-de-Colbosc	2,38
	Le Havre	2,15
Echelle territoriale	CODAH	2,23
	Département 76	2,30

Dans le cadre des projections démographiques, il s'agira de prendre en considération cet élément pour adapter le besoin en logements au projet communal.

**La taille des ménages estimée en 2017 pour Gainneville serait de l'ordre de 2,77 individus par ménage.**

## 3-2- Evolution du parc de logements

### 3-2-1- Les grandes tendances d'évolution

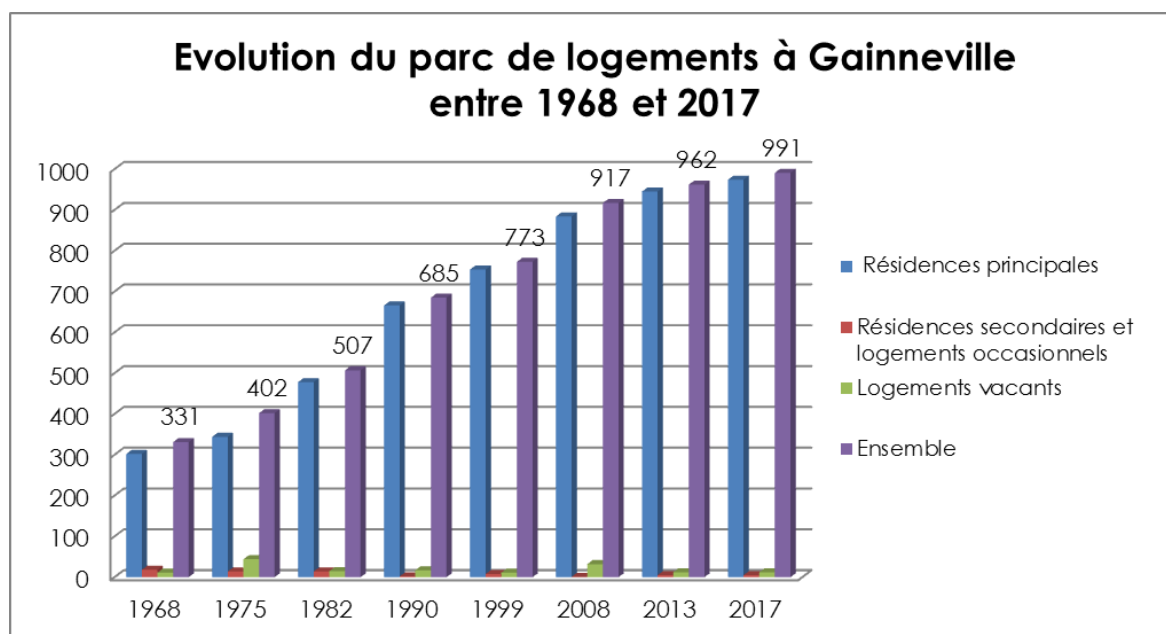
Selon les données de l'INSEE, le nombre de résidences principales en 1968 était de 302 pour 1 070 habitants. En 2013, la commune comptait 962 logements, dont 945 résidences principales, pour 2 645 habitants. Cette évolution témoigne de la politique ambitieuse d'aménagement du territoire menée à Gainneville dans les années 1970-80.

En 2013, les résidences principales représentent 98,2% du parc de logements de la commune.



**Figure 42 : L'évolution des différents types de logements à Gainneville depuis 1968**

L'évolution du parc de logements sur Gainneville entre 1968 et 2017								
	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2017
Résidences principales	302	344	478	666	754	884	945	974
Résidences secondaires et logements occasionnels	18	14	14	2	8	1	5	5
Logements vacants	11	44	15	17	11	32	12	12
Ensemble	331	402	507	685	773	917	962	991



D'une manière générale, le nombre de résidences secondaires diminue depuis 1975 et reste faible avec un niveau autour de 5 logements secondaires en 2013. Cette faible proportion confirme avant tout la vocation résidentielle de Gainneville.

**Figure 43 : La part des logements vacants en 2013**

Taux de vacance des logements en 2013 (en %)		
<b>Gainneville</b>		<b>1,3</b>
Communes voisines	Saint-Martin-du-Manoir	2,3
	Saint-Laurent-de-Brévedent	7,3
	Rogerville	1,7
	Gonfreville-l'Orcher	1,9
Pôles urbains	Montivilliers	3,7
	Saint-Romain-de-Colbosc	7,4
	Le Havre	9,3
Echelle territoriale	CODAH	8,0
	Département 76	7,1

Le parc de logements vacants diminue depuis quelques années (32 en 2008 ; 12 en 2013). Le taux de vacance reste toute de même faible à Gainneville, de l'ordre de 1,3% en 2013.

A l'échelle intercommunale, ce taux s'élève à 8% (CODAH) et à 7,1% au niveau départemental.

### 3-2-2- La structure du parc de logements

En 2013, 95,4% des logements sur la commune correspondent à des maisons (pavillons individuels, maisons jumelées, etc.). 43 appartements étaient également dénombrés à Gainneville. 84,1% des Gainnevillais sont propriétaires de leur logement pour 14,9% de locataires.

**Figure 44 : La part de ménages en location dans le parc de logements**

Part des ménages locataires en 2013		
Gainneville		
Communes voisines	Saint-Martin-du-Manoir	5,1
	Saint-Laurent-de-Brévedent	6,3
	Rogerville	10,5
	Gonfreville-l'Orcher	63,1
Pôles urbains	Montivilliers	40,6
	Saint-Romain-de-Colbosc	43,4
	Le Havre	59,0
Echelle territoriale	CODAH	53,4
	Département 76	45,6

La proportion de ménages locataires à Gainneville est relativement faible par rapport à la part des locataires dans les communes proches, notamment Gonfreville-l'Orcher.

A l'échelle des pôles urbains (40,6% à Montivilliers, 43,4% à Saint-Romain-de-Colbosc et 59% au Havre), de la CODAH (53,4%) et du Département (45,6%), la part des ménages locataires de Gainneville en 2013 est très faible (14,8%).

**Il est à noter que ces chiffres ne tiennent pas compte de la construction de la Résidence du Stade en 2016, qui comprend aujourd'hui 25 appartements en location supplémentaires.**

Toutefois, les élus souhaitent développer l'offre locative sur la commune, qui s'est peu développée durant les dernières années.

Cependant, le profil périurbain de la commune de Gainneville, qui accueille, depuis plusieurs décennies, des ménages recherchant à acquérir une maison individuelle avec jardin à proximité des pôles urbains et des commerces et services de proximité, est toujours valable aujourd'hui et le logement individuel représente encore une part importante du parc de logement de la commune.



Le parc immobilier étant majoritairement composé de maisons individuelles (95,4% du parc), la taille des logements est relativement importante. Les **grands logements** – 4 pièces et plus – sont donc surreprésentés sur la commune et composent **87,6%** du patrimoine immobilier. A l'inverse les **petits logements** – 3 pièces et moins – sont peu nombreux, et représentent pour **12,4%** des constructions.

**Figure 45 : La taille des résidences principales dans le parc de logements**

LOG T2 - Catégories et types de logements				
	2013	%	2008	%
<b>Ensemble</b>	<b>962</b>	<b>100,0</b>	<b>917</b>	<b>100,0</b>
Résidences principales	945	98,2	884	96,4
Résidences secondaires et logements occasionnels	5	0,5	1	0,1
Logements vacants	12	1,2	32	3,5
Maisons	918	95,4	873	95,1
Appartements	43	4,5	44	4,8

Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

**LOG T4 - Nombre moyen de pièces des résidences principales**

	2013	2008
<b>Ensemble des résidences principales</b>	<b>4,8</b>	<b>4,8</b>
maison	4,9	4,9
appartement	3,1	3,4

Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

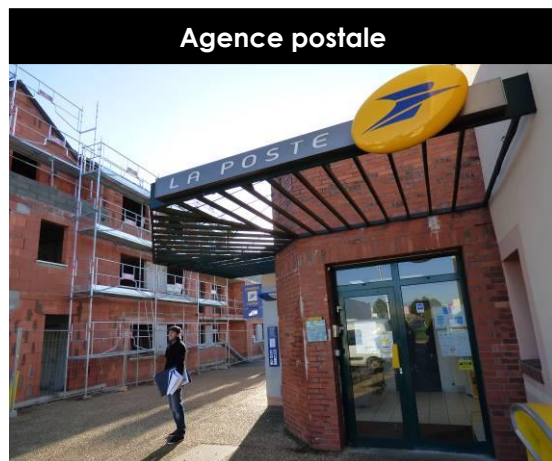
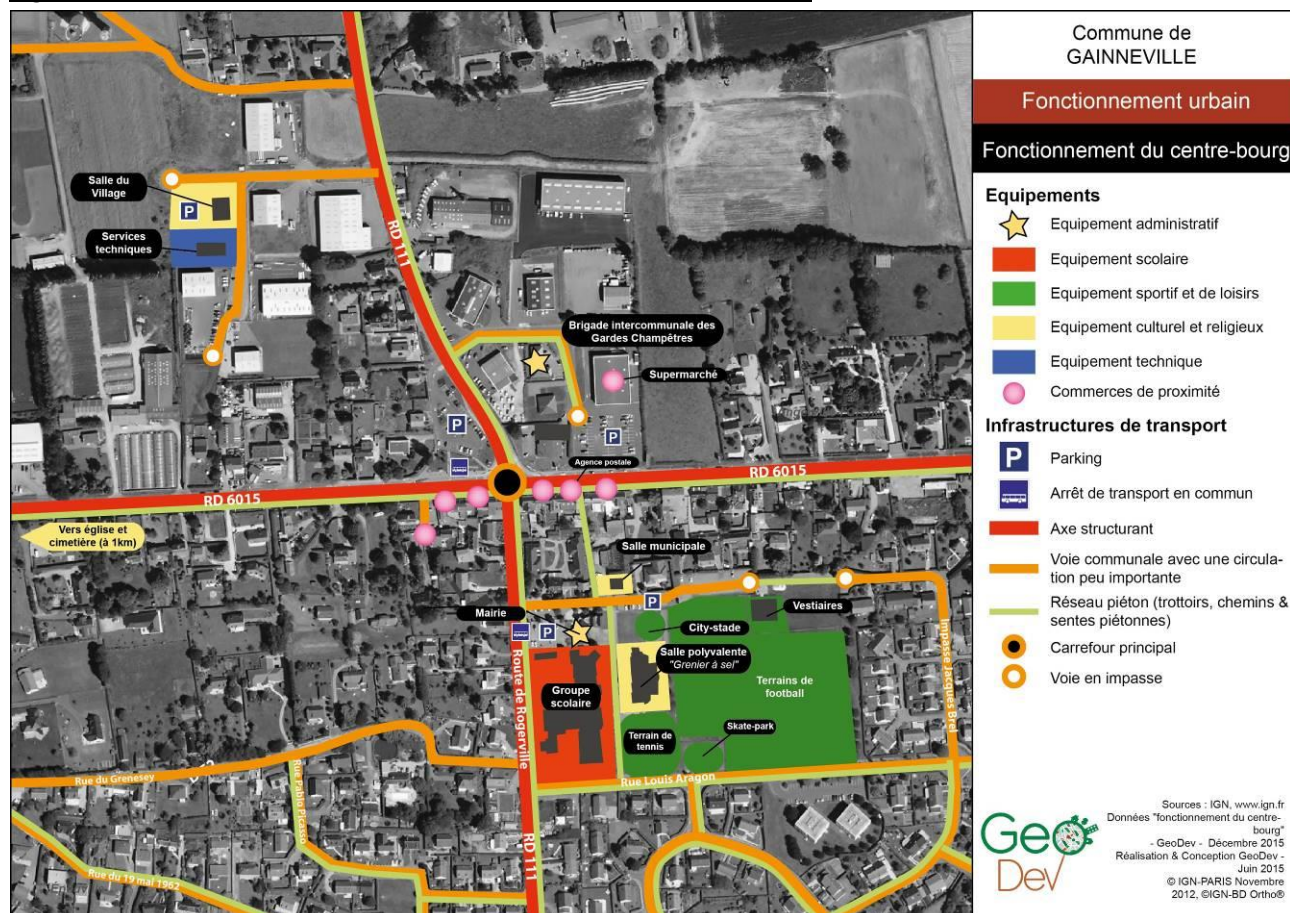
L'équipe municipale a conscience de la nécessité de proposer une offre de logements diversifiée pour conserver l'attractivité résidentielle de la commune et satisfaire les besoins de toutes les populations.

### 3-3- Vie sociale

#### 3-3-1- Les équipements publics

Les équipements publics sont principalement organisés dans le **centre-bourg** de Gainneville, qui regroupe les équipements administratifs (**mairie** et **agence postale**).

**Figure 46 : Localisation des équipements publics à Gainneville**





Les services techniques de la mairie sont situés au sein du Clos des Perdrix, au Nord de la RD.6015. En ce qui concerne les **équipements scolaires**, le groupe scolaire Louis Aragon (école maternelle et école élémentaire) est situé au Sud de la mairie. Les équipements peuvent accueillir 300 enfants. Récemment, le logement de fonction et le bâtiment provisoire de l'école maternelle ont été démolis. Depuis la rentrée 2016-2017, les élèves de l'école maternelle sont accueillis dans de nouveaux locaux, comprenant la salle de cours, la salle de repos, les sanitaires et la salle des professeurs. Des locaux périscolaires ont également été construits.

Un service de **restauration municipale** est assuré à Gainneville. Des aménagements et extensions de la structure (cuisine et sanitaires élémentaires) ont également été mis à disposition des élèves et du personnel au 2<sup>ème</sup> trimestre 2017.



Les collégiens sont rattachés à Harfleur (Pablo Picasso) et les lycéens à Montivilliers (Jean Prévost).

La commune dispose de **quatre salles polyvalentes** :

- ✓ La salle du village est située au Clos des Perdrix, à proximité des services techniques et peut accueillir jusqu'à 99 personnes. Cette salle est notamment utilisée pour les locations privées ;
- ✓ Le Grenier à Sel, située derrière la mairie, peut accueillir environ 350 personnes (200 places assises) ;
- ✓ La salle municipale, récemment livrée, est située à proximité de la mairie et de l'école ;
- ✓ Une autre salle est aménagée à la Plaine de la Paix.

Ces salles sont utilisées pour l'organisation de manifestations communales.

Une nouvelle salle, la Maison des Associations, a été récemment livrée à la municipalité. Elle permettra d'accueillir les différentes associations de la commune.

La commune est également dotée **d'équipements sportifs et de loisirs** proposant une diversité d'activités :

- ✓ City-stade ;
- ✓ 2 terrains de football avec vestiaires ;
- ✓ 2 terrains de tennis ;
- ✓ Skate-park ;
- ✓ Terrain de pétanque ;
- ✓ Bibliothèque.

Certains équipements, aujourd'hui situés derrière la mairie, seront prochainement réimplantés à la Plaine de la Paix. D'autres équipements, tels qu'une salle omnisport, viendront compléter ce nouveau pôle sportif à la Plaine de la Paix.

Compte-tenu des nombreuses activités sportives et associations installées à Gainneville, les équipements sportifs de la commune n'étaient plus adaptés ou conformes pour accueillir les différentes activités. Ces nouveaux équipements permettront à la commune de répondre à la forte

demande des associations et des gainnevillais. Il est à noter que la Plaine de la Paix étant en limite de Rogerville, ces équipements pourront être mutualisés avec la commune voisine.

Jusqu'à présent, la Plaine de la Paix était utilisée pour l'accueil de manifestations communales. Après l'aménagement du pôle sportif sur la partie Ouest de la Plaine de la Paix, le terrain à l'Est restera en prairie et permettra d'accueillir les manifestations communales (fête de la Saint-Jean, vide-grenier, etc.) et le centre de loisirs (campement, pique-nique, jeux en plein air, etc.).



**Eglise Saint-Pierre**

Il faut ajouter à cette liste **l'église Saint-Pierre** située dans le centre-bourg et **le cimetière** au Nord de l'église. Il sera nécessaire de prévoir une extension de ce dernier à l'échelle temporelle du PLU, sur un terrain sous maîtrise foncière communale déjà identifié.

### **3-3-2- Les associations**

S'appuyant sur ses équipements sportifs et culturels, de nombreuses associations interviennent sur le territoire de Gainneville pour animer la vie sociale et quotidienne :

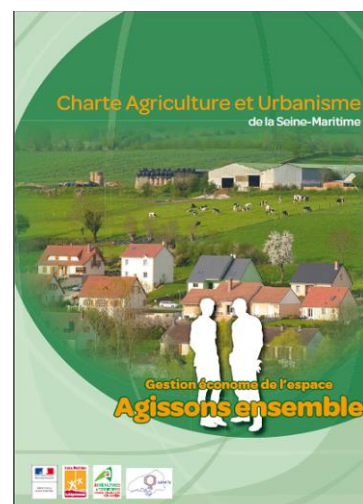
- ✓ **Amicale des Anciens Combattants** : Evènements / commémoration ;
- ✓ **Club Gainnevillais de Danse Sportive** : Sport ;
- ✓ **Club des Lilas Blancs** : Animation ;
- ✓ **Culture Loisirs Gainnevillais** : Loisirs ;
- ✓ **Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Algérie** : Evènements / commémoration ;
- ✓ **GAC Football** : Sport ;
- ✓ **Kö Taaba Nusi** : Coopération / Solidarité ;
- ✓ **Starsystem Events'n Caux** : Photographie ;
- ✓ **Tennis Club** : Sport ;
- ✓ **Tours 2 Tables** : Animation.

## **3-4- Economie**

### **3-4-1- L'activité agricole**

La loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche du 27 juillet 2010 vise à renforcer l'action en faveur de la préservation du foncier, notamment par la création d'une commission départementale de consommation des espaces agricoles. Elle complète la loi dite "Grenelle 2" du 12 juillet 2010 qui confirme et renforce la lutte contre l'étalement urbain et la recherche d'un aménagement économe de l'espace au travers des documents de planification.

Dans ce contexte, les acteurs locaux de Seine-Maritime (Etat, Chambre d'Agriculture, Département et Association Départementale des Maires) ont signé le 12 février 2011 une « **Charte Agriculture et Urbanisme** » qui vise à encourager un travail de réflexion, d'échanges et de proposition sur la problématique du foncier.



Ce document affirme solennellement l'engagement des signataires autour de quatre grands principes et un plan d'actions partagé :

- ✓ **intégrer l'agriculture dans les réflexions d'urbanisme ;**
- ✓ gérer l'espace de manière économe ;
- ✓ préserver l'activité et les espaces agricoles ;
- ✓ concilier agriculture et urbanisation.

Ce document comporte une orientation visant à réaliser systématiquement un **diagnostic agricole** préalablement à l'élaboration tout document d'urbanisme.

Il constitue un élément obligatoire du rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme, en application des dispositions de l'article L.151-4 du Code de l'Urbanisme.

Afin de prendre en compte tous les enjeux liés à l'agriculture, ce diagnostic doit être exhaustif et précis, en identifiant toutes les activités agricoles existantes sur le territoire communal.

**Le diagnostic agricole de Gainneville a été réalisé par la Chambre d'Agriculture de Seine-Maritime en décembre 2015** dans les locaux de la Mairie de Gainneville, en présence des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur la commune.

L'enquête a été menée à partir de données recueillies auprès des exploitants agricoles en 2015 et par une comparaison avec les chiffres issus des Recensements Généraux Agricoles de 2000 et 2010.

**Figure 47 : Surface Agricole Utile (SAU) de Gainneville**

	2000 (RGA)	2010 (RGA)	2013 (CA 76)
<b>SAU communale</b>	236 ha	Non disponible	335 ha

La commune s'étend sur une superficie totale de 465 hectares, dont **335 ha sont utilisés par l'agriculture** en 2013 (soit 72% du territoire), ce qui la place au-dessus de la moyenne départementale (63% en 2010) et met en évidence le **caractère agricole** de cette commune périurbaine (emprises importantes de l'urbanisation et des infrastructures).

Près de **72% du territoire communal** est donc lié à l'exploitation agricole des terres. Ainsi, en 2010, **56% des terres agricoles de la commune sont cultivés** (soit 161 hectares) et **40% sont en prairie**.

En 2015, ont été recensés sur le territoire communal :

- 4 exploitations agricoles ayant leur siège sur le territoire communal, dont 1 maraîcher ;
- 14 exploitants extérieurs.

Les 4 exploitations de la commune utilisent **284 hectares** sur la commune soit **85% des surfaces agricoles communales**. Les 14 exploitants qui possèdent leur corps de ferme sur des communes limitrophes à Gainneville, voire plus éloignées, exploitent ainsi 15% des surfaces agricoles de la commune.





Selon les données issues du Recensement Général Agricole de 2010, il y avait **6 sièges principaux** à Gainneville. Ainsi, on notera que **le nombre d'exploitations gainnevillaises a légèrement diminué** par rapport à 2010. Il est également en baisse par rapport aux nombre d'exploitations agricoles recensées en 1979, 1988 et 2000 (12 exploitations professionnelles d'après le Recensement Général Agricole de 1979, 8 en 1988 et 6 en 2000).

La Surface Agricole Utilisée moyenne des exploitations dont le siège est implanté à Gainneville s'élève à **78 hectares en 2000** et **84 hectares en 2015**. Cela dénote une augmentation de la taille des structures agricoles professionnelles sur la commune.

### **Statut des exploitations :**

Sur les 4 exploitations recensées, on dénombrait en 2015 :

- ✓ 2 exploitations en **Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée (EARL)** ;
- ✓ 1 exploitation en **Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC)** ;
- ✓ 1 exploitation en **individuel**.

### **Pérennité des exploitations :**

D'après l'enquête agricole de 2015, la pérennité de 2 exploitations agricoles sur les 4 ayant leur siège sur le territoire communal ne semble pas assurée, soit du fait d'un cadre sociétaire précaire, soit du fait de l'âge du chef d'exploitation.

### **L'emploi lié à l'activité agricole :**

Sur les 4 exploitations professionnelles recensées ayant leur siège social sur la commune, on dénombre 5 exploitants et 2 salariés en 2015.

### **Classement des exploitations :**

Des distances minimales de constructions doivent être respectées autour des bâtiments d'élevage et des annexes des exploitations selon la réglementation en vigueur : 100 mètres vis-à-vis des habitations en cas de régime ICPE (déclaration), 50 mètres en cas de soumission au Régime Sanitaire Départemental.

En 2015, 3 exploitations sur les 4 recensées relevaient du Règlement Sanitaire Départemental. Ainsi des périmètres de distanciation seront à appliquer à la périphérie des bâtiments agricoles de ces exploitations concernées :

⇒ **50 mètres** si l'exploitation relève du Règlement Sanitaire Départemental.

Aucune exploitation ne relève du régime des installations classées. Il est à noter que le 4<sup>ème</sup> siège est une exploitation maraîchère.

**On notera que la plupart des exploitations sont en contact direct avec les secteurs bâtis.**

**Le diagnostic agricole complet est annexé au dossier de PLU.**



Gainneville – Révision du POS en PLU – Rapport de présentation – Vol 1





Gainneville – Révision du POS en PLU – Rapport de présentation – Vol 1





### 3-4-2- Commerces et artisanat sur la commune

La commune compte 103 entreprises sur son territoire (hors activités agricoles) dont :

- ✓ 11 commerces de proximité (2 boulangerie-pâtisseries, 1 restaurant, 2 salons de coiffure, 1 tatoueur, 1 boucherie, 1 supermarché Leader Price (environ 1000 m²), 1 maraîcher, 1 esthéticienne) ;
- ✓ 7 activités de santé et praticiens médicaux (1 pharmacie, 3 médecins généralistes, 2 cabinets de soins, 1 maison de repos).



Ces commerces et services de proximité sont relativement concentrés, principalement sur la rive Sud de la RD.6015, autour du carrefour RD.111 – RD.6015. Le maintien d'une offre commerciale de proximité diversifiée fait partie des priorités d'action de l'équipe municipale. A ce titre, la commune a porté l'ouverture de la boucherie au rez-de-chaussée de la Résidence du Stade en 2016.

Les Gainnevillais bénéficient en plus de la proximité des polarités commerciales de **Montivilliers (La Lézarde)** et de **Gonfreville-l'Orcher (Parc de l'Estuaire)** pour leurs besoins de consommation du quotidien.

La commune accueille également une diversité d'**activités artisanales** et de **services divers** sur l'ensemble de son territoire : centre équestre, entreprises de travaux, entreprises de transport, industrie, garage automobile et autres entreprises. De nombreuses entreprises sont implantées dans les deux zones d'activités de Gainneville, au Nord de la RD.6015 : le Clos des Perdrix et la zone d'activités de la Briqueterie. On y trouve principalement des bureaux, entrepôts, artisans et commerces. Sur l'ensemble des deux zones d'activités, il reste un seul potentiel foncier disponible : un terrain d'environ 1 ha enclavé le long de la RD.6015, à l'Est du supermarché Leader Price.



En dehors des deux zones d'activités, plusieurs entreprises sont implantées le long de la RD.6015 afin de bénéficier de l'effet vitrine de cette infrastructure routière. Deux entreprises de vente de caravanes sont notamment localisées à la Queue du Grill et en direction des Cambrettes (Sente des Meuniers), au sein de secteurs à vocation résidentielle.





**Figure 50 : Les entreprises implantées à Gainneville**

**DEN T5 - Nombre d'établissements par secteur d'activité au 1er janvier 2015**

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>114</b>	<b>100,0</b>
Industrie	7	6,1
Construction	19	16,7
Commerce, transport, hébergement et restauration	42	36,8
Services aux entreprises	21	18,4
Services aux particuliers	25	21,9

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Il est à noter que **quelques friches commerciales** ou emprises foncières commerciales non utilisées sont répertoriées sur la commune :

- Ancien site Zoé Confetti, près du centre pénitentiaire de Saint-Aubin-Routot) – 8000 m<sup>2</sup> ;
- Site Deschamps, à la Queue du Grill – 4000 m<sup>2</sup> ;
- Restaurant chinois « Les Délices du Bonheur » - 1070 m<sup>2</sup> ;
- Auto-Caz, à proximité du centre de santé des Jonquilles – 5200 m<sup>2</sup>.



Si certains sites ont pu être réinvestis par l'activité économique, comme l'ancienne friche « Tendance Rénovation » reprise par les Designers du Feu en 2016, l'équipe municipale souhaite réfléchir aux choix réglementaires les plus adaptés à chaque situation pour permettre leur résorption dans les prochaines années :

- Permettre la reprise des friches par de nouvelles entreprises, via un zonage réglementaire adapté dans le document d'urbanisme ;
- Rendre possible la reconversion de ces sites à vocation résidentielle, en fonction de leur insertion dans le fonctionnement urbain de la commune.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et n'a pas de valeur réglementaire. Elle vise principalement à mentionner les sites qui s'étendent sur une emprise foncière relativement conséquente et qui pourraient potentiellement être l'objet d'une reconversion pour un autre usage, notamment résidentiel.



### 3-4-3- L'activité touristique

A quelques kilomètres des sites touristiques de la Côte d'Albâtre (Etretat, Yport, Fécamp, etc.), Gainneville dispose de quelques atouts touristiques comme son réseau de chemins de randonnée relativement développé, ses paysages cauchois marqués, etc.

Toutefois, aucune offre d'hébergements touristiques n'est développée le territoire gainnevillais.

### 3-4-4- L'emploi

En 2013, et selon l'INSEE, à Gainneville, la **population active** représentait environ **73,8%** de la population, dont 67,2% d'actifs ayant un emploi et 6,6% de chômeurs. Les valeurs observées relatives aux actifs sur Gainneville sont similaires à celles de l'échelle de la CODAH et du département de Seine-Maritime. Cependant, le taux de chômage est beaucoup plus faible à Gainneville qu'à l'échelle de la CODAH et du département de Seine-Maritime.

**Figure 51 : La répartition de la « population active / inactive » à Gainneville**

	Population active en 2013		
	Gainneville	CODAH	Seine-Maritime
Actifs en %	73,80%	70,20%	71,50%
Actifs avec emploi	67,20%	57,30%	61,30%
Chômeurs	6,60%	12,90%	10,60%
Inactifs	26,20%	29,80%	28,10%

L'INSEE met à disposition un outil statistique appelé « *indicateur de concentration d'emplois* », qui met en évidence le nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

**Figure 52 : L'indicateur de concentration d'emplois à Gainneville**

	Emploi et Activités en 2013		
	Gainneville	CODAH	Département 76
Nombre d'emplois sur la zone	548	102 668	504 619
Actifs ayant un emploi résident sur la zone	1190	87 294	469 585
Indicateur de concentration d'emploi	46,1	117,6	101,6

L'indicateur de concentration d'emplois s'élevait à 46,1 en 2013 alors qu'il était de 35,6 en 2008.

A l'échelle de la CODAH, ce chiffre se révèle largement inférieur (117,6 en 2013, soit 102 668 emplois au sein de l'intercommunalité). Cet indicateur de concentration d'emplois est révélateur du dynamisme économique des territoires. Comme déjà évoqué précédemment, une grande partie des Gainnevillais travaille sur le territoire de la CODAH ou sur les sites industrialo-portuaires proches (Port du Havre, vallée de Seine).

## Synthèse de l'environnement socio-économique

FORCES	BESOINS
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une croissance démographique qui tend à se ralentir après une période de forte augmentation (1975 – 2000)</li> <li>▪ Une commune attractive pour sa vocation résidentielle (taux de vacance très bas, ancienneté moyenne d'emménagement élevée)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Maîtriser la croissance démographique pour éviter les déséquilibres en équipements et en logements</li> <li>⇒ Augmenter la capacité du parc de logements tout en préservant le caractère champêtre et aéré de la commune</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une taille des ménages toujours importante malgré le phénomène de desserrement rapide</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Intégrer cette spécificité dans les objectifs démographiques du projet communal</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des types d'habitat en voie de diversification</li> <li>▪ Un parc de logements globalement récent</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Favoriser la mixité sociale</li> <li>⇒ Intégrer les objectifs de production de logements du PLH</li> <li>⇒ Adapter les formes urbaines aux besoins des futurs habitants</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un cœur de bourg qui centralise les principales fonctions urbaines</li> <li>▪ Une offre commerciale et de services de proximité</li> <li>▪ Une offre conséquente d'équipements culturels et de loisirs</li> <li>▪ Un tissu associatif développé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Structurer la tâche bâtie auprès des équipements et services</li> <li>⇒ Améliorer l'offre en équipements sportifs et culturels</li> <li>⇒ Pérenniser l'activité économique communale</li> <li>⇒ Faciliter les liens et les échanges entre les habitants</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une activité agricole toujours prégnante (4 exploitations recensées dont 1 maraîcher)</li> <li>▪ Une large majorité de la surface communale est dédiée à l'agriculture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Conforter l'activité agricole sur le territoire de Gainneville</li> <li>⇒ Permettre une évolution de la commune sans remettre en cause le fonctionnement de l'agriculture</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une proportion d'emplois relativement conséquente sur le territoire communal</li> <li>▪ Une commune est comprise dans le bassin d'emplois du Havre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Pérenniser l'activité économique communale</li> </ul>
FAIBLESSES	BESOINS
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une population jeune qui connaît un certain vieillissement</li> <li>▪ Une commune qui devrait sensiblement ressentir le phénomène sociétal de desserrement des ménages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Intégrer cette spécificité dans les objectifs démographiques du projet communal afin de le dimensionner en conséquence</li> <li>⇒ Attirer des jeunes ménages</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des logements de + en + grands pour des ménages de + en + petits</li> <li>▪ Des logements individuels consommateurs d'espace</li> <li>▪ Un parc de logements très homogène (maisons individuelles, en propriété)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Promouvoir des formes d'habitat adaptées aux parcours résidentiels</li> <li>⇒ Favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des sièges d'exploitation agricole localisés à proximité immédiate des zones d'habitat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Ne pas remettre en cause l'accessibilité des terres agricoles</li> <li>⇒ Ne pas contribuer au mitage de l'espace agricole</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Quelques friches d'anciennes activités économiques</li> <li>▪ Des besoins en déplacements assez importants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Envisager l'évolution de ces anciens sites économiques dans le document d'urbanisme</li> <li>⇒ Permettre la mixité des fonctions urbaines dans certains secteurs</li> <li>⇒ Créer de l'emploi sur le territoire communal</li> </ul>

## **4- Etat initial de l'environnement**

### **4-1- Milieu physique et patrimoine géologique**

#### **4-1-1- Climat**

D'une façon générale, Gainneville bénéficie d'un climat de type océanique tempéré et humide, qui peut être caractérisé par des hivers modérément froids et des étés tempérés. Les températures, en moyenne 11°C, peuvent être qualifiées de douces. L'ensoleillement moyen est de 1650 heures / an. Les précipitations annuelles moyennes sont de l'ordre de 850 mm. Les vents dominants sont de secteur Sud-Ouest et Ouest.

#### **4-1-2-Potentiel en énergies renouvelables**

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 impose à chaque région de mettre en œuvre un Schéma Régional Climat-Air-Énergie (SRCAE) afin de définir, pour leur territoire respectif, les grandes orientations et les objectifs à atteindre pour les horizons 2020 - 2050 en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de la demande d'énergie, lutte contre la pollution de l'air et adaptation au changement climatique. En Haute-Normandie, ce schéma a été arrêté en mars 2013.

- **Potentiel solaire**

Le potentiel solaire en région Normandie semble modéré au regard de la durée moyenne d'ensoleillement annuel observée. En juin 2015, 5561 installations solaires étaient recensées en Haute-Normandie, pour une puissance de 54 MW. Concernant le développement des installations solaires, la DREAL préconisait en novembre 2014 le développement de cette énergie sur les zones en friche et les sites délaissés. Ce type de milieu est peu présent sur le territoire gainnevillais, où l'on recense néanmoins quelques installations solaires photovoltaïques et thermiques, qui relèvent d'initiatives privées (installations en toiture sur quelques logements).

- **Potentiel éolien**

Une annexe spécifique intitulée "schéma régional éolien terrestre" identifiant les parties du territoire haut-normand favorables au développement de l'énergie éolienne terrestre est intégrée au SRCAE de Haute-Normandie. Néanmoins, Gainneville est incluse dans les zones non propices à l'implantation de parcs éoliens.

- **Potentiel géothermie**

D'après une étude menée en 2011 par l'ADEME Normandie (État des lieux et perspectives de développement de la filière géothermie en Haute Normandie), plusieurs aquifères favorables à l'exploitation de cette ressource sont présentes dans la région. Pour le sous-sol, la région possède un potentiel géothermique très basse température équivalent à celui de la région parisienne ou de la Picardie pour les couches concernées (nappe de la craie en particulier). Il est très largement sous-exploité compte tenu de la ressource.

Cette ressource n'est pas exploitée à Gainneville.



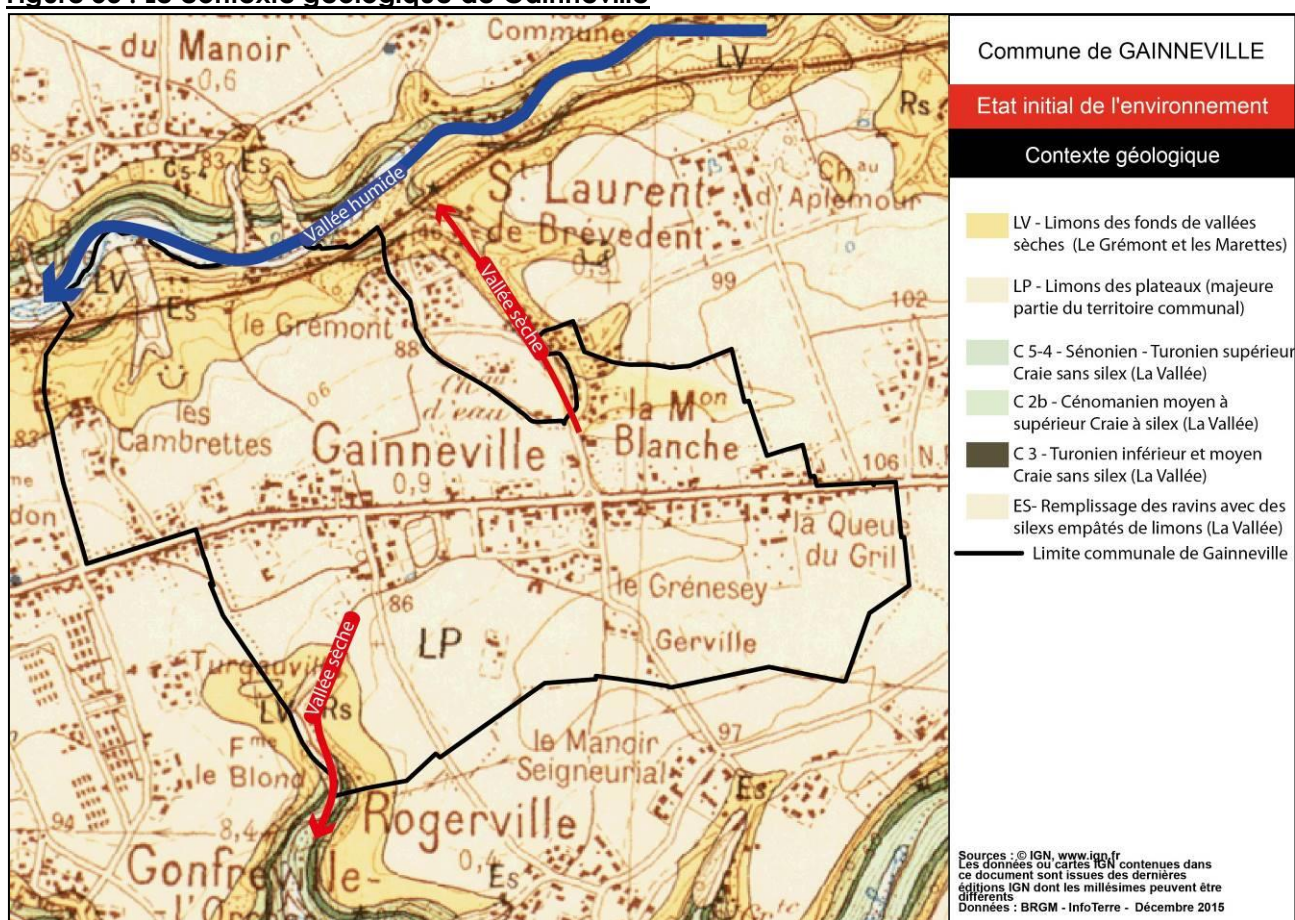
### 4-1-3- Géomorphologie et pédologie

Le territoire de Gainneville est situé dans l'espace de la Pointe de Caux, à environ 11 kilomètres du littoral de la Manche. Les sols de la commune présentent les caractéristiques pédologiques du Pays de Caux. Ils sont composés d'une épaisse couche de limons (1 à 2 mètres de profondeur). Dans les fonds de talweg de la commune, les sols sont composés d'un mélange d'argile à silex, de craie et de limons.

Le point le plus bas est localisé au Bois des Marettes (74 mètres) et le plus haut est situé à au Sud-Ouest du centre-bourg (105 mètres). L'organisation topographique de la commune propose 2 configurations de relief :

- ✓ Une ligne de crête au centre de la commune, le long e la RD.6015 ;
- ✓ Un bassin versant de chaque côté de cette crête, vers Saint-Laurent-de-Brévedent, au Nord et vers Gonfreville-l'Orcher et l'Estuaire de la Seine, au Sud.

**Figure 53 : Le contexte géologique de Gainneville**



De ces caractéristiques géologiques découlent des risques d'effondrement qui ont des incidences sur la mécanique des sols. En effet, la commune de Gainneville a connu d'une part, l'exploitation de la marne, dont les puits d'extraction ne sont pas toujours connus de façon exhaustive. D'autre part, ces éléments crayeux possèdent des propriétés favorisant leur érosion ou leur dissolution au contact de l'eau notamment, favorisant ainsi les possibilités d'effondrement (phénomènes karstiques).

## 4-1-4- Eau et assainissement

### 4-1-4-1- L'eau potable

Gainneville est membre de la CODAH, qui gère les questions d'adduction d'eau potable et d'assainissement dans les 17 communes de l'EPCI et :

- ✓ **veille** à ce que l'eau soit, tant en quantité qu'en qualité, conforme aux besoins des habitants et des entreprises ;
- ✓ **organise** la collecte et le traitement des eaux usées et pluviales ;
- ✓ **poursuit** son action renforcée de lutte contre les inondations.

Sur le territoire de la CODAH, il existe une grande diversité dans les modes de gestion des services d'eau potable. A Gainneville, l'eau potable est produite et distribuée par la **CODAH**. Ce service est assuré par une gestion en régie.

L'eau potable, consommée par les abonnés de la commune de Gainneville, provient des captages de **Saint-Laurent-de-Brévedent**, qui ne sont pas saturés et pourraient supporter de nouveaux branchements.

La qualité de l'eau de la commune est conforme aux normes l'Agence Régionale de la Santé de Haute-Normandie (ARS).

**Figure 54 : Bilan des unités de production de Saint-Laurent-de-Brévedent (bilan annuel CODAH - 2015)**

Saint-Laurent-de-Brévedent	
Volume réservé (m³/j)	40 000
Volume réservé sur 365 jours (m³)	14 600 000
Volume annuel produit (m³)	4 953 283

En 2015, 96 067 m³ d'eau potable ont été facturés aux 1 032 ménages abonnés de Gainneville.

La commune dispose d'un réservoir implanté au Nord du centre-bourg, au Catillon, qui permet d'assurer la stabilité en pression/débit de l'eau potable.

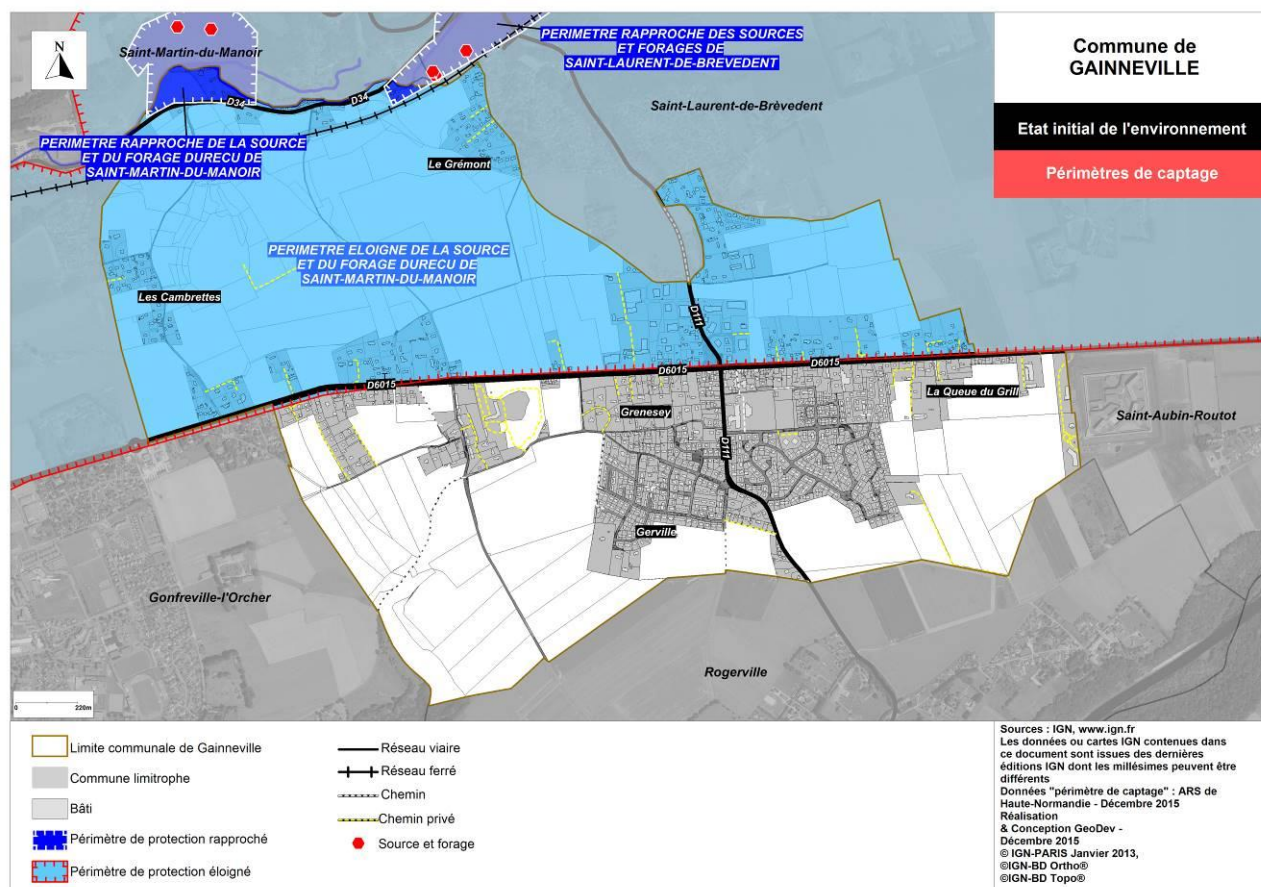


#### 4-1-4-2- La protection de la ressource en eau

Le territoire de Gainneville est concerné par les **périmètres de protection rapprochés et éloignés de la Source et du Forage Durecu de Saint-Martin-du-Manoir** et par le **périmètre rapproché des sources et forages de Saint-Laurent-de-Brévedent**.

Le périmètre éloigné concerne la totalité du Nord de la commune, depuis la RD.6015 ; les périmètres rapprochés concernent la Vallée (Source et Forage Durecu de Saint-Martin-du-Manoir). Des prescriptions relatives aux fuites et infiltrations d'eaux (pluviales et usées) doivent être respectées et certaines activités humaines sont interdites (carrières, etc.).

**Figure 55 : Périmètres de protection de captages à Gainneville**



Les lois Grenelle I et II indiquent que des **plans d'actions dans des zones délimitées** doivent être mis en œuvre pour assurer la **protection de 500 captages**, les plus menacés par les pollutions diffuses et d'une importance particulière pour l'approvisionnement actuel et futur. Le **captage de Saint-Laurent-de-Brévedent – La Payennière** fait partie des 20 captages retenus dans le département au titre du Grenelle de l'Environnement et des Conférences environnementales de septembre 2013 (qui augmente à 1000 le nombre de captages prioritaires).

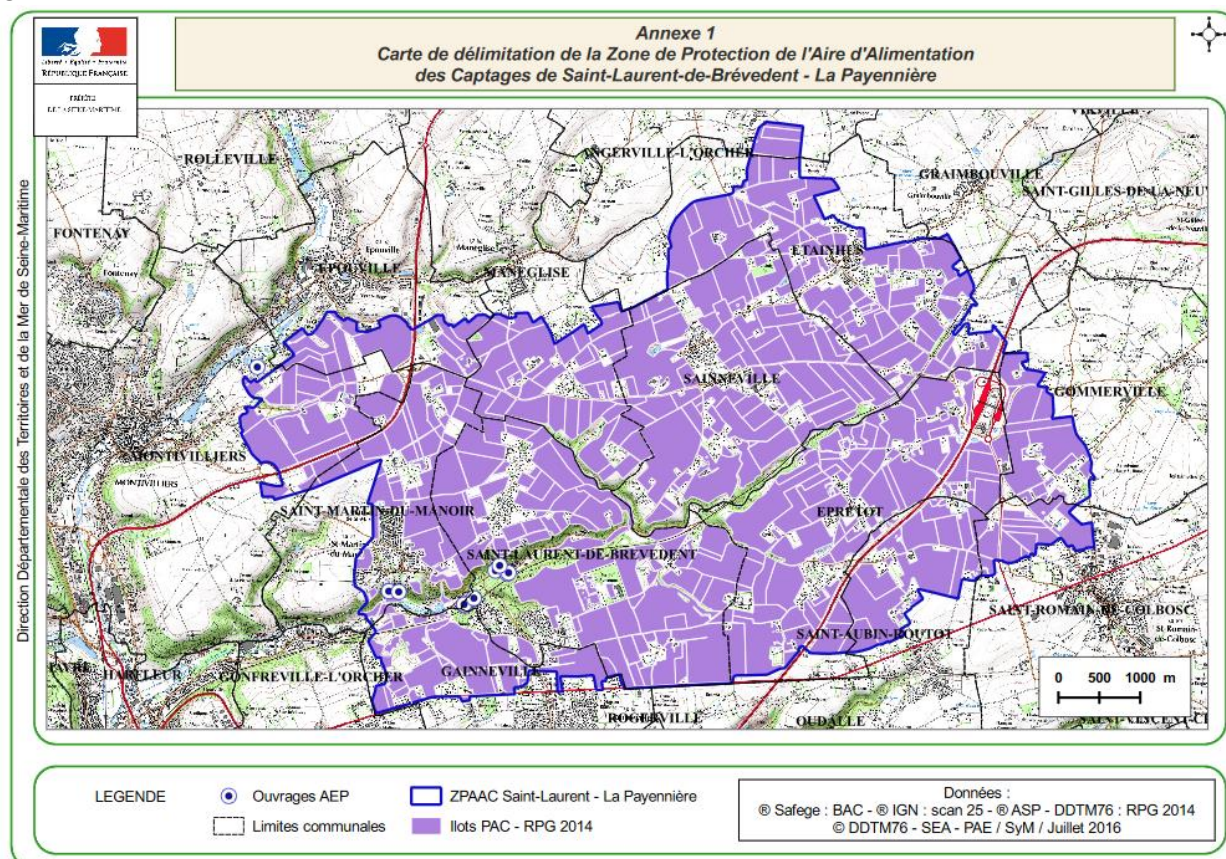
Il est à noter que la commune est couverte, dans sa partie Nord, par le Bassin d'Alimentation des captages de Saint-Laurent-de-Brévedent – La Payennière (Zone de Protection de l'Aire d'Alimentation des Captages – ZPAAC).

Un programme d'actions doit être mis en œuvre pour améliorer la qualité des eaux brutes et plus particulièrement pour :

- ✓ réduire la teneur des eaux brutes en nitrates et tendre vers une valeur moyenne inférieure au seuil de risque de 40 mg/l défini par le SDAGE Seine-Normandie ;
- ✓ parvenir à la disparition des dépassements de seuils de potabilité conformes au Code de la Santé Publique.



**Figure 56 : ZPAAC de Saint-Laurent-de-Brévedent – La Payennière :**



#### 4-1-4-3- L'assainissement des eaux usées

Gainneville est comprise dans la **CODAH**, structure compétente pour l'assainissement des eaux usées. On recense **970 abonnés sur Gainneville** en 2015. Le territoire communal est traversé par 20 km de réseau des eaux usées et 14,5 km de réseau des eaux pluviales.

**La quasi-totalité des logements de la commune de Gainneville sont assainis en collectif.** La commune est raccordée à la station d'épuration du Havre (Edelweiss). Elle dispose désormais d'une capacité théorique d'épuration de 322 000 Equivalents habitants par temps sec et 415 000 Equivalents habitants par temps de pluie, pour un volume entrant annuel de 26 469 062 m<sup>3</sup> (2014). A ce jour, la station d'épuration Edelweiss est toujours en **capacité de recevoir de nouveaux branchements. Aucun disfonctionnement n'est, pour le moment, noté pour cette infrastructure.**

Le reste du territoire communal est assaini en individuel, un **SPANC** (créé en 2006) est à la disposition des particuliers et contrôle les installations.

## 4-2- Les risques naturels

### 4-2-1- Le risque inondation

Une inondation est liée à la submersion plus ou moins rapide d'une zone, avec des hauteurs d'eau variables. Elle est généralement due à :

- ✓ un débordement de rivière dans son lit majeur ;
- ✓ à la saturation en eau des axes de ruissellement provoquée par des pluies importantes et/ou des épisodes orageux, on parle d'inondation par ruissellements ;
- ✓ à la remontée des nappes phréatiques.

### L'ampleur de l'inondation varie en fonction de :

- ✓ l'intensité, la durée des précipitations et aussi du contexte pluviométrique antérieur ;
- ✓ des caractéristiques géographiques du bassin versant : superficie, morphologie, pente, géologie, pédologie, géomorphologie, occupation du sol ;
- ✓ des pratiques culturelles, du stade végétatif ;
- ✓ la présence d'obstacles à l'écoulement (continuité hydraulique), l'entretien des réseaux.

Gainneville fait partie du bassin versant de la Lézarde et est relativement exposée au risque inondation par « ruissellement ». Situé sur le plateau de Caux, le territoire communal est sensible au phénomène d'érosion et est émetteur de ruissellements vers la vallée de la Lézarde.

Sur la commune de Gainneville, **6 arrêtés de catastrophe naturelle** ont été déclarés entre 1986 et 2003 pour « *Inondations, coulées de boue, glissements et chocs mécaniques liés à l'action des vagues* ». Néanmoins, aucun arrêté de catastrophe naturelle n'est paru au Journal Officiel depuis 14 ans. Cela témoigne de la prise en compte et de la gestion du risque sur le territoire communal et sur le bassin versant.

**Figure 57 : Les arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle à Gainneville (au 16 août 2016)**

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	21/06/1986	21/06/1986	25/08/1986	06/09/1986
Inondations et coulées de boue	09/06/1993	14/06/1993	20/08/1993	03/09/1993
Inondations et coulées de boue	20/12/1993	24/12/1993	11/01/1994	15/01/1994
Inondations et coulées de boue	24/12/1999	24/12/1999	07/02/2000	26/02/2000
Inondations, coulées de boue, glissements et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue	01/06/2003	01/06/2003	26/06/2003	27/06/2003

Les syndicats de bassins versants ont été créés et généralisés sur le territoire de Seine-Maritime depuis 2000, à l'initiative du Préfet de la région Haute-Normandie, suite aux catastrophes constatées à la fin des années 1990. Les structures compétentes pour gérer le risque inondation sont le Syndicat Mixte des Bassins Versants Pointe de Caux Etretat et la CODAH.

Le SMBV de la Pointe de Caux Etretat est une structure chargée :

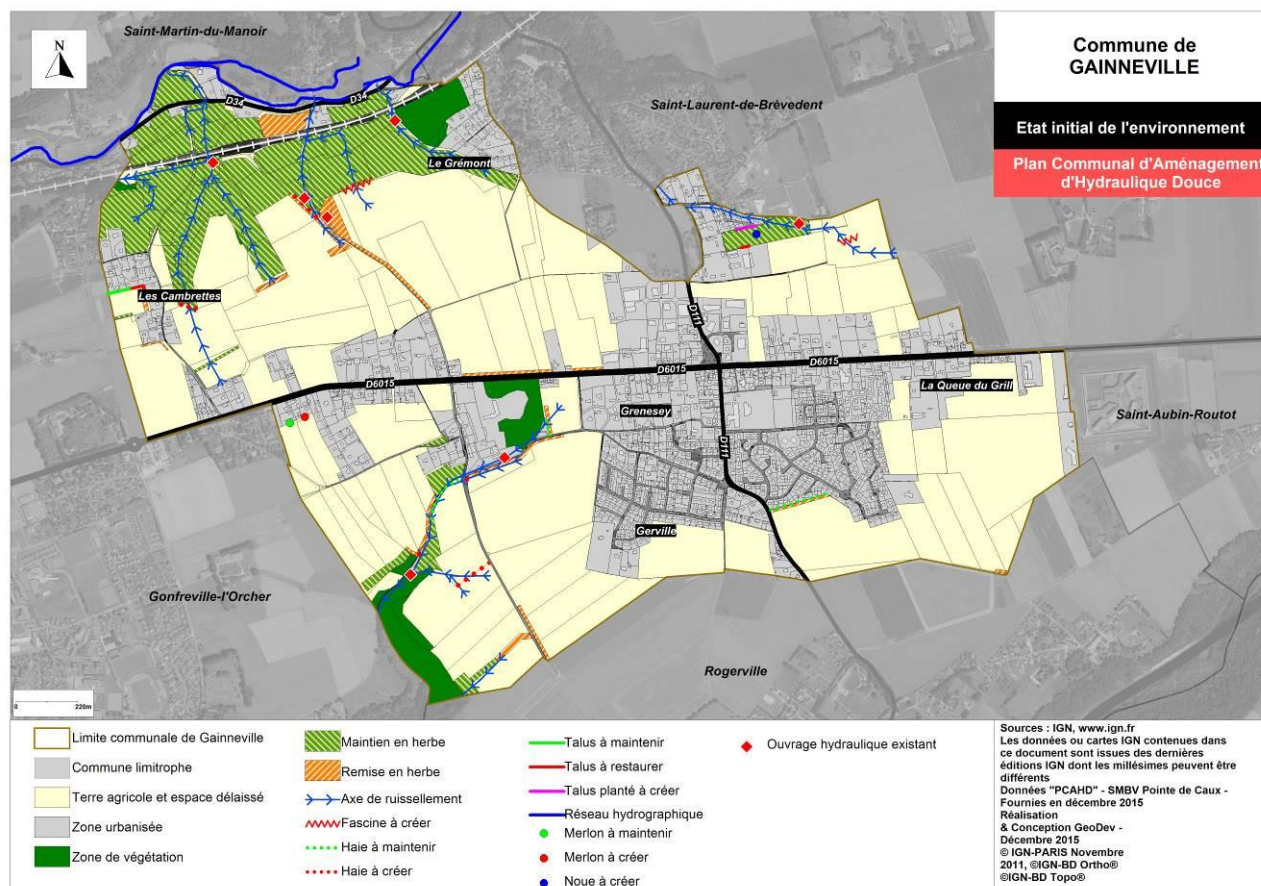
- ✓ Des études et de la coordination des actions visant à limiter la formation du ruissellement et à maîtriser les écoulements pouvant conduire à :
  - des inondations ;
  - de l'érosion ;
  - la dégradation de la qualité de l'eau.
- ✓ De la mise en œuvre par délégation de maîtrise d'ouvrage à la demande de la collectivité et après accord de celle-ci des plans d'aménagements d'hydraulique douce.
- ✓ Du conseil, de l'appui technique et de l'animation :
  - Auprès des agriculteurs pour promouvoir des techniques culturales adaptées, et pour la mise en œuvre du programme de couverture intermédiaire des sols en hiver
  - Auprès des différents acteurs socio-économiques des bassins versants pour préserver ou améliorer la qualité de la ressource en eau ;
  - Auprès des collectivités, qui en font la demande, pour la gestion de l'assainissement pluvial lié aux projets d'urbanisation ;
  - Pour la réhabilitation des mares ;
  - Pour la réduction de la vulnérabilité des bâtiments aux inondations.
- ✓ De l'évaluation des résultats des actions mises en œuvre.

Par ailleurs, la CODAH dispose des compétences « travaux de lutte contre les inondations » et « entretien ».



Un **Plan Communal d'Aménagement d'Hydraulique Douce (PCAHD)** a été élaboré sur le territoire de Gainneville. Des propositions d'aménagements linéaires (haies, talus, fascines, etc.) ou surfaciques (enherbement) ont été faites : maintien d'aménagements existants ou création d'aménagements.

**Figure 58 : Secteurs de sensibilité au ruissellement à Gainneville**



La réalisation du Plan communal d'aménagement d'hydraulique douce s'est appuyée sur **trois approches complémentaires** :

1. **une consultation et une analyse des données collectées**, à l'échelle du bassin versant. Cette démarche a permis une vue élargie des problèmes et notamment des liaisons hydrauliques entre sous bassins versants ; elle pointe les chemins parcourus par les eaux de ruissellement, en dehors de toute limite administrative.
2. **une prospection de terrain**, le plus souvent à pied, en particulier en arpentant les axes des talwegs pour noter les éléments essentiels du diagnostic : état de la couverture du sol, pentes, présence de freins « naturels » aux écoulements, marques d'érosion (passage d'eau, incisions, atterrissements).
3. **des rencontres systématiques avec les acteurs locaux**.

Trois principaux secteurs de ruissellement ont été identifiés dans le PCAHD de Gainneville :

- Les ruissellements provenant du plateau agricole, au Nord de la RD.6015, qui se dirigent vers la vallée du Saint-Laurent ;
- L'axe qui traverse l'espace urbain de la Côte des Châtaigniers et qui se dirige vers Saint-Laurent-de-Brévedent ;
- Les axes qui prennent naissance au Sud de la RD.6015, au niveau du parc des Jonquilles et que se dirigent vers le Bois des Marettes.



Par ailleurs, le Préfet de Seine-Maritime a prescrit un **Plan de Prévention des Risques Inondations** sur le bassin versant de la Lézarde, par arrêté préfectoral en date du 26 juin 2003, modifié le 20 décembre 2007, représentant 34 communes dont Gainneville en totalité.

**Approuvé le 06 mai 2013**, ce PPRI s'impose au document d'urbanisme et constitue **une Servitude d'Utilité Publique**. Le PPRI vise les objectifs suivants :

- ✓ **améliorer** la sécurité des personnes exposées à un risque d'inondation ;
- ✓ **limiter** les dommages aux biens et aux activités soumis à un risque d'inondation ; en particulier en n'accroissant pas le nombre de personnes et les biens exposés au risque d'inondation ;
- ✓ **maintenir** le libre écoulement et la capacité d'expansion des crues en préservant les milieux naturels ;
- ✓ **limiter** les coulées boueuses et l'érosion des terres agricoles dans les axes de ruissellement ;
- ✓ **faciliter** l'organisation des secours et informer la population sur le risque encourus.

Le PPRI fixe les dispositions réglementaires attachées à l'aménagement de l'espace dans les zones inondables qui reposent sur la détermination de l'aléa de référence (événement centennal ou plus hautes eaux connues). L'aléa caractérise un phénomène naturel par sa probabilité d'occurrence et son intensité.

Plusieurs phénomènes naturels ont été pris en compte dans le cadre de ce PPRI :

- ✓ **Débordement de cours d'eau** : montée plus ou moins brutale du niveau d'un cours d'eau ce dernier sortant de son lit mineur pour occuper son lit majeur.
- ✓ **Ruissellement** : circulation de l'eau qui se produit sur les versants de vallées, en dehors du réseau hydrographique lors de pluies intenses.
- ✓ **Remontée de nappe** : lors d'événements pluvieux exceptionnels coïncidant avec une période de hautes eaux piézométriques, une recharge exceptionnelle de la nappe peut être observée, jusqu'à affleurer à la surface du sol.
- ✓ **Erosion et coulées boueuses** : phénomène récurrent sur le bassin versant de la Lézarde qui résulte d'un ruissellement intense, caractérisé de torrentiel et être liés à des facteurs aggravants (mauvais entretien des ouvrages hydrauliques, imperméabilisation des fonds de talwegs, manque d'entretien des cours d'eau,...).

**Gainneville est concernée par les phénomènes de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontée de nappe et d'érosion.**

**Chaque axe de ruissellement** a été classé dans une des trois catégories décrites ci-après :

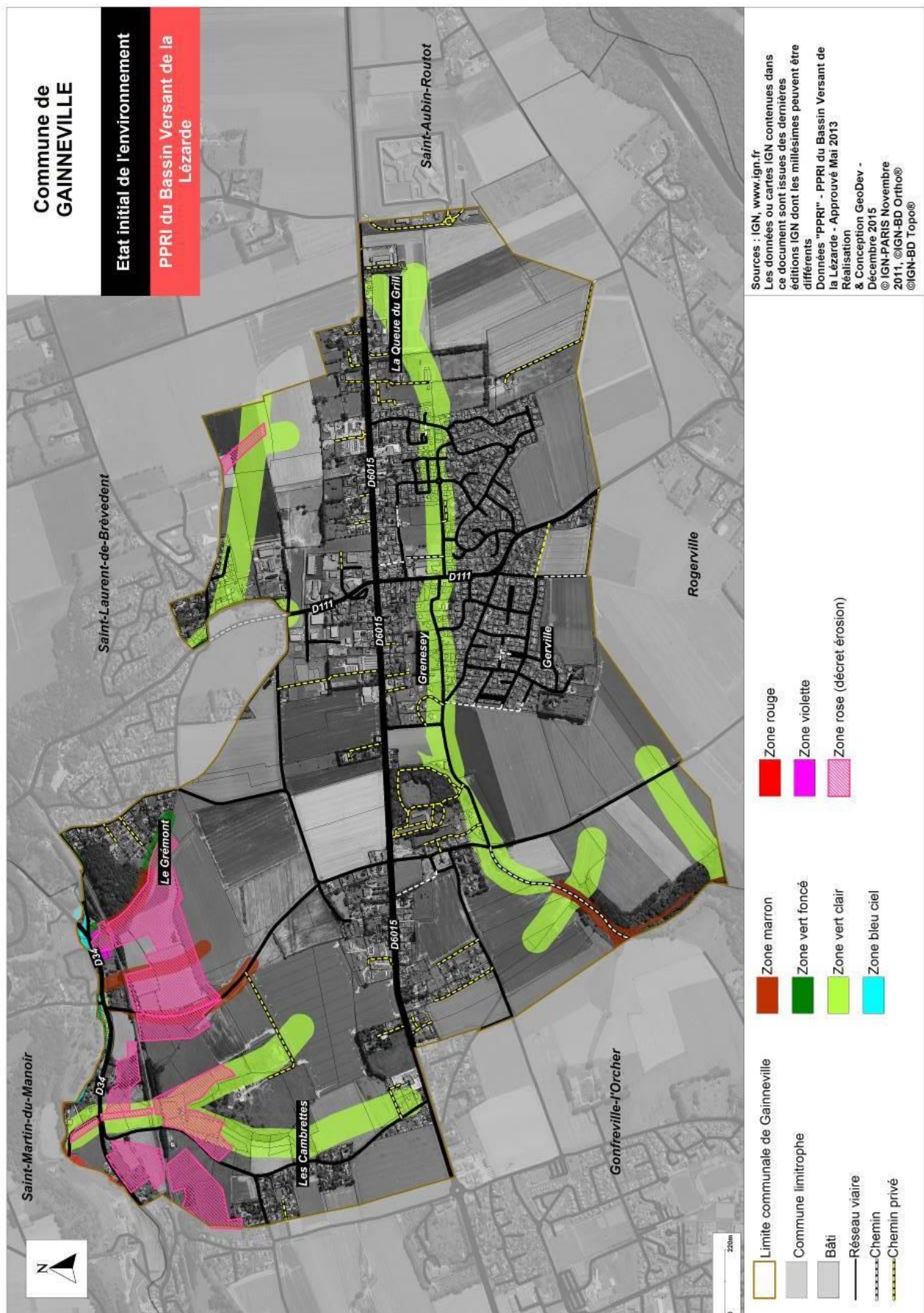
- ✓ Zones avec enjeux denses en zone urbanisée,
- ✓ Zones avec enjeux ponctuels en zone rurale ou peu urbanisée,
- ✓ Zones sans enjeux particuliers.

Sur la base de ces catégories, deux niveaux d'aléas ont été déterminés pour les ruissellements : fort et faible.

Le zonage réglementaire du PPRI décline ainsi plusieurs zones en croisant les aléas et les enjeux identifiés. Sur le territoire de Gainneville, sont identifiées :

- ✓ des **zones ROUGE** correspondant aux champs d'expansion de crue ;
- ✓ des **zones BLEU CLAIR** comprenant les espaces urbanisés en zone de danger de débordement ;
- ✓ des **zones MARRON** comprenant les zones urbanisées fortement exposées aux ruissellements et les espaces naturels exposés aux ruissellements ;
- ✓ des **zones VERT FONCE** comprenant les espaces densément urbanisés fortement exposés aux ruissellements ;
- ✓ des **zones VERT CLAIR** comprenant les espaces urbanisés et naturels faiblement exposés aux ruissellements ;
- ✓ des **zones VIOLET** comprenant les espaces urbanisés en zone de précaution liée aux remontées de nappe ;
- ✓ des **zones ROSE** comprenant les espaces exposés à l'érosion des sols ou participatifs à la formation d'écoulements érosifs.

**Figure 59 : Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI) du Bassin Versant de la Lézarde**





Pour chaque zone, des prescriptions réglementaires sont déterminées, dont voici les principales :

- ✓ **En zone ROUGE**, les nouvelles constructions interdites, maintien des zones agricoles en champs d'expansion des crues ;
- ✓ **En zone BLEU CLAIR**, les nouvelles constructions autorisées, avec prescriptions ;
- ✓ **En zone MARRON**, la construction de nouvelles constructions est interdite, le maintien des zones agricoles en champ d'expansion de ruissellement est recherché ;
- ✓ **En zone VERT FONCE**, la construction de nouvelles habitations est limitée, réduite aux dents creuses des secteurs urbanisés, avec fortes prescriptions ;
- ✓ **En zone VERT CLAIR**, les constructions nouvelles sont autorisées, sous réserve de limitations et d'application de prescriptions ;
- ✓ **En zone VIOLET**, les nouvelles constructions autorisées, avec prescriptions ;
- ✓ **En zone ROSE**, le déboisement et le retournement des surfaces en herbe sont interdits.

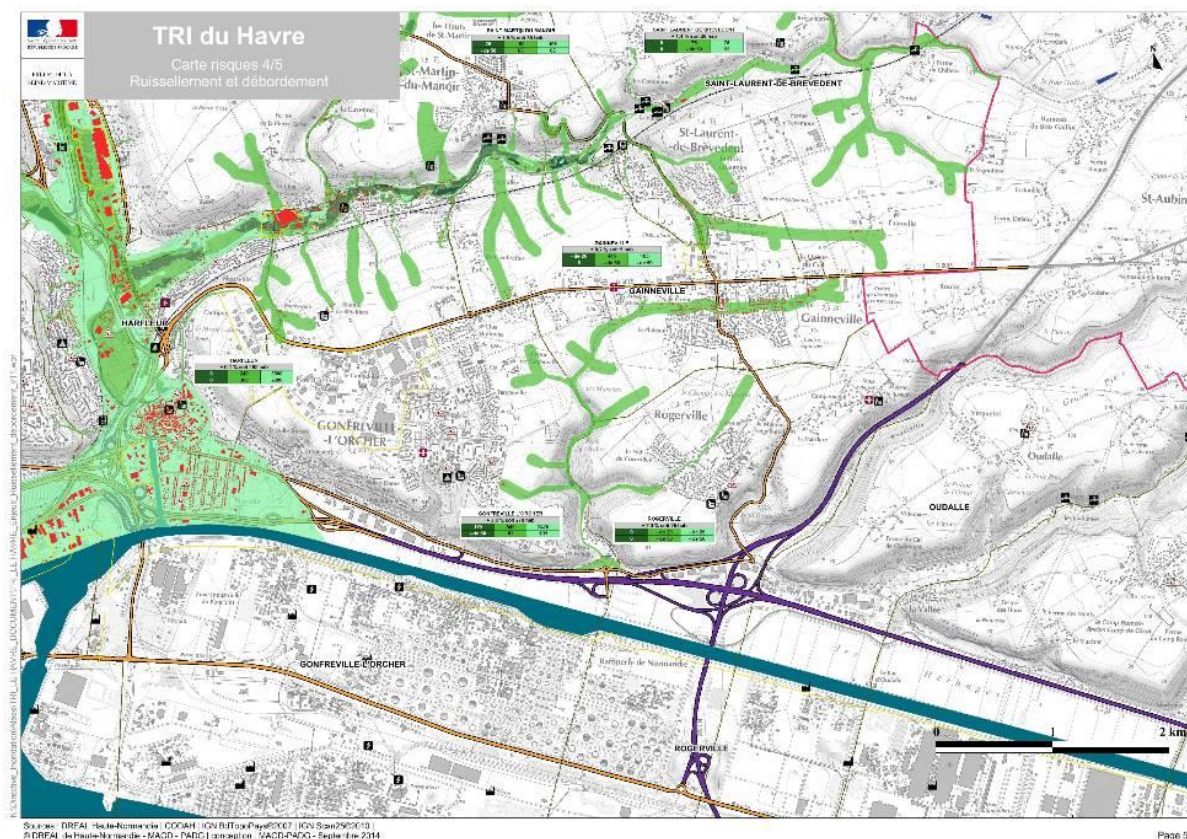
Toutes les pièces du Plan de Prévention des Risques Inondations du bassin versant de la Lézarde (rapport de présentation, cartes d'enjeux, cartes du zonage réglementaire) sont consultables en mairie, en préfecture de Seine-Maritime et sur le site internet de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Seine-Maritime (<http://www.seine-maritime.gouv.fr>).

La mise en œuvre de la directive européenne du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation (Directive Inondation) doit aboutir à l'élaboration de **Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)** couvrant l'ensemble du territoire français, et l'identification de **Territoires à Risque Important d'Inondation (TRI)**.

Le Préfet coordonnateur du bassin de Seine-Normandie a arrêté, le 27 novembre 2012, la liste des **Territoires à Risque Important d'Inondation (TRI)**. Trois sont identifiés en Seine-Maritime, dont le **TRI du Havre**. Celui-ci concerne 20 communes, dont Gainneville.

Des cartes des surfaces inondables et des cartes des risques d'inondation sont élaborées, pour trois niveaux d'aléa (événements fréquent, moyen et extrême), dans chacun des TRI.

**Figure 60 : Carte des risques du TRI du Havre – Ruissellement et débordement**





Le PGRI de Seine-Normandie décline la stratégie nationale de lutte contre les inondations (définie en 2013) en lien avec les stratégies locales propres à chaque TRI.

Ainsi, le PGRI de Seine-Normandie 2016-2021, approuvé le 7 décembre 2015, définit, pour chaque district :

- ✓ Les objectifs de réduction des conséquences négatives des inondations sur les enjeux humains, économiques, environnementaux et patrimoniaux ;
- ✓ Les mesures à mettre en œuvre pour les atteindre. Ils seront également articulés avec de SDAGE Seine-Normandie.

Un **Plan de Prévention des Risques Littoraux** (PPRL) par submersion marine de la plaine alluviale Nord de l'embouchure de l'estuaire de la Seine a été prescrit par arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 pour 12 communes de la plaine alluviale Nord de l'embouchure de la Seine, dont Gainneville.

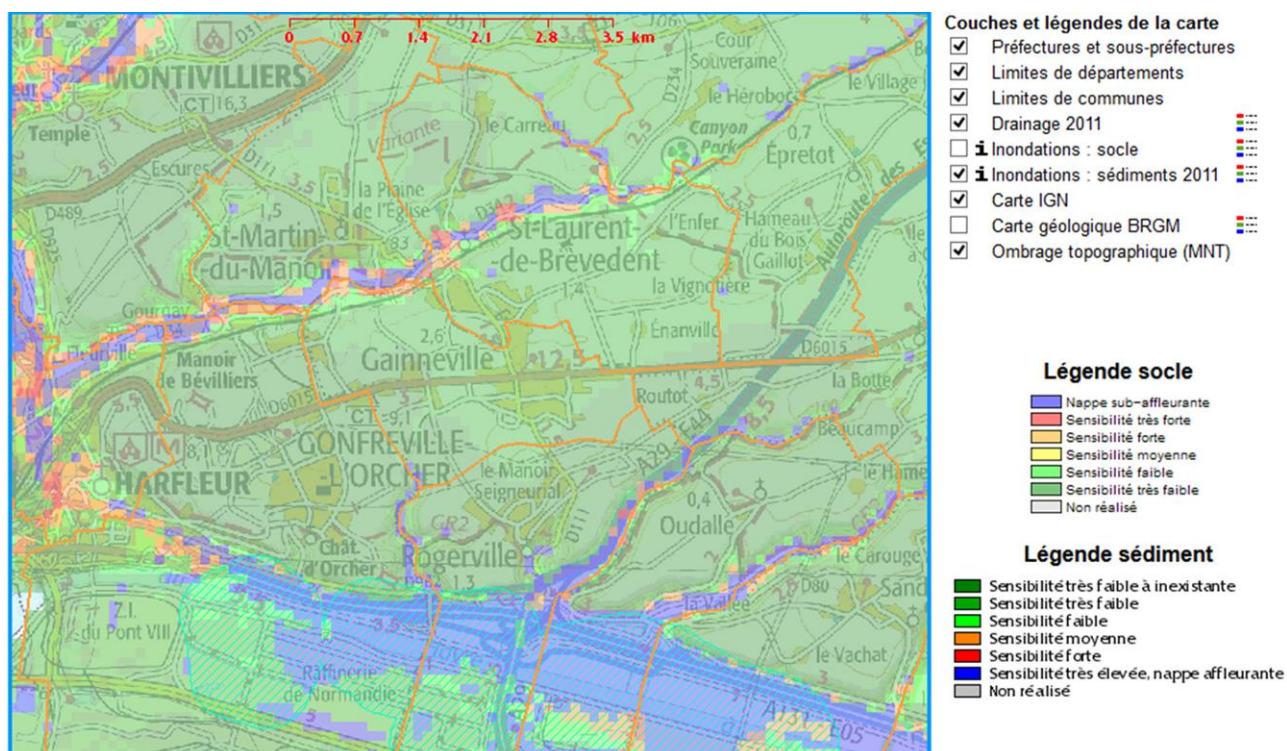
Les études de caractérisation de cet aléa sont actuellement en cours. Le PPRL devra être finalisé au plus tard en **décembre 2019**. Un règlement imposera alors des prescriptions au niveau des constructions.

Il semble que Gainneville soit peu concernée par le risque de submersion marine, compte-tenu de sa situation géographique sur le plateau cauchois. Néanmoins, les prescriptions réglementaires issues du PPRL devront être suivies pour prévenir les risques d'inondation par submersion marine.

En attendant, comme pour le risque d'inondation par remontée de nappe, il est fait **application de l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme** dans les pièces réglementaires du document d'urbanisme : « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations. »

Finalement, la commune est en partie concernée par les remontées de nappes phréatiques, au niveau de la vallée du Saint-Laurent. La quasi-totalité de la commune est concernée par une sensibilité très faible. Les points les plus bas du territoire, la Vallée et le bois des Marettes, sont concernés par des sensibilités plus fortes, voire même une nappe sub-affluente.

**Figure 61 : Les remontées de nappes phréatiques à Gainneville**



Carte des remontées de nappes : [www.inondationsnappes.fr](http://www.inondationsnappes.fr)

### 4-2-2- Le risque effondrement

Le risque effondrement est lié à la présence de cavités souterraines et à ciel ouvert sur le territoire communal de Gainneville. **Ces cavités peuvent être de plusieurs types selon leur origine et le matériau extrait.**

Appartenant d'un point de vue géologique au Bassin Parisien, le territoire de la Normandie repose sur un socle crayeux recouvert d'argile et de silex. Soumise aux intempéries, la craie est un composé sensible aux actions de l'eau. De façon générale, l'action de l'eau depuis des centaines de milliers d'années creuse et fissure le plateau calcaire, pouvant former de véritables galeries communiquant entre elles. Ce phénomène est complexe dans le sens où les conduits partent de divers points d'infiltration vers de nombreux autres points de résurgence. C'est cet ensemble de fissures et de boyaux qui forme le karst. Ces derniers peuvent être vides, noyés ou comblés par des sédimentations secondaires entraînées par la circulation de l'eau.

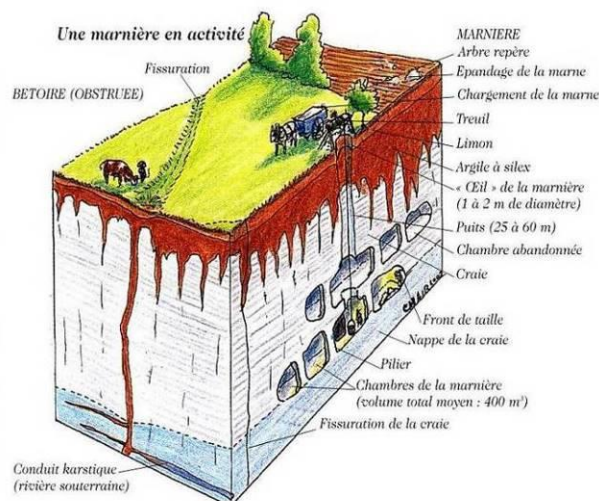
Les **cavités naturelles** sont alimentées en eau, soit par le phénomène de percolation à travers les formations superficielles, soit par les bétouilles, qui sont des points d'engouffrement des eaux de ruissellement. Elles permettent ainsi la pénétration rapide des eaux de ruissellement vers les eaux souterraines. Ces cavités peuvent aussi être issues d'effondrements de boyaux karstiques devenus trop instables.

Les bétouilles sont généralement situées dans les talwegs ou en fond de vallon. Elles peuvent parfois se concentrer sur un seul site, sous forme linéaire ou surfacique (« chapelets de bétouilles »). Utilisées depuis longtemps par les hommes afin d'assurer la gestion des eaux pluviales, les bétouilles représentent toutefois un point de vulnérabilité de territoire et constituent un risque pour la préservation de la ressource en eau.

Par ailleurs, de nombreuses **cavités anthropiques** ont été creusées au fil des siècles pour extraire divers matériaux. Dans la plupart des cas, ces exploitations avaient lieu en souterrain. Plusieurs types de cavités anthropiques peuvent être définis :

- ✓ **Les marnières** : exploitations souterraines de craie destinées à l'amendement des cultures. Cette catégorie particulière de carrière tire son nom du mot « marne » signifiant « craie » en patois normand, élément dont les paysans tiraient profit. Les marnières du Pays de Caux étaient généralement constituées d'un puits d'accès vertical de 1,5 à 2 mètres de diamètre pouvant atteindre de 10 à 30 mètres de profondeur. Ce puits débouche sur plusieurs galeries ou chambres d'exploitation creusées horizontalement, ces dernières atteignent un volume moyen de 400m<sup>3</sup>. Le site d'exploitation s'étend sur une superficie non négligeable, ce qui explique aujourd'hui, la taille du périmètre de protection autour d'un puits de marnière : 60 mètres de rayon. A la fin de l'exploitation, l'entrée du puits était sommairement rebouchée par un assemblage de poutres et de terre. Ce bouchon était ensuite recouvert par la végétation, rendant l'entrée du puits indétectable.
- ✓ **Les sablières** : extractions de sable la plupart du temps en surface. Ce type d'extraction s'effectue principalement à destination des activités de construction.
- ✓ **Les argillères** : exploitations en surface de veines ou d'accumulation d'argiles dont la composition répondait aux spécifications liées la réalisation de poteries, tuiles, briques ("brique de Saint-Jean")... L'extraction se faisait dans les couches superficielles du sous-sol.
- ✓ **Les cailloutières** : exploitations souterraines ou à ciel ouvert de silex et de blocs gréseux destinés à la construction, l'entretien des voiries... Les cailloutières servaient à extraire le silex dans les formations argileuses à silex ou dans la craie.
- ✓ **Les carrières de pierre de taille** : l'accès se faisant par des entrées creusées à flanc de coteau ou en pied de falaise.
- ✓ **Les puits d'eau** : conduit vertical permettant l'accès à une nappe d'eau. Leur profondeur varie de quelques mètres à plusieurs dizaines de mètres, en fonction de la profondeur de la nappe phréatique.
- ✓ **Les puisards** : les puisards traversent les formations superficielles pour atteindre le substrat crayeux et tirer profit de la porosité et de la fissuration du sous-sol. Ils permettaient de collecter les eaux de ruissellement et les eaux usées. Les puisards sont sources de pollution directe de la ressource en eau.

**Figure 62 : Schéma d'une marnière en activité**



Source : J. Chaïb, AREHN, 2002.

Ces cavités, anthropiques ou naturelles, fragilisent la stabilité du sol et peuvent provoquer des effondrements plus ou moins brutaux. Suite à plusieurs accidents majeurs dans les années 1990, parfois mortels, la Préfecture de Seine-Maritime avait décidé de procéder à un recensement non exhaustif des effondrements et marnières connus sur les territoires communaux.

Depuis, l'article L.101-2 du Code l'Urbanisme prévoit que les documents locaux de planification assurent la prévention des risques naturels prévisibles. De plus, l'article L.563-6 le Code de l'Environnement indique que « les communes ou leurs groupements compétents en matière de documents d'urbanisme élaborent, en tant que de besoin, des cartes délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol ».

Pour toutes les communes qui élaborent un document d'urbanisme, le Préfet de Seine-Maritime impose la réalisation d'un « recensement des indices de cavités souterraines ». Ces inventaires sont établis suivant une méthodologie précise :

- ✓ **Une enquête bibliographique** : recherche dans les archives anciennes et données récentes (notamment bases de données du Bureau des Recherches Géologiques et Minières, archives communales et départementales, relevés de catastrophes naturelles, archives et données des services de l'État, sites Internet spécifiques, ...) ;
- ✓ **La photo-interprétation** (examen comparatif de missions photographiques IGN réparties dans le temps - de 1947 à nos jours) ;
- ✓ **La reconnaissance de terrain** ;
- ✓ **L'enquête orale** : témoignage des « anciens et sachants de la commune ».

La localisation des cavités souterraines n'est pas une tâche facile, car les indices ne sont pas toujours apparents. De plus, les déclarations d'ouverture d'exploitation souterraine n'ont été rendues obligatoires qu'à partir de 1853. Elles n'ont d'ailleurs pas toujours été respectées.

GeoDev a réalisé un Recensement des Indices de Cavités Souterraines en 2012 qui a permis d'identifier **48 indices sur le territoire communal**.

Les indices obtenus lors des différentes phases précitées qui ont permis de retrouver les cavités naturelles ou artificielles sont de plusieurs natures :

- ✓ Les documents d'archive ;
- ✓ Les dépressions ;
- ✓ Les affaissements ;
- ✓ Les effondrements ;
- ✓ Les zones remblayées ;
- ✓ Les puits ;
- ✓ Les arbres isolés.

Selon la nature de la cavité identifiée, un rayon d'inconstructibilité sera reporté dans le document d'urbanisme, notamment sur le plan de zonage (ci-après).



**Figure 63 : Rayons d'inconstructibilité applicables aux indices de cavités**

NATURE DE LA CAVITÉ	RAYON D'INCONSTRUCTIBILITÉ APPLIQUÉ
<b>Cavité souterraine avérée</b>	60 m de rayon à partir de l'épicentre
<b>Carrière à ciel ouvert</b>	Aucun périmètre
<b>Argillère</b>	Aucun périmètre
<b>Indice indéterminé</b>	60 m de rayon à partir de l'épicentre
<b>Puit / Puisard</b>	Aucun périmètre
<b>Indice karstique</b>	35 m de rayon à partir de l'épicentre
<b>Leurre / indice supprimé</b>	Aucun périmètre

Le Recensement des Indices de Cavités Souterraines est consultable en mairie (fiches descriptives, cartographie, conseils,). Il convient de préciser que cette étude est évolutive.

Ci-dessous est présentée la doctrine départementale concernant l'éventuelle levée des indices de cavité.

« Lorsqu'une parcelle ou une construction est concernée par un indice de cavité souterraine ou par son rayon d'inconstructibilité, il est possible de réaliser des investigations complémentaires. Elles permettent :

- ✓ de réduire le risque par délimitation précise de l'emplacement de la cavité, de ses caractéristiques et du périmètre de risque associé ;
- ✓ de supprimer le périmètre de risque en cas de leurre.

« L'ensemble des prestations doit être réalisé par un bureau d'études spécialisé. Les services en charge de l'urbanisme s'appuient sur les conclusions de ces bureaux d'études pour proposer aux maires de réduire ou de lever les périmètres de risque.

Dans le cas d'une marnière avérée, son comblement permet de lever le risque. Si le bureau d'études chargé d'évaluer le niveau de risque lié à la marnière, définit un péril grave et imminent pour le bâtiment, une subvention de l'Etat au titre du Fonds de Prévention pour les Risques Naturels Majeurs peut être accordée s'il existe un bien couvert par un contrat d'assurance à proximité de l'indice. Si le bien concerné appartient à la commune, le Département peut subventionner le comblement de cavités souterraines. »

*Source : Gestion et prévention des risques liés à la présence de cavités souterraines en Seine-Maritime – Guide à l'usage des maires – Département de Seine-Maritime - Février 2007*

**Evolution récente :** on précisera que depuis peu, de nouveaux éléments de doctrine déterminés par le bureau des risques de la DDTM permettent de réglementer autrement **la construction de bâtiments agricoles** en zone de risque cavités.

Désormais la réalisation de nouveaux bâtiments et extensions non mesurées peut être autorisée, sous réserve de respecter les 5 critères suivants :

- ✓ le projet est lié à l'amélioration des conditions d'élevage,
- ✓ le projet n'est pas directement au-dessus d'un risque avéré (risque avéré : cavité visitée in situ ou par passage caméra, effondrement)
- ✓ si le projet est sur l'emprise d'une parcelle napoléonienne, un décapage au droit du projet n'a pas montré la présence d'anomalie,
- ✓ le projet ne présente pas une aggravation des enjeux exposés,
- ✓ le pétitionnaire a produit une note démontrant qu'il a étudié et mis en œuvre toutes les mesures d'évitement/réduction du risque possible dans le cadre du projet.

Pour l'indice n°44, la traduction en urbanisme correspond à une zone spécifique au sein de laquelle la municipalité pourra conseiller aux riverains des investigations complémentaires lors de futures constructions.

**Figure 64 : Tableau récapitulatif des indices de cavités souterraines**

Analyse des fiches de cavités souterraines - RICS de Gainneville						
N°	N° indice complet	Investigations	Origine probable	Localisation de la cavité	Type d'indice	Traduction en urbanisme
1	GeoDev-76296 - 001	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Indéterminé	Gainneville	Ponctuelle	60 m
2	GeoDev-76296 - 002	Néant	Indice levé suite à un décapage	Gainneville	Ponctuelle	0 m
3	GeoDev-76296 - 003	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
4	GeoDev-76296 - 004	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
5	GeoDev-76296 - 005	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
6	GeoDev-76296 - 006	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
7	GeoDev-76296 - 007	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Indéterminé	Gainneville	Ponctuelle	60 m
8	GeoDev-76296 - 008	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
9	GeoDev-76296 - 009	Entretien et protection de ce point d'infiltration	Karstique	Gainneville	Ponctuelle	35 m
10	GeoDev-76296 - 010	Entretien et protection de ce point d'infiltration	Karstique	Gainneville	Zone	35 m
11	GeoDev-76296 - 011	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
12	GeoDev-76296 - 012	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
13	GeoDev-76296 - 013	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
14	GeoDev-76296 - 014	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
15	GeoDev-76296 - 015	Néant	Indéterminé	Gainneville	Ponctuelle	0 m
16	GeoDev-76296 - 016	Néant	Indéterminé	Gainneville	Ponctuelle	60 m
17	GeoDev-76296 - 017	Localisation précise de l'indice	Karstique	Gainneville	Ponctuelle	35 m
18	GeoDev-76296 - 018	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
19	GeoDev-76296 - 019	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Indéterminé	Gainneville	Ponctuelle	60 m
20	GeoDev-76296 - 020	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
21	GeoDev-76296 - 021	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
22	GeoDev-76296 - 022	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Indéterminé	Gainneville	Ponctuelle	60 m

23	GeoDev-76296 - 023	Néant	Indice levé par corrélation avec les archives municipales	Gainneville	Ponctuelle	0 m
24	GeoDev-76296 - 024	Localisation précise de l'indice	Karstique	Gainneville	Ponctuelle	0 m
25	GeoDev-76296 - 025	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Indice levé suite à un décapage	Gainneville	Ponctuelle	0 m
26	GeoDev-76296 - 026	Périmètre de sécurité	Argillère à ciel ouvert	Gainneville	Zone	0 m
27	GeoDev-76296 - 027 et 027bis	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Carrière souterraine	Gainneville	Zone	60 m
28	GeoDev-76296 - 028	Assurer le compactage du sol	Carrière à ciel ouvert	Gainneville	Zone	0 m
29	GeoDev-76296 - 029 et 029bis	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Carrière souterraine	Gainneville	Zone	60 m
30	GeoDev-76296 - 030	Décapage de la zone de présomption du puits selon le plan	Carrière souterraine	Gainneville	Zone	60 m
31	GeoDev-76296 - 031	Décapage de la zone de présomption du puits selon le plan	Carrière souterraine	Gainneville	Zone	60 m
32	GeoDev-76296 - 032	Assurer le compactage du sol	Carrière à ciel ouvert	Gainneville	Zone	0 m
33	GeoDev-76296 - 033	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Carrière souterraine	Gainneville	Zone	60 m
34	GeoDev-76296 - 034	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Carrière souterraine	Gainneville	Zone	60 m
35	GeoDev-76296 - 035	Néant	Indice levé par témoignage écrit	Gainneville	Ponctuelle	0 m
36	GeoDev-76296 - 036	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Indice partiellement levé suite à un décapage	Gainneville	Ponctuelle	60 m
37	GeoDev-76296 - 037	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Indice levé suite à des travaux de décapage et de sondage à la pelle, réalisé par Explor-e	Gainneville	Ponctuelle	Aucun
38	GeoDev-76296 - 038	Néant	Indéterminé	Gainneville	Ponctuelle	0 m
39	GeoDev-76296 - 039	Néant	Indéterminé	Gainneville	Ponctuelle	0 m
40	GeoDev-76296 - 040	Néant	Indéterminé	Gainneville	Ponctuelle	0 m
41	GeoDev-76296 - 041	Néant	Indéterminé	Gainneville	Ponctuelle	0 m
42	GeoDev-76296 - 042	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Karstique	Gainneville	Ponctuelle	35 m
43	GeoDev-76296 - 043	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Indice partiellement levé suite à un décapage	Gainneville	Ponctuelle	60 m
44	GeoDev-76296 - 044	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Carrière souterraine	Gainneville	Linéaire	
45	Cete 76533 - 006	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Carrière souterraine	Gainneville	Zone	60 m
46	Cete 76305 - 059	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Indéterminé	Gonfreville-l'Orcher	Ponctuelle	60 m
47	Cete 76533 - 029	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Indéterminé	Rogerville	Ponctuelle	60 m
48	Antea 76563 - 008	Décapage localisé et/ou sondage destructif profond	Indéterminé	Saint-Aubin-Routot	Ponctuelle	60 m



Figure 65 : Le plan des indices de cavités souterraines et à ciel ouvert

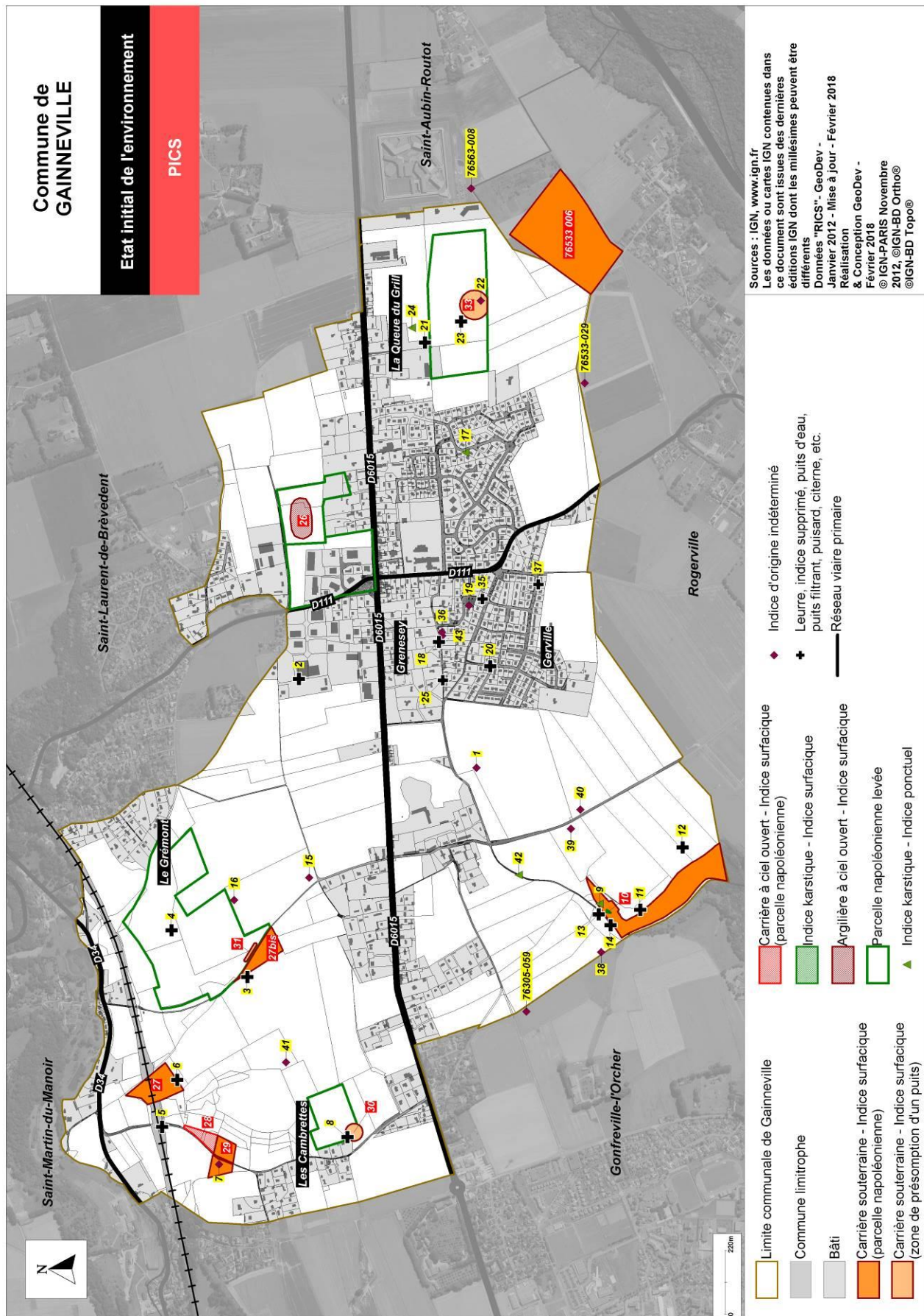
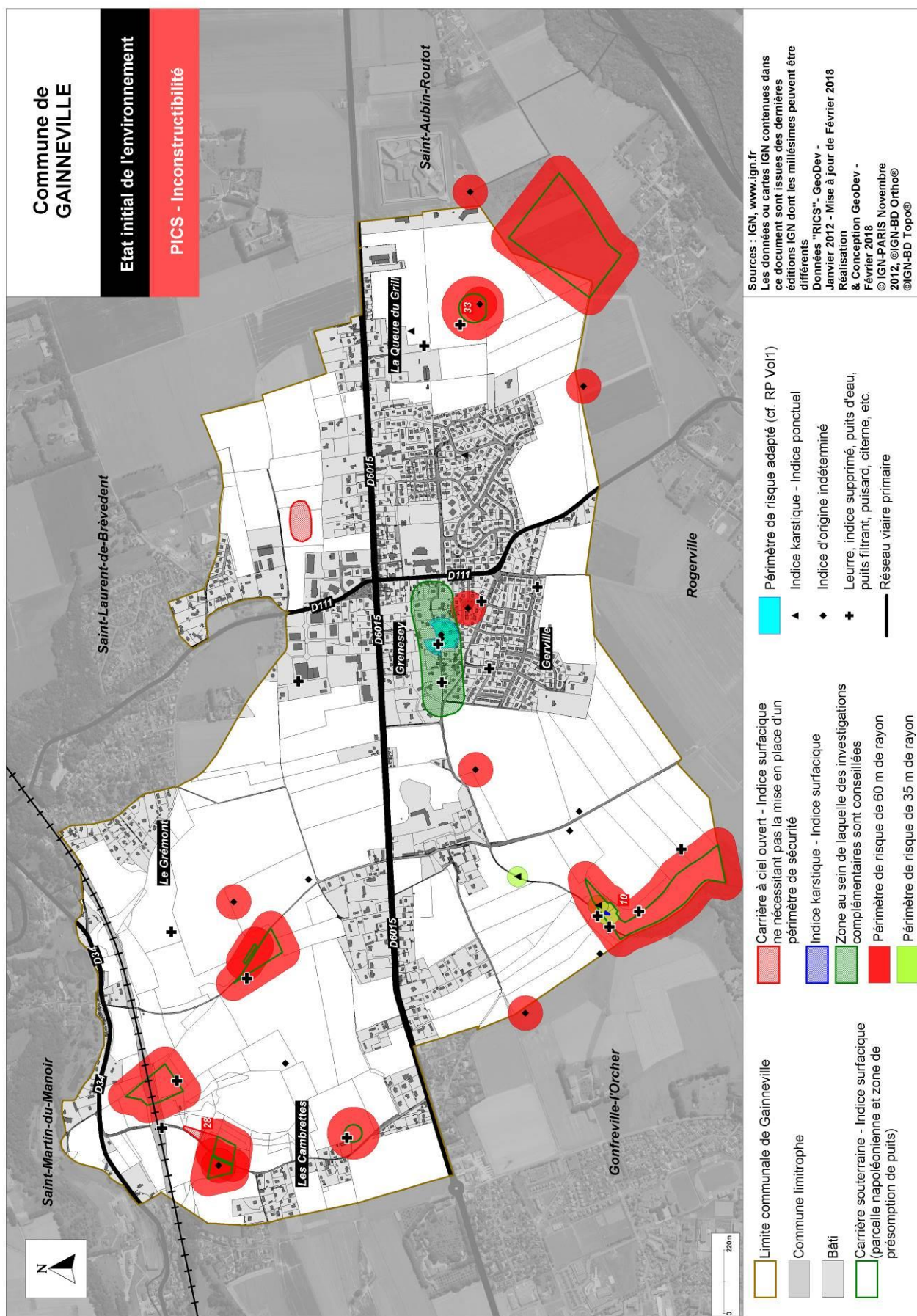




Figure 66 : Le plan des indices de cavités souterraines et à ciel ouvert – périmètres de risque



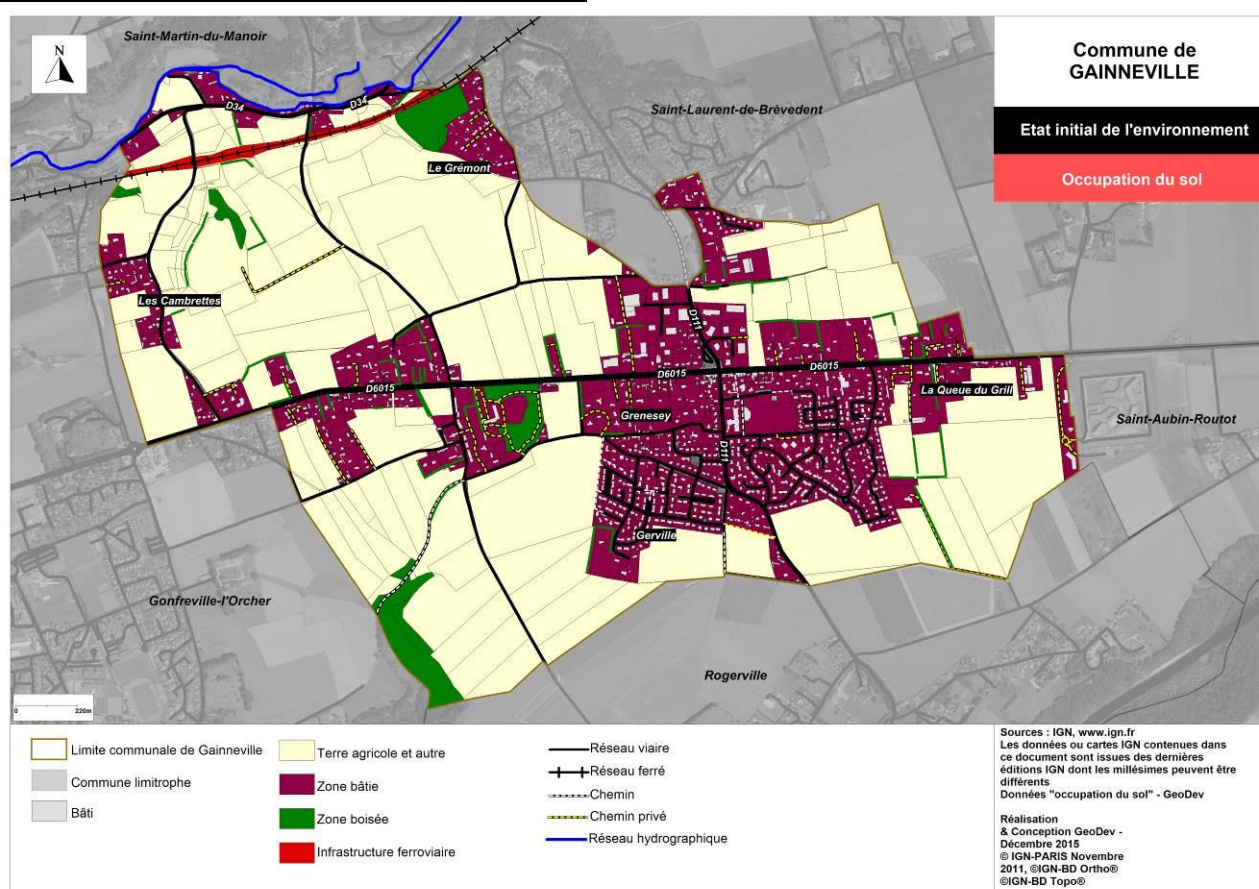
### 4-3- Espaces naturels et entités paysagères

L'occupation du sol de la commune de Gainneville, soit 461 hectares, se décline de la manière suivante :

- ✓ **Surfaces agricoles et espaces délaissés** : 289,5 hectares soit 62,8% du territoire communal ;
- ✓ **Espaces boisés** : 12,98 hectares soit 2,8% du territoire communal ;
- ✓ **Bâti et espaces urbanisés** : 134,9 hectares soit 29,3% du territoire communal ;
- ✓ **Voirie et autre** : 23,62 hectares soit 5,1% du territoire communal.

Chacun de ces éléments fait partie intégrante du paysage de Gainneville et participe à l'identité communale. La configuration topographique de la commune offre des points de vue remarquables vers les vastes étendues agricoles développées de part et d'autre de la RD.6015, les bosquets et les espaces bâtis.

**Figure 67 : L'occupation du sol de Gainneville**



Outre les différentes caractéristiques paysagères des espaces urbains déjà évoquées (village historique, centre-bourg récent, secteurs périphériques structurés,...), **plusieurs perspectives paysagères** sont répertoriées sur le territoire gainnevillais, notamment le long de la RD.6015.

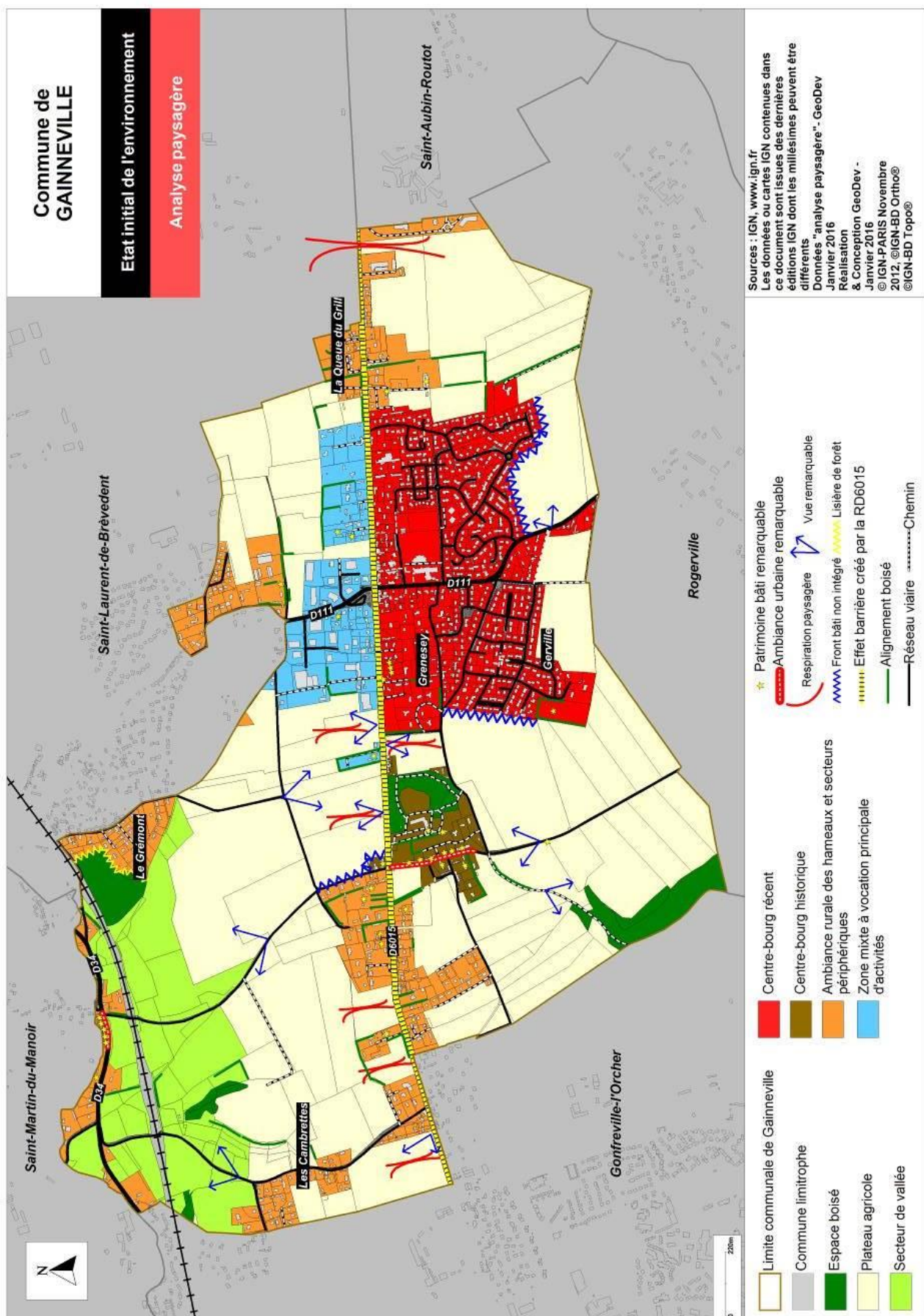
Plusieurs **grandes perspectives et vues remarquables vers les espaces ouverts** de la Vallée et des espaces agricoles viennent compléter ces coupures d'urbanisation.

Une **ambiance urbaine remarquable** est également identifiée dans la Rue du 11 Novembre 1918. Ce hameau étant historiquement le centre-bourg de Gainneville, il comprend de nombreuses constructions remarquables (belles demeures, bâtiments agricoles typiques réhabilités, église, etc.).

Toutefois, il est à noter que la RD.6015 engendre un effet barrière entre le Nord et le Sud de la commune.



Figure 68 : L'analyse paysagère de Gainneville



### 4-3-1- Les espaces naturels remarquables

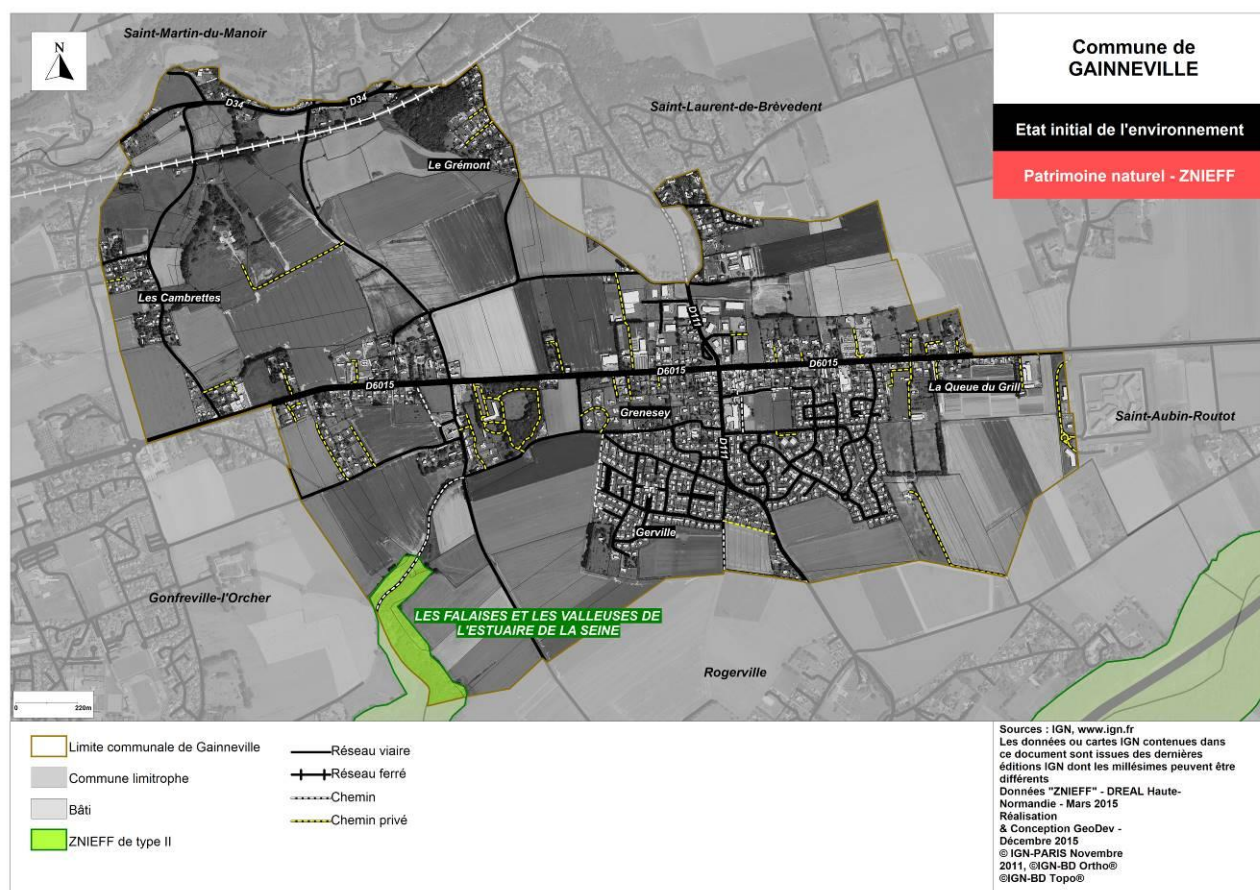
Il s'agit de préciser qu'aucun site NATURA 2000 n'est localisé sur le territoire de Gainneville. Les sites NATURA 2000 les plus proches sont situés à au moins 6 km des limites du territoire communal ; il s'agit :

- la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) de **l'estuaire de la Seine** (ID : FR2300121). Celui-ci représente une zone de transition entre la mer, la terre et le fleuve, l'estuaire de la Seine constitue un milieu naturel remarquable, malgré une artificialisation très importante ;
- la Zone de Protection spéciale (ZPS) de **l'estuaire et marais de la Basse Seine** (ID : FR2310044). Malgré une modification profonde du milieu suite aux différents travaux portuaires, l'estuaire de la Seine constitue encore un site exceptionnel pour les oiseaux.

**Sur le plateau cauchois, Gainneville est peu concernée par le fonctionnement écologique de de l'estuaire de la Seine.**

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) est localisée sur le territoire de Gainneville : **la ZNIEFF de type 2 « Les falaises et les valliées de l'Estuaire de la Seine ».**

**Figure 69 : la ZNIEFF localisée sur Gainneville**



Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. **On distingue deux types de ZNIEFF :**

- ✓ les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;



- ✓ les ZNIEFF de type II qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

L'emprise de cette ZNIEFF est relativement faible sur Gainneville : elle ne concerne que le Bois des Marettes, au Sud-Ouest de la commune. Elle est toutefois révélatrice de la sensibilité écologique qui caractérise cette portion du territoire communal, en amont de l'estuaire de la Seine. **Le projet d'urbanisme devra veiller à limiter son impact sur les milieux naturels remarquables.**

D'une superficie de 1024,91 ha au total, la ZNIEFF de type II des falaises et Valleuses de l'estuaire de la Seine se situe sur la rive droite de la basse vallée de la Seine.

Elle est en liaison écologique avec deux ZNIEFF de type I qu'elle héberge : « Le vallon de Rogerville » et « les coteaux et falaises du cap du Hode à Saint-Victor d'Ymonville ». Aucune de ces deux ZNIEFF de type I n'est représentée sur le territoire communal de Gainneville.

La répartition et l'agencement des habitats répertoriés ont motivé la délimitation de la zone. Cette ZNIEFF est particulièrement menacée par la fermeture du milieu, l'envahissement par des espèces ou groupes exogènes et par l'abandon de systèmes culturels et pastoraux pouvant donner lieu à l'apparition de friches.

Cette ZNIEFF est particulièrement caractérisée par la présence d'habitats déterminants comme les pelouses calcicoles sèches, les formations herbeuses sur débris rocheux, des ruisselets, des éboulis et des falaises continentales et rochers exposés. S'ajoutent à ces entités, des forêts de frênes et d'aulnes des ruisselets, des prairies mésophiles et des chênaies atlantiques mixtes à jacinthes des bois. Sur le territoire gainnevillais, l'emprise couverte par cette ZNIEFF correspond essentiellement à une forêt fermée à mélange de feuillus.

### **4-3-2- Les éléments du patrimoine naturel**

Plusieurs éléments du patrimoine naturel ont été recensés par les élus dans le cadre de la révision du POS en PLU de Gainneville. Ces éléments ont été identifiés dans les pièces réglementaires, dans le but de les préserver.

La localisation de ces éléments est précisée sur les cartes du patrimoine naturel présentées à la fin du présent chapitre.

#### **4-3-2-1- Le réseau de mares**

Les mares ont généralement un rôle dans le fonctionnement hydraulique ; elles participent aussi à la qualité paysagère et à la protection de la biodiversité en jouant leur rôle de refuge pour la faune et la flore. Alimentées principalement par l'accumulation et la stagnation des eaux de pluies et des ruissellements, **6 mares ou ouvrages hydrauliques ont été recensés sur la commune de Gainneville.** Afin de préserver ces éléments du patrimoine naturel, **la commune a souhaité les identifier au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.** L'objectif de cette identification est la préservation de ces entités par une interdiction de comblement et une incitation à un entretien régulier.





#### **4-3-2-2- Les espaces boisés**

Plusieurs massifs boisés sont localisés sur la commune de Gainneville, notamment le bois des Marettes et le parc des Jonquilles. D'autres espaces boisés sont situés dans la Vallée, au Nord de la commune. Certains espaces boisés sont en contact direct avec les espaces bâtis, notamment dans la Vallée.

Ces entités jouent un rôle majeur pour le maintien de la biodiversité et peuvent être assimilées à des cœurs de nature au sein des espaces agricoles, indispensables à la circulation de la faune et de la flore.

Les **espaces boisés** sont préservés au titre des « **Espaces Boisés Classés** », soit une surface d'environ **14,6 hectares** (articles L.113-1 et L.113-2 du Code de l'Urbanisme).



#### **4-3-2-3- Les alignements boisés, vergers et arbres isolés**

De nombreux alignements d'arbres structurent le paysage de la commune, pour la plupart constitués d'essences de haut-jet. Ces éléments du paysage participent à la qualité du cadre de vie mais ils remplissent également des rôles d'infiltration des eaux de ruissellement, de piégeage des particules de terres, de protection du bétail par rapport aux vents et d'accueil pour la microfaune (rongeurs, petit gibier) et l'avifaune (oiseaux).

Les alignements boisés contribuent grandement à la structuration du paysage. **Dans cette logique, la commune a souhaité identifier et préserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme les alignements boisés ayant un intérêt paysager.**

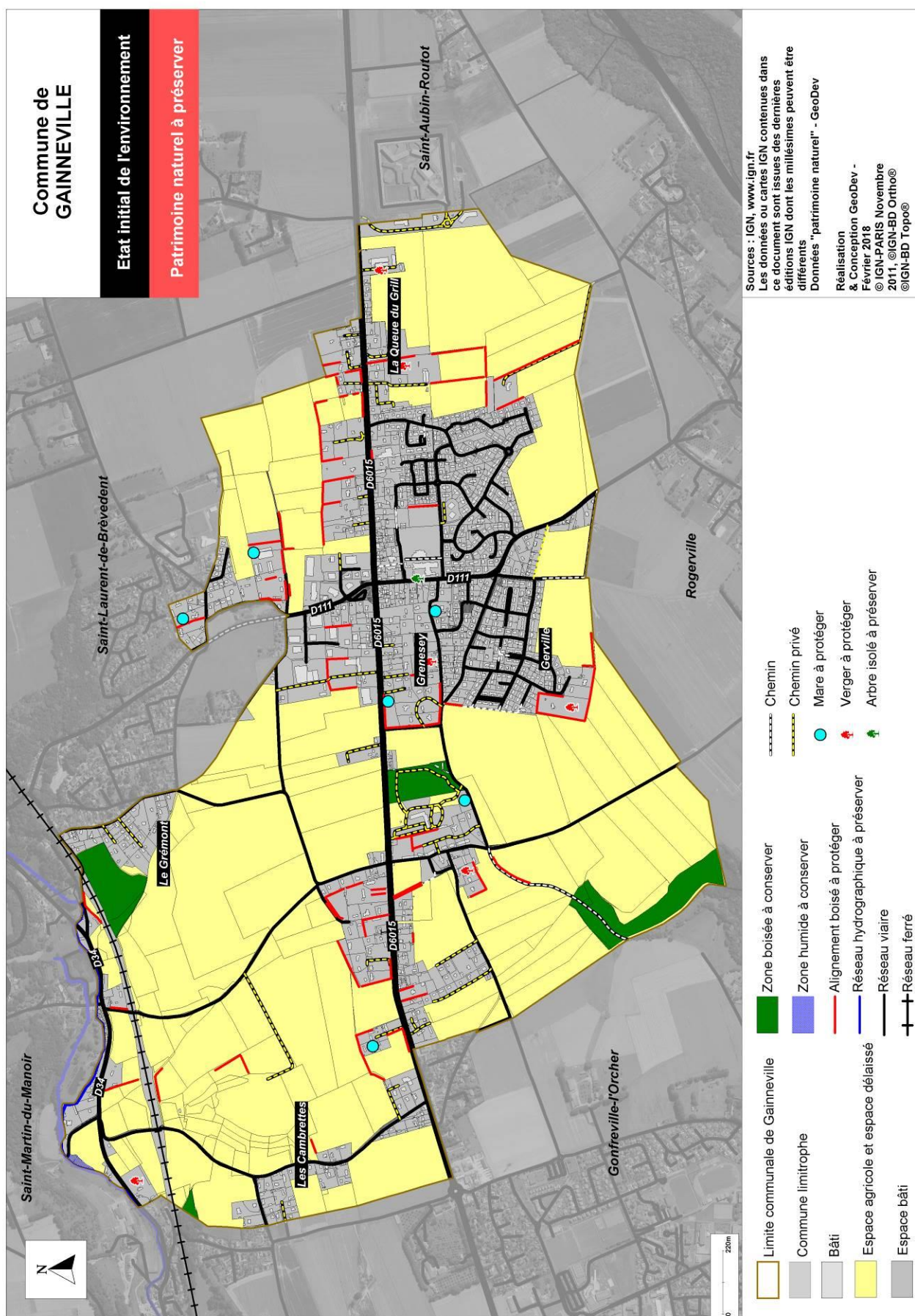
**6 vergers et 1 arbre isolé** ont également été identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

Les surfaces de vergers identifiées devront être maintenues sur les unités foncières identifiées, même si le règlement écrit autorise la coupe d'arbres à condition qu'ils soient replantés :

N° verger	Localisation	Références cadastrales	Surface à préserver
V1	Rue de la Vallée	A 1922	1 600 m <sup>2</sup>
V2	Le Village	AA 137	400 m <sup>2</sup>
V3	Rue du Grenesey	AI 55 AI 56	750 m <sup>2</sup>
V4	Rue Martin Luther King	AH 39	2 500 m <sup>2</sup>
V5	Rue de la Libération	AE 121	1 500 m <sup>2</sup>
V6	Rue de la Libération	AD 39	500 m <sup>2</sup>



Figure 70 : La synthèse du patrimoine naturel à Gainneville





### 4-3-3- Le fonctionnement de la trame verte et bleue

La définition de la Trame verte et Bleue (TVB) émane d'une des volontés phares du Grenelle de l'Environnement de voir prise en compte la difficile problématique des continuités écologiques dans le cadre de la programmation et de la planification urbaine.

La TVB constitue un véritable outil d'aménagement du territoire visant à identifier, préserver et/ou restaurer un réseau de milieux naturels fonctionnels et connectés, favorables au développement et à l'évolution des espèces animales et végétales d'un territoire.

Un corridor écologique est un milieu ou un réseau de milieux répondant à des besoins fondamentaux des êtres vivants : se déplacer (pour des animaux très mobiles) ou se propager (pour des plantes ou des animaux peu mobiles), de façon à pouvoir se nourrir ou se reproduire. Les populations d'être vivants sont souvent dispersées, et les échanges entre populations d'une même espèce sont nécessaires pour assurer leur pérennité, notamment par un brassage génétique.

La majeure partie du territoire de Gainneville est localisée **en retrait des continuités à rendre fonctionnelle en priorité**. Seuls les versants de la vallée du Saint-Laurent, davantage développée sur les communes voisine de Saint-Laurent-de-Brévedent et Saint-Martin-du-Manoir sont compris dans une continuité écologique prioritaire. La rivière Saint-Laurent est identifiée en réservoir aquatique tandis que la ripisylve relève davantage de corridors humides.



La commune est concernée par des **corridors sylvo-arborés** au niveau du parc des Jonquilles et de la Vallée d'environ 3,5 ha chacun alors que le Bois des Marettes (5 ha), au Sud-Ouest est identifié comme un **réservoir boisé de biodiversité**. Ces boisements sont essentiellement constitués de mélange de feuillus.

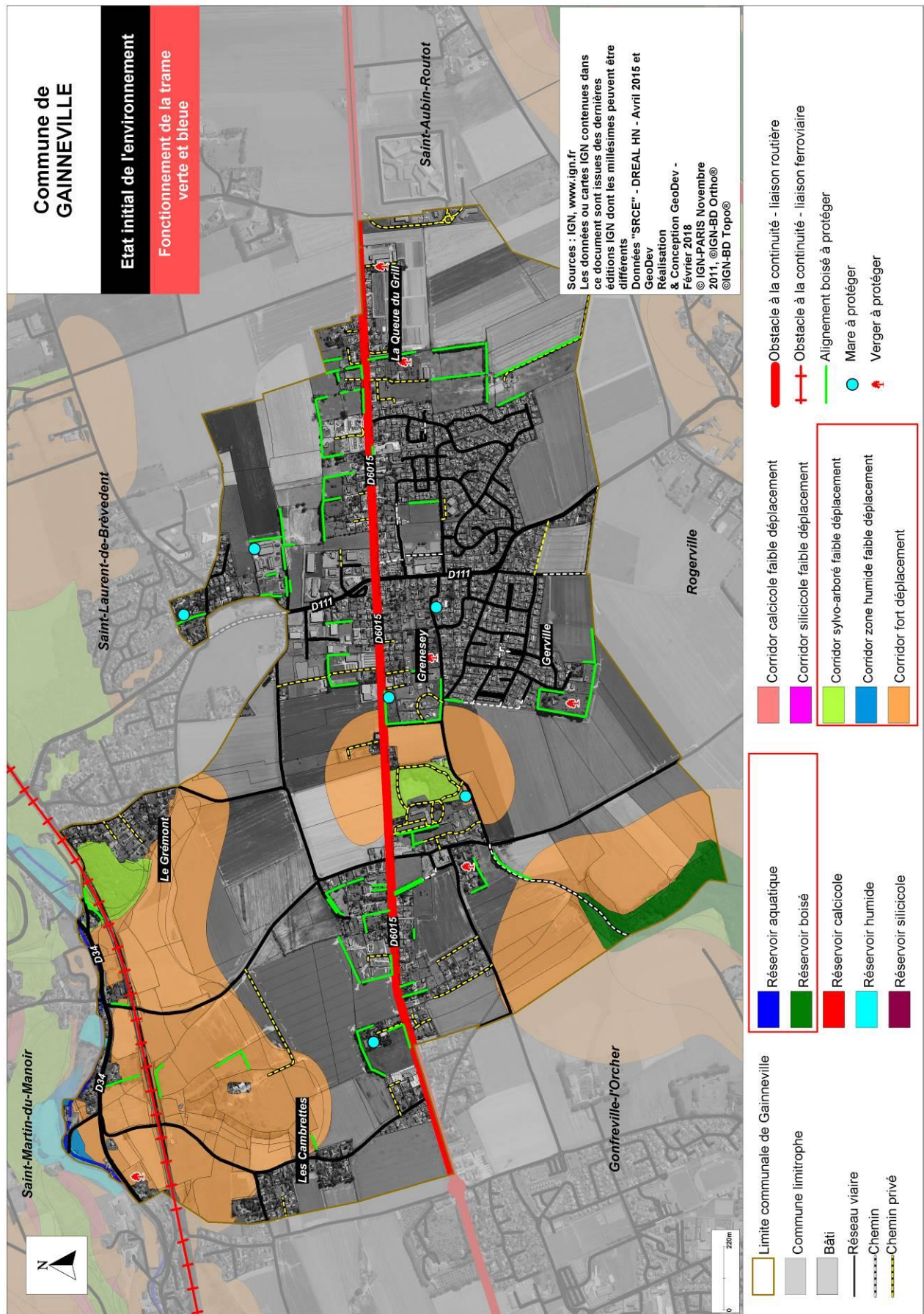


Les espaces agricoles ouverts qui les entourent correspondent à des **corridors pour les espèces à fort déplacement**. Ce milieu ouvert constitue un espace perméable favorable au déplacement de certaines espèces (renards, chevreuils, hérissons, oiseaux,...). Les linéaires de haies et d'alignements boisés sur le plateau agricole sont autant de refuges indispensables au maintien de la biodiversité, au même titre que les mares et les vergers. **La mare communale**, située en entrée d'agglomération Ouest, près du parc des Jonquilles, le long de la RD.6015, présente un intérêt stratégique pour la préservation **d'un fonctionnement en « pas japonais »** de la trame verte à Gainneville, d'autant plus que ces espaces ouverts sont fragmentés par deux grandes infrastructures de déplacements que sont la RD.6015 et la voie ferrée dans la vallée.





Figure 71 : Fonctionnement de la trame verte et bleue à Gainneville



## 4-4- Nuisances et risques liés aux activités humaines

### 4-4-1- La gestion des déchets

La gestion des déchets est une compétence de **la Communauté de l'Agglomération Havraise (CODAH)**. La déchetterie la plus proche est celle de Gonfreville-l'Orcher, située sur la zone d'activités du Parc de l'Estuaire, à 6 km environ de Gainneville.

En outre, **la CODAH** réalise pour chacune des communes membres, l'ensemble des opérations suivantes :

- ✓ la collecte en porte à porte ;
- ✓ la gestion des points d'apports volontaires ;
- ✓ l'accueil dans les déchetteries du territoire ;
- ✓ le transport vers les centres de traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- ✓ la valorisation et le traitement des déchets collectés.



La collecte des déchets comprend :

- ✓ La collecte des recyclables (verre et emballages) est organisée en points d'apport volontaire ;
- ✓ La collecte en porte à porte, des ordures ménagères a lieu de façon hebdomadaire (tous les jeudis).

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA), dont une version de mars 2010 est disponible sur le site internet du Département de Seine-Maritime, s'impose à la collectivité.

La Loi du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République a transféré la compétence de la planification en matière de déchets aux Régions. Toutefois, le PDEDMA reste en vigueur jusqu'à l'adoption du nouveau plan en cours d'élaboration.

### 4-4-2- Les risques industriels liés aux canalisations de transport de matières dangereuses

La commune de Gainneville est concernée par plusieurs canalisations sous pression de transport de matières dangereuses, réglementées par l'arrêté du 4 août 2006 (NOR : IND10608092A) du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et du ministre délégué à l'industrie. Il s'agit de canalisations de transport de gaz exploitées par la société GRTgaz.

Pour tous travaux à proximité des canalisations de transport, il est nécessaire d'effectuer auprès de l'exploitant concerné une demande de renseignement ou une déclaration d'intention de commencement de travaux conformément au décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et à son arrêté d'application du 16 novembre 1994 ou de tout autre texte pouvant s'y substituer. De manière générale, les personnes souhaitant des informations plus précises sur les réseaux de canalisations sous pression sont invitées à se rapprocher de leurs exploitants respectifs.



Au-delà des servitudes attachées à la construction et à l'entretien de ces canalisations, la prise en compte des risques liés au gaz transporté a été établie par la nouvelle réglementation de 2006. Les contraintes en matière d'urbanisme concernent les projets nouveaux relatifs aux établissements recevant du public (ERP) les plus sensibles, aux immeubles de grande hauteur (IGH) et aux installations nucléaires de base (INB). Ces contraintes s'apprécient au regard des distances de dangers génériques présentées dans les tableaux ci-après. Ces distances correspondent aux effets irréversibles (ZEI), premiers effets létaux (ZPEL) et effets létaux significatifs (ZELS) des scénarios d'accident redouté.

**Figure 72 : Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par GRTgaz**

Zone d'effet	ZELS	ZPEL	ZEI
Distance (en mètres) pour la canalisation de diamètre DN 150 et pression 52,4 bars	15	30	40
Distance (en mètres) pour la canalisation de diamètre DN 200 et pression 67,7 bars	35	55	70

Ces distances s'entendent de part et d'autre de l'axe de la canalisation considérée.

Les distances d'effets génériques mentionnées dans le tableau ci-dessus sont susceptibles d'être modifiées par l'étude de sécurité de GRTgaz et notamment en certains points singuliers identifiés le long du tracé des canalisations. Ces distances sont issues du tableau générique national (source GDF/TIGF - mise à jour du 27 juillet 2007). Le scénario d'accident correspond à une rupture complète de la canalisation.

Par **arrêté préfectoral du 19 mai 2017 (cf. ci-après)**, des servitudes d'utilité publique (**SUP 1**) portant sur la maîtrise des risques autour des canalisations de transports de gaz naturels ou assimilés, d'hydrocarbures et de produits chimiques, ont été instituées sur le territoire de Gainneville, autour de ces deux canalisations de transport de matières dangereuses. Cet arrêté, annexé au présent PLU, fixe des prescriptions restrictives relatives à la construction d'établissements recevant du public et d'immeubles de grande hauteur à proximité de ces infrastructures.

**Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
<b>DN150-1955-SAINT_EUSTACHE-HARFLEUR</b>	45,5	150	2983	Enterrée	35	5	5
<b>DN200-1978-GONFREVILLE_150-MONTIVILLIERS</b>	45,5	200	1053	Enterrée	40	5	5



#### 4-4-4- Les lignes électriques

La commune est traversée par trois lignes électriques, exploitées par le Réseau de Transport d'Electricité (RTE).

RTE invite à respecter certaines recommandations aux abords de ces trois lignes électriques.

#### 4-4-5- Les sites et sols pollués

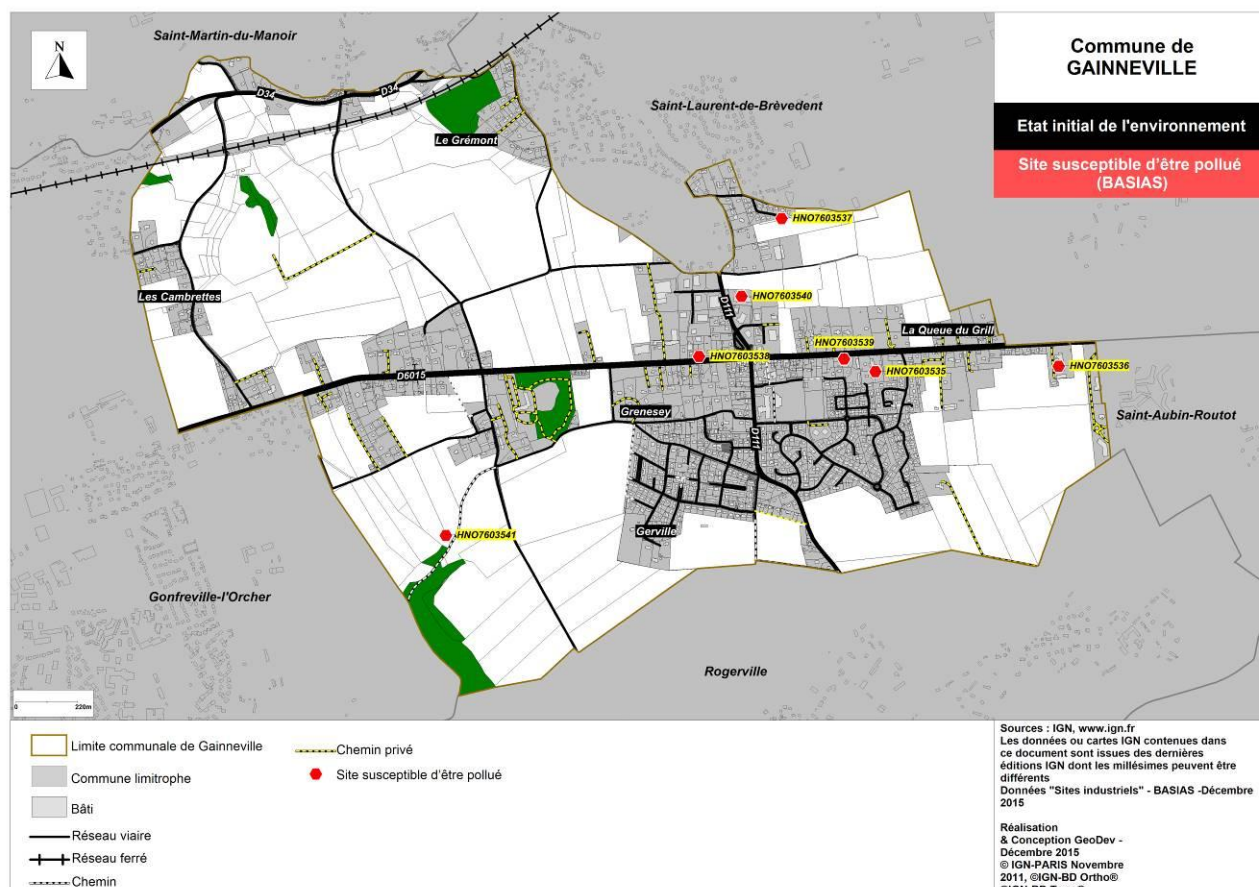
L'inventaire **BASIAS** (inventaire d'anciens sites industriels et activités de services) réalisé par le BRGM (Bureau des Recherches Géologiques et Minières) identifie **8 sites susceptibles d'être pollués** sur le territoire communal.

De manière générale, il convient de prendre toutes les dispositions techniques ou organisationnelles permettant de se prémunir contre les risques liés à une éventuelle pollution des sols. En cas de pollution avérée, il conviendra d'en vérifier le niveau et de le rendre compatible avec l'usage prévu, comme cela est défini dans la circulaire conjointe des ministères de la santé et des solidarités, de l'écologie et du développement durable, de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer, en date du 8 février 2007.

**Figure 73 : Les anciens sites industriels à Gainneville – BASIAS**

N°	Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Adresse (ancien format)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance	X Lambert II étendu (m)	Y Lambert II étendu (m)	X adresse	Y adresse	Précision
1	HNO7603537	UNION DES TRANSPORTEURS ROUTIERS		Côte des Chataigniers	Côte des Chataigniers	GAINNEVILLE (76296)	v89.03z	Activité terminée	Inventorié	449901	2504841			
2	HNO7603535	DESCHAMPS / ex ETS DEBRIS SA		La Queue du Gril ; RN 15	Route nationale 15 "La Queue du Gril"	GAINNEVILLE (76296)	c25.22z, v89.03z	En activité	Inventorié					
3	HNO7603541	VILLE DU HAVRE		Les Macettes	"Les Macettes"	GAINNEVILLE (76296)	e38.11z	Activité terminée	Inventorié	448701	2503689			
4	HNO7603536	SATA : Société Anonyme de Transaction Automobiles / ex SARL Normande de Montage et de Tuyauterie.	SATA	RN 15	Route nationale 15	GAINNEVILLE (76296)	c25.22z	Activité terminée	Inventorié	450903	2504317			
5	HNO7603539	SHIPP		RN 15	Route nationale 15	GAINNEVILLE (76296)	g47.30z	En activité	Inventorié					
6	HNO7603538	MENARD JACQUES / ex EGLOFF Marc	Station service TOTAL	Route de Bolbec	Route de Bolbec	GAINNEVILLE (76296)	g47.30z	En activité	Inventorié					
7	HNO7603540	FORESIER (LE)				GAINNEVILLE (76296)	c23.3	Ne sait pas	Inventorié					
8	HNO7603542	PHOSPHATOS NORMANDE				GAINNEVILLE (76296)	c20.20z	Ne sait pas	Inventorié					

**Figure 74 : Les anciens sites industriels à Gainneville – BASIAS**



De plus, un site pollué est officiellement répertorié dans la base de données BASOL du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie. Ci-dessous des informations sur le site concerné :

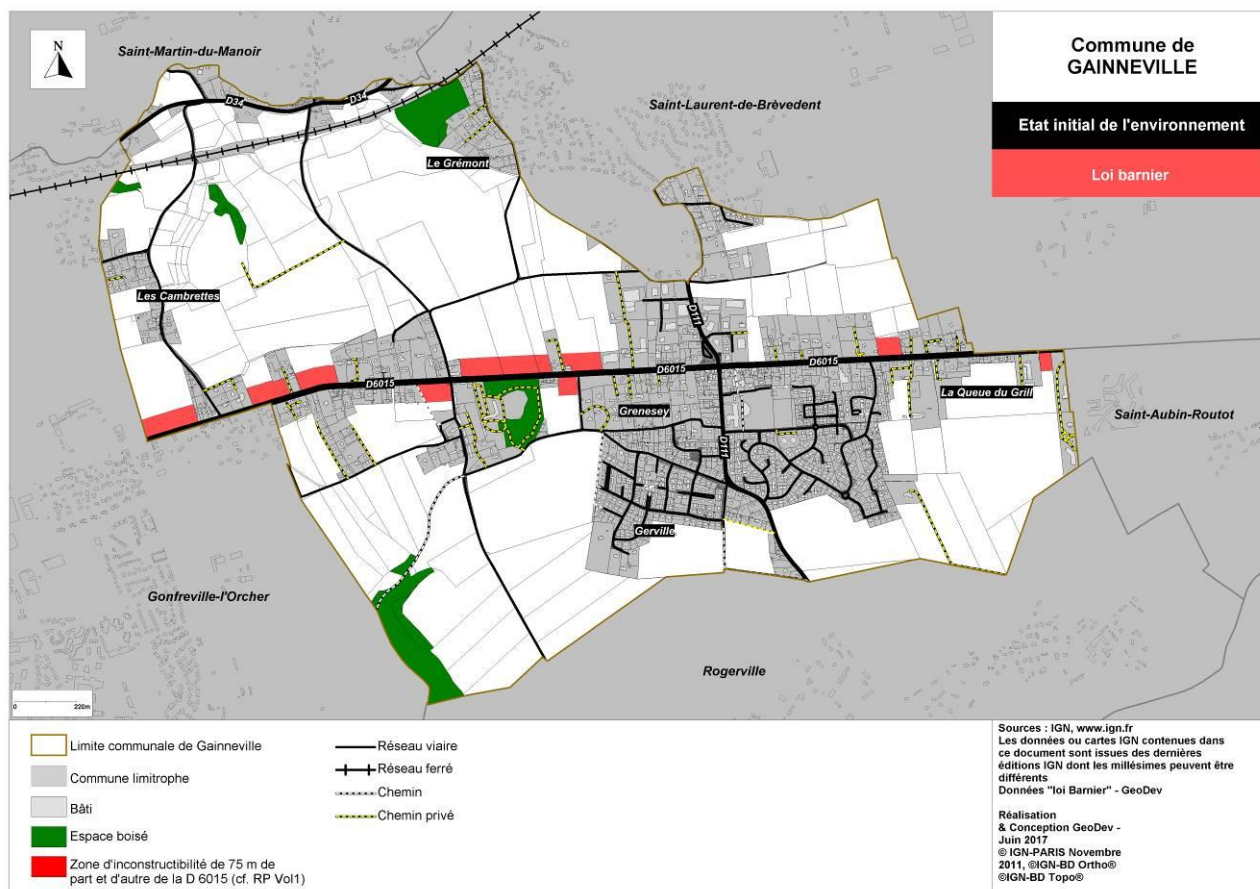
Localisation et identification du site	
Nom usuel du <a href="#">site</a> :	station service TOTAL
Localisation :	
Commune :	Gainneville
Arrondissement :	
Code postal :	76700 - Code INSEE : 76296 (2 612 habitants)
Adresse :	155 rue de la Libération
Lieu-dit :	
Agence de l'eau correspondante :	Seine - Normandie
Code géographique de l'unité urbaine :	76701 : Le Havre (244 745 habitants)

#### 4-4-6- Les voies classées à grande circulation

Afin d'éviter l'implantation linéaire d'activités ou de services le long de certaines voies routières et ainsi éviter les désordres urbains, la loi Barnier du 2 février 1995 a mis en place un dispositif permettant de limiter la constructibilité des terrains de part et d'autre des axes classés à grande circulation.

A Gainneville, la **RD.6015** est considérée comme voie à grande circulation et engendre une bande d'inconstructibilité de **75 mètres** de part et d'autre de l'axe **en dehors des espaces déjà urbanisés**.

**Figure 75 : Les voies classées à grande circulation**



A Gainneville, les espaces déjà urbanisés (le centre-bourg, les Cambrettes, le Village, le Grenesey, la Maison Blanche et la Queue du Grill) ne sont pas concernés par ce recul de 75 mètres, en application de l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme.

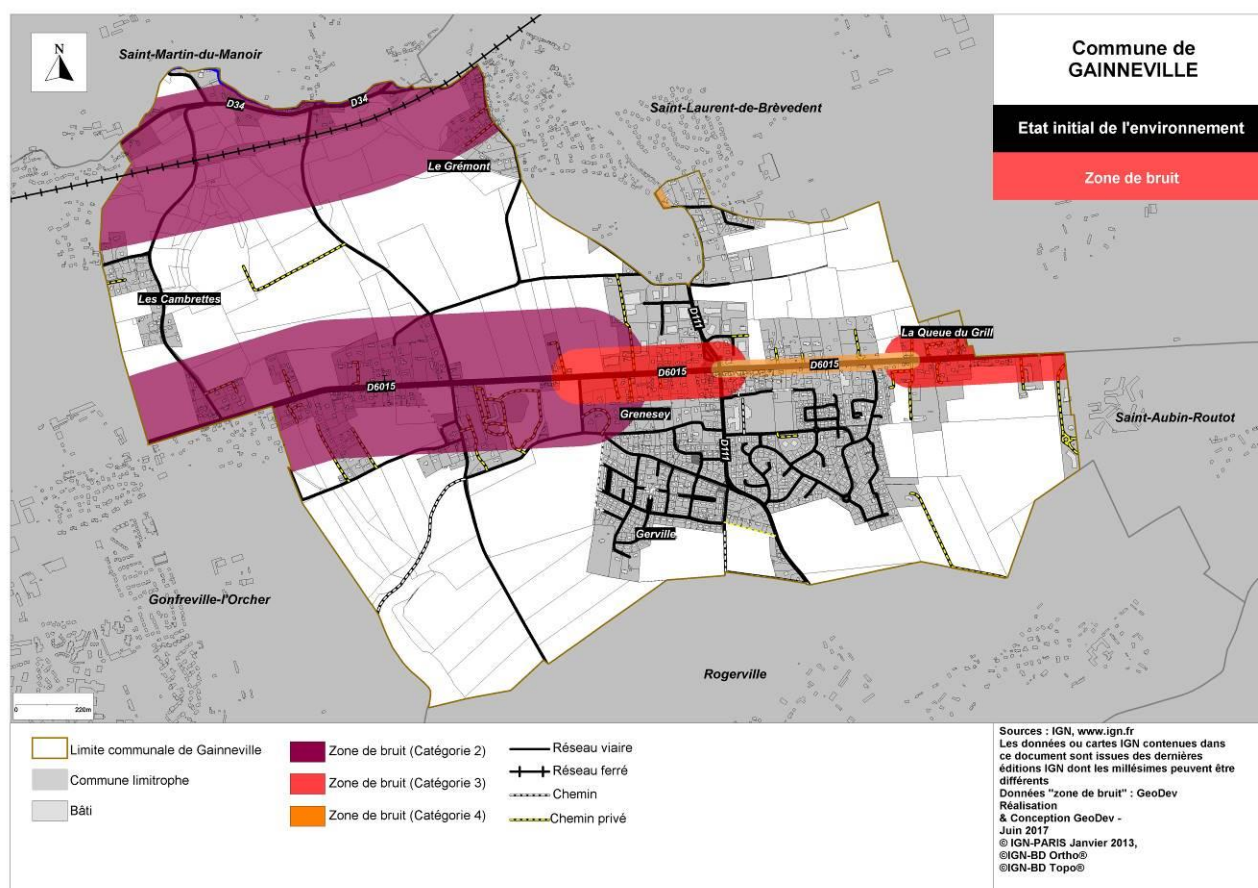




#### 4-4-7- Les zones de bruit

La loi Bruit du 31 décembre 1992 instaure **un classement des infrastructures terrestres en fonction de leur niveau sonore**. Ce classement définit de part et d'autre de l'axe des secteurs affectés par le bruit dont la largeur dépend de l'intensité sonore. Dans ces secteurs, toutes constructions à vocation d'habitat, d'enseignement, de santé ou d'hébergement devront faire l'objet de mesures d'isolation phonique. L'arrêté du 30 mai 1996 précise les prescriptions acoustiques à respecter en fonction de la catégorie de la zone de bruit.

**Figure 76 : Les zones de bruit à Gainneville**



Sur Gainneville, deux routes départementales engendrent des zones de bruit :

- La **RD.111** engendre une zone de bruit de **catégorie 4**, soit **30 mètres** de part et d'autre de l'axe de la route (uniquement dans la Côte des Châtaigniers, en limite de Saint-Laurent-de-Brévedent) ;
- La **RD.6015** engendre une zone de bruit de **catégorie 2**, soit **250 mètres** de part et d'autre de l'axe de la route, une zone de bruit de **catégorie 3**, soit **100 mètres** de part et d'autre de l'axe de la route, et une zone de bruit de **catégorie 4**, soit **30 mètres** de part et d'autre de l'axe de la route.

La voie ferrée, implantée au Nord de la commune, dans la Vallée, engendre également une zone de bruit de **catégorie 2**, soit **250 mètres** de part et d'autre de l'axe de la voie.

## Synthèse de l'état initial de l'environnement

<b>FORCES</b>		<b>BESOINS</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'eau potable provient d'un forage non saturé</li> <li>▪ La majorité de la tache bâtie est assainie en collectif et raccordée à la nouvelle STEP du Havre en capacité de recevoir de nouveaux branchements</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Adapter le projet communal en fonction des capacités des réseaux</li> <li>⇒ Prévoir le développement de secteurs déjà desservis par les réseaux et équipements</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des éléments de la nature ordinaire à préserver (bosquets, alignements boisés, cours d'eau et zones humides dans la vallée, vergers, quelques mares...) qui contribuent à la continuité et à la richesse de la trame verte et bleue</li> <li>▪ Deux réservoirs humides et boisés dans la Vallée et aux Marettes</li> <li>▪ Une ZNIEFF de type 2 aux Marettes</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Identifier et préserver les éléments du patrimoine naturel qui contribue à la valeur écologique et paysagère de la commune</li> <li>⇒ Préserver les grandes entités naturelles pour leur intérêt pour les paysages</li> <li>⇒ Préserver et développer la trame verte et bleue</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des cônes de vue vers les espaces ouverts (agricoles et naturels)</li> <li>▪ Des coupures d'urbanisation présentes, notamment le long de la RD.6015</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Conserver la qualité paysagère</li> <li>⇒ Appréhender les secteurs sensibles dans le projet communal</li> <li>⇒ Préserver les coupures d'urbanisation et les alternances entre espaces ouverts / espaces bâtis</li> <li>⇒ Veiller à l'intégration des nouvelles constructions dans leur environnement bâti et naturel</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une politique de gestion du risque inondation engagée depuis plusieurs années (réalisation d'ouvrages hydrauliques, TRI...)</li> <li>▪ 1 PPRI approuvé qui encadre le risque inondations</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Protéger les biens et les personnes face aux risques</li> <li>⇒ Protéger et éloigner les biens et les personnes des sources de risque</li> <li>⇒ Maîtriser l'urbanisation en fonction des prescriptions du PPRI</li> <li>⇒ Tenir compte des projets du BV et de la CODAH dans le PLU</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un système de ramassage des déchets intercommunal</li> <li>▪ Un centre de recyclage à Gonfreville-l'Orcher (et un réseau intercommunal)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Anticiper les nouvelles sources de déchets liées à une croissance de la population</li> <li>⇒ Adapter le projet urbain communal en fonction des capacités communales et intercommunales</li> </ul>	
<b>FAIBLESSES</b>		<b>BESOINS</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les installations individuelles d'épuration des eaux sont l'origine de risques sanitaires et de pollution</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Privilégier le développement de secteurs desservis par le réseau d'assainissement des eaux usées</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des périmètres de protection de captage qui impactent la partie Nord de la commune</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Préserver la ressource en eau et éviter les pollutions (maîtrise de l'urbanisation)</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des éléments sensibles du paysage à protéger</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Envisager prioritairement les nouvelles constructions en dehors de ces zones d'intérêt patrimonial</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une commune soumise aux risques naturels (remontées de nappes alluviales, ruissellement, effondrement)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Limiter l'exposition des personnes et des biens aux risques</li> <li>⇒ Tenir à distance les projets de développement des sources de risque</li> <li>⇒ Traduire le risque en urbanisme</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Plusieurs servitudes d'utilité publique (lignes électriques, canalisations de gaz)</li> <li>▪ Quelques anciens sites industriels répertoriés et 1 site pollué</li> <li>▪ Risque TMD</li> <li>▪ Des zones de bruit le long de la RD.6015 et de la voie ferrée</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Éviter de surexposer les biens et les personnes aux risques (naturels et/ ou technologiques)</li> </ul>	

## 5- Expression du projet communal au regard des besoins

Grâce aux enjeux mis en exergue dans le diagnostic territorial et en fonction des objectifs et enjeux communaux, des projections démographiques ont été réalisées afin d'estimer, **le besoin en logements d'ici 2027** à Gainneville.

Le Conseil Municipal souhaite faire de ce PLU la **feuille de route** indispensable à son développement dans les prochaines années. La commune souhaite établir son projet d'urbanisme à un horizon temporel de **10 ans** afin de lisser les phénomènes extérieurs conjoncturels (rétention foncière, pression foncière, etc.).

Gainneville étant une commune proche du Havre, le territoire connaît une certaine **pression foncière** mais également associée à un phénomène de **rétention foncière**.

Grâce aux différents documents de planification dont s'est dotée Gainneville, la commune a pu entrevoir son **développement urbain**. Toutefois, les élus souhaitent disposer d'un outil leur permettant de **diversifier davantage les usages et fonctions** sur son territoire. Pour les 10 prochaines années, l'objectif de la commune est principalement **de pérenniser le développement démographique** qu'elle connaît depuis quelques décennies.

Le taux d'occupation des ménages a été calculé selon les données de l'INSEE disponibles sur la commune.

**Figure 77 : Evolution du taux d'occupation des ménages à Gainneville**

<b>Evolution de la taille des ménages à Gainneville</b>						
1968	1975	1982	1990	1999	2007	2013
3,54	3,35	3,32	3,33	3,14	2,99	2,80
<b>Evolution de la taille des ménages au sein de la CODAH</b>						
1968	1975	1982	1990	1999	2007	2013
3,16	3,00	2,79	2,65	2,48	2,30	2,21
<b>Evolution de la taille des ménages dans le département 76</b>						
1968	1975	1982	1990	1999	2007	2013
3,26	3,06	2,83	2,69	2,51	2,37	2,28

Afin d'évaluer les besoins en logements sur les prochaines années, il est possible **de calculer le « point mort » communal** sur les deux dernières périodes références (1999-2007 et 2007-2013) et sur l'échelle temporelle du PLU. Le point mort correspond au nombre de logements qu'il aurait fallu ou qu'il faudra construire, sur ces périodes, dans l'hypothèse d'une stabilité démographique.

A titre d'exemple, sur la période 2007-2013, 61 des 73 logements construits ont permis de maintenir le niveau de population de 2007 (2 612 habitants). Les autres logements réalisés ont permis d'augmenter la population (+33 habitants sur la période).

Un calcul projeté peut ainsi être réalisé sur la période de mise en œuvre du PLU (2017 – 2027), en s'appuyant sur deux hypothèses :

- ✓ Taux d'occupation des ménages de 2,65 sur 2017 – 2027 ;
- ✓ Stabilisation du nombre de résidences secondaires et du nombre de logements vacants ;
- ✓ Utilisation des derniers chiffres connus (INSEE 2013).

De cette façon, pour maintenir le niveau de population actuel sur Gainneville (2 684 habitants en 2017), il faudra construire **39 logements supplémentaires** sur la commune sur la période 2017 – 2027.



Les élus Gainnevillais souhaitent réaliser un document d'urbanisme qui permette d'accueillir de nouvelles populations. Ci-après 4 projections démographiques ont été proposées :

**Scénario 1 : « Maintenir le niveau démographique actuel pour les 10 prochaines années »**

Pas d'habitants supplémentaires mais 39 logements à construire (cf. Point mort)

**Scénario 2 : « Envisager une croissance démographique maîtrisée d'ici 2027 »**

Taux de variation annuel de 0,5% à partir de 2017

137 habitants en plus sur 10 ans (= 52 logements + 39 logements)

**Scénario 3 : « Accélérer la croissance démographique d'ici 10 ans »**

Taux de variation annuel de 1% à partir de 2017

281 habitants en plus sur 10 ans (= 105 logements + 39 logements)

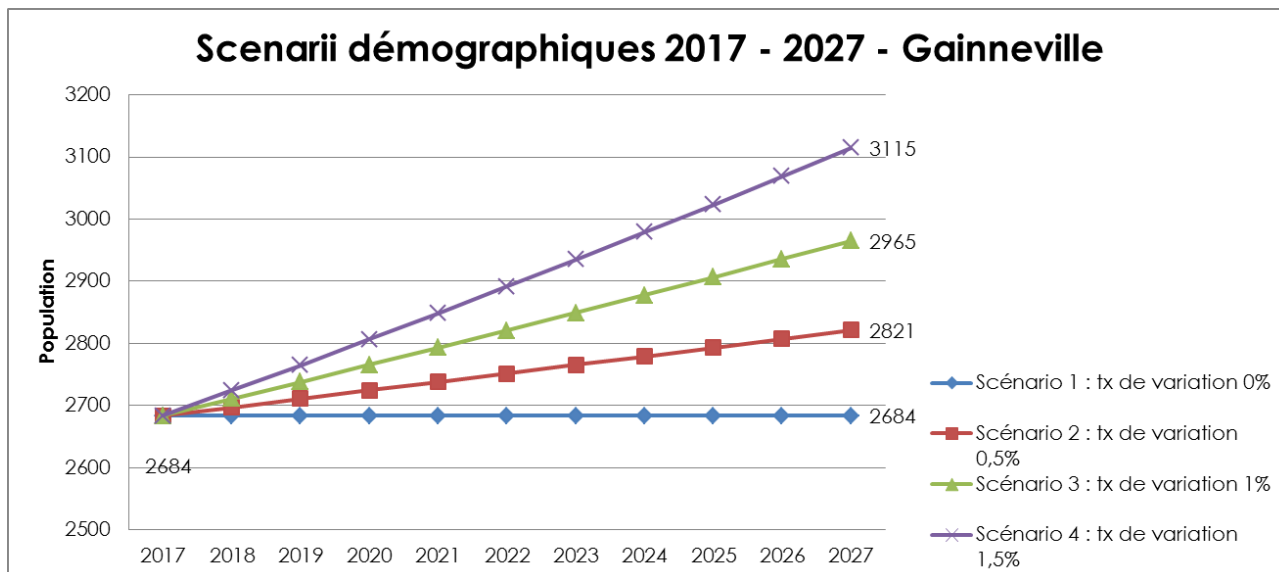
**Scénario 4 : « Mener une politique démographique très ambitieuse »**

Taux de variation annuel de 1,5% à partir de 2017

431 habitants en plus sur 10 ans (= 163 logements + 39 logements)

**Figure 78 : Comparaison des scénarios démographiques**

Scénarii démographiques pour la période 2017 - 2027												Nb d'habitants supplémentaires sur la période
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
Scénario 1 : tx de variation 0%	2684	2684	2684	2684	2684	2684	2684	2684	2684	2684	2684	0
Scénario 2 : tx de variation 0,5%	2684	2697	2711	2724	2738	2752	2766	2779	2793	2807	2821	137
Scénario 3 : tx de variation 1%	2684	2711	2738	2765	2793	2821	2849	2878	2906	2935	2965	281
Scénario 4 : tx de variation 1,5%	2684	2724	2765	2807	2849	2891	2935	2979	3024	3069	3115	431



**1- La stabilisation du niveau de population**

Cette première proposition est basée sur la stabilisation du niveau de population actuel. Dans ce cas, il s'agirait alors de répondre uniquement au phénomène de desserrement des ménages. Environ 39 logements seraient alors nécessaires sur la période 2017 – 2027, selon le calcul du point mort présenté précédemment.

**2- Une augmentation légère de la population sur 10 ans**

Le nombre d'habitants augmenterait de 137 individus d'ici 2027. Si l'augmentation de la population était linéaire, il y aurait 14 nouveaux Gainnevillais par an.

Ce scénario impliquerait 91 nouvelles constructions à vocation d'habitation, soit une moyenne de 9 nouveaux logements par an :

- ✓ 39 nouvelles constructions pour maintenir le niveau de population (point mort) ;
- ✓ 52 nouvelles habitations pour accueillir 137 habitants.

Ce choix impliquerait une augmentation annuelle de 0,5% de la population actuelle de Gainneville pour les 10 prochaines années.

### **3- L'accroissement du rythme d'évolution démographique à partir de 2017**

Si cette tendance se confirmait, la commune verrait augmenter sa population de 281 individus d'ici 2027. Si l'augmentation de la population était linéaire, il y aurait environ 28 nouveaux Gainnevillais par an sur la période 2017 – 2027.

Ce scénario impliquerait 145 nouvelles constructions à vocation d'habitation, soit une moyenne de 14 nouveaux logements par an :

- ✓ 39 nouvelles constructions pour maintenir le niveau de population (point mort) ;
- ✓ 106 nouvelles habitations pour accueillir 281 habitants.

Ce choix impliquerait une augmentation annuelle de 1% de la population actuelle de Gainneville pour les 10 prochaines années.

### **4- Une très forte croissance démographique d'ici 2026**

Cette dernière proposition constitue un scénario très élevé en termes d'objectifs démographiques. La population Gainnevillaise augmenterait de 431 individus d'ici 2027. Si l'augmentation de la population était linéaire, il y aurait environ 43 nouveaux Gainnevillais par an.

Ce scénario impliquerait 202 nouvelles constructions à vocation d'habitation, soit une moyenne de 20 nouveaux logements par an :

- ✓ 39 nouvelles constructions pour maintenir le niveau de population (point mort) ;
- ✓ 163 nouvelles habitations pour accueillir 431 habitants.

Ce choix impliquerait une augmentation annuelle de 1,5% de la population actuelle de Gainneville pour les 10 prochaines années.



### Scénario démographique 3 retenu

**Les élus ont opté pour le scénario 3, qui consisterait à accueillir, sur une période de 10 ans, environ 280 habitants supplémentaires sur Gainneville.**

Le choix de ce scénario s'explique par la volonté de la commune de **renouveler sa population, de répondre à la demande de logements**, constatée par les élus, et de pérenniser les **équipements publics et de loisirs**.

Il s'agira de réglementer les urbanisations futures pour les intégrer dans le cadre urbain de la commune **sans pour autant compromettre le caractère rural de Gainneville et en confortant la centralité du village**. Accueillir 280 habitants correspond à un besoin d'environ 145 logements, neufs ou réhabilités (sur une base de 2,65 habitants par logement). L'équipe municipale souhaite **poursuivre la diversification de son offre de logements** en favorisant notamment des logements de petite taille en vue de maintenir les personnes âgées sur la commune et d'accueillir de jeunes couples.

Ces objectifs doivent s'inscrire dans le cadre réglementaire et supra-communal qui s'impose à la commune : les principes **d'économie de l'espace** et de **préservation des espaces naturels et agricoles** doivent être déclinés dans le projet communal.

La **prise en compte des risques naturels** est un enjeu majeur intégré dans la construction du projet communal. De plus, la **sécurisation des cheminements doux** dans **le centre-bourg** et **vers les hameaux** font parties des priorités affichées par l'équipe municipale.

Ces grands principes, ainsi que les enjeux déterminés par le diagnostic territorial (contexte territorial, histoire et évolution urbaine, environnement socio-économique et état initial de l'environnement), sont à la base de la réflexion qui a été menée pour réviser le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.



# TABLE DES FIGURES

FIGURE 1 : LA SITUATION ADMINISTRATIVE DE GAINNEVILLE .....	4
FIGURE 2 : GAINNEVILLE DANS LA COMMUNAUTE DE L'AGGLOMERATION HAVRAISE .....	5
FIGURE 3 : EXTRAIT CARTOGRAPHIQUE DU SCOT - STRUCTURATION DU TERRITOIRE A 15 ANS .....	8
FIGURE 4 : EXTRAIT CARTOGRAPHIQUE DU SCOT – ELEMENTS A VALORISER DANS LA MISE EN SCENE DU TERRITOIRE .....	9
FIGURE 5 : EXTRAIT CARTOGRAPHIQUE DU SCOT – ELEMENTS A VALORISER DANS LA MISE EN SCENE DU TERRITOIRE .....	10
FIGURE 6 : EXTRAIT CARTOGRAPHIQUE DU SCOT – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE .....	10
FIGURE 7 : EXTRAIT CARTOGRAPHIQUE DU SCOT - LA PLACE DE L'AGRICULTURE .....	11
FIGURE 8 : EXTRAIT CARTOGRAPHIQUE DU SCOT – RISQUES ET NUISANCES .....	12
FIGURE 9 : EXTRAIT CARTOGRAPHIQUE DU SCOT – VELOURUTES ET CHEMINS DE GRANDE RANDONNEE .....	12
FIGURE 10 : EXTRAIT CARTOGRAPHIQUE DU SCOT – RESEAU D'INFRASTRUCTURES STRUCTURANTES .....	13
FIGURE 11 : EXTRAIT CARTOGRAPHIQUE DU SCOT – DEVELOPPEMENT URBAIN .....	13
FIGURE 12 : EXTRAIT DU PDU DE LA CODAH.....	14
FIGURE 13 : EXTRAIT DU PDU DE LA CODAH.....	15
FIGURE 14 : EXTRAIT DU PDU DE LA CODAH.....	16
FIGURE 15 : EXTRAIT DU PDU DE LA CODAH.....	16
FIGURE 16 : LES ORIENTATIONS GENERALES D'AMENAGEMENT DE LA DTA .....	19
FIGURE 17 : LES ELEMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE IDENTIFIES PAR LE SRCE SUR LA COMMUNE .....	21
FIGURE 18 : LES POLES D'INFLUENCE DE GAINNEVILLE .....	22
FIGURE 19 : L'ACCESSIBILITE DE PROXIMITE DE GAINNEVILLE .....	23
FIGURE 20 : LE RESEAU VIAIRE DE GAINNEVILLE.....	24
FIGURE 21 : L'ANALYSE DES CAPACITES DE STATIONNEMENT A GAINNEVILLE.....	25
FIGURE 22 : ANALYSE DES CHEMINEMENTS DOUX A GAINNEVILLE .....	28
FIGURE 23 : LE TAUX DE MULTIMOTORISATION DES MENAGES EN 2013.....	29
FIGURE 24 : SITES ARCHEOLOGIQUES DE GAINNEVILLE .....	31
FIGURE 25 : LES ELEMENTS PONCTUELS DU PETIT PATRIMOINE BATI .....	32
FIGURE 26 : LES ELEMENTS LINEAIRES DU PETIT PATRIMOINE BATI.....	33
FIGURE 27 : LOCALISATION DES ELEMENTS DU PETIT PATRIMOINE BATI.....	35
FIGURE 28 : LES HAMEAUX ET LIEUX DITS .....	36
FIGURE 29 : LA CARTE D'ETAT-MAJOR (IGN – GEOPORTAIL) .....	37
FIGURE 30 : LES PHOTOGRAPHIES AERIENNES DE 2003 ET DE 2015 (IGN – GEOPORTAIL) .....	38
FIGURE 31 : LES OPERATIONS DE LOTISSEMENTS A GAINNEVILLE.....	39
FIGURE 32 : LOCALISATION DES OPERATIONS DE LOTISSEMENTS A GAINNEVILLE .....	40
FIGURE 33 : REPARTITION DU ZONAGE DU POS EN VIGUEUR .....	42
FIGURE 34 : REPARTITION DU ZONAGE DU POS EN VIGUEUR .....	43
FIGURE 35 : UTILISATION DES ZONES D'OUVERTURE A L'URBANISATION DU POS DE GAINNEVILLE .....	44
FIGURE 36 : DETAIL DE LA CONSOMMATION D'ESPACES A GAINNEVILLE .....	46
FIGURE 37 : CONSOMMATION D'ESPACES A GAINNEVILLE 2003-2016.....	47
FIGURE 38 : L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE DE GAINNEVILLE (1968-2017).....	49
FIGURE 39 : LES FACTEURS D'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE A GAINNEVILLE .....	49

FIGURE 40 : LA REPARTITION PAR AGE DE LA POPULATION DE GAINNEVILLE .....	50
FIGURE 41 : L'EVOLUTION DE LA TAILLE DES MENAGES.....	51
FIGURE 42 : L'EVOLUTION DES DIFFERENTS TYPES DE LOGEMENTS A GAINNEVILLE DEPUIS 1968.....	52
FIGURE 43 : LA PART DES LOGEMENTS VACANTS EN 2013.....	52
FIGURE 44 : LA PART DE MENAGES EN LOCATION DANS LE PARC DE LOGEMENTS .....	53
FIGURE 45 : LA TAILLE DES RESIDENCES PRINCIPALES DANS LE PARC DE LOGEMENTS .....	53
FIGURE 46 : LOCALISATION DES EQUIPEMENTS PUBLICS A GAINNEVILLE .....	54
FIGURE 47 : SURFACE AGRICOLE UTILE (SAU) DE GAINNEVILLE.....	57
FIGURE 48 : LA REPARTITION DES ESPACES AGRICOLES A GAINNEVILLE .....	59
FIGURE 49 : LES EXPLOITATIONS AGRICOLES A GAINNEVILLE .....	60
FIGURE 50 : LES ENTREPRISES IMPLANTEES A GAINNEVILLE .....	63
FIGURE 51 : LA REPARTITION DE LA « POPULATION ACTIVE / INACTIVE » A GAINNEVILLE.....	64
FIGURE 52 : L'INDICATEUR DE CONCENTRATION D'EMPLOIS A GAINNEVILLE .....	64
FIGURE 53 : LE CONTEXTE GEOLOGIQUE DE GAINNEVILLE .....	67
FIGURE 54 : BILAN DES UNITES DE PRODUCTION DE SAINT-LAURENT-DE-BREVEDENT (BILAN ANNUEL CODAH - 2015) .....	68
FIGURE 55 : PERIMETRES DE PROTECTION DE CAPTAGES A GAINNEVILLE .....	69
FIGURE 56 : ZPAAC DE SAINT-LAURENT-DE-BREVEDENT – LA PAYENNIERE : .....	70
FIGURE 57 : LES ARRETES DE RECONNAISSANCE DE CATASTROPHE NATURELLE A GAINNEVILLE (AU 16 AOUT 2016) .....	71
FIGURE 58 : SECTEURS DE SENSIBILITE AU RUISSELLEMENT A GAINNEVILLE .....	72
FIGURE 59 : PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS (PPRI) DU BASSIN VERSANT DE LA LEZARDE.....	74
FIGURE 60 : CARTE DES RISQUES DU TRI DU HAVRE – RUISSELLEMENT ET DEBORDEMENT .....	75
FIGURE 61 : LES REMONTEES DE NAPPES PHREATIQUES A GAINNEVILLE.....	76
FIGURE 62 : SCHEMA D'UNE MARNIERE EN ACTIVITE .....	78
FIGURE 63 : RAYONS D'INCONSTRUCTIBILITE APPLICABLES AUX INDICES DE CAVITES .....	79
FIGURE 64 : TABLEAU RECAPITULATIF DES INDICES DE CAVITES SOUTERRAINES .....	80
FIGURE 65 : LE PLAN DES INDICES DE CAVITES SOUTERRAINES ET A CIEL OUVERT.....	82
FIGURE 66 : LE PLAN DES INDICES DE CAVITES SOUTERRAINES ET A CIEL OUVERT – PERIMETRES DE RISQUE .....	83
FIGURE 67 : L'OCCUPATION DU SOL DE GAINNEVILLE .....	84
FIGURE 68 : L'ANALYSE PAYSAGERE DE GAINNEVILLE.....	85
FIGURE 69 : LA ZNIEFF LOCALISEE SUR GAINNEVILLE.....	86
FIGURE 70 : LA SYNTHESE DU PATRIMOINE NATUREL A GAINNEVILLE.....	89
FIGURE 71 : FONCTIONNEMENT DE LA TRAME VERTE ET BLEUE A GAINNEVILLE .....	91
FIGURE 72 : CANALISATIONS DE TRANSPORT D'HYDROCARBURES EXPLOITEES PAR GRTGAZ.....	93
FIGURE 73 : LES ANCIENS SITES INDUSTRIELS A GAINNEVILLE – BASIAS.....	94
FIGURE 74 : LES ANCIENS SITES INDUSTRIELS A GAINNEVILLE – BASIAS.....	95
FIGURE 75 : LES VOIES CLASSEES A GRANDE CIRCULATION .....	96
FIGURE 76 : LES ZONES DE BRUIT A GAINNEVILLE.....	97
FIGURE 77 : EVOLUTION DU TAUX D'OCCUPATION DES MENAGES A GAINNEVILLE .....	99
FIGURE 78 : COMPARAISON DES SCENARIOS DEMOGRAPHIQUES .....	100